

**Directeur : Jacques Fauvet**

Algeria, 1 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 100 m.;  
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,  
17 fr.; Canada, 60 c. cts; Danemark, 3 kr.;  
Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce,  
18 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 250 l.; Liban, 125 p.;  
Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,  
0,60 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.;  
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 63 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 28  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4297-23 Paris  
Télex Paris n° 650572  
Tél - 770-91-29

(Lire nos informations page 4.)

(Lire la suite page 3.)

**THIERRY PFISTER.**  
(Lire la suite page 8.)

(1) Supplément à la publication socialiste l'OUES, n° 86, janvier 1976.

**MAURICE DUVERGER**  
(Lire la suite page 17.)

**BERNARD CHAPUIS.**

\_\_\_\_\_ Pa

morales dans lesquelles la politique n'est qu'une vaine parade et la



هكذا من الأصل





# L'ÉVÉNEMENT

## Les pays membres de l'Organisation des Nations unies

Le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, déclarait récemment à l'université de Denver que, « malgré toutes les critiques dirigées contre l'organisation mondiale, il semble qu'il n'y ait pas, du moins dans l'esprit des gouvernements, d'autres solutions à proposer en temps de crise que des procédures imparfaites ». Il en voyait la démonstration dans le fait que l'ordre du jour du Conseil de sécurité était cette année « plus chargé que jamais ».

L'ONU connaît donc un regain d'intérêt, même de la part des gouvernements qui ont provoqué son impuissance par leur refus de la soutenir et de se conformer à ses recommandations. Faut-il attribuer cette relance au fait que les Nations unies sont l'unique forum mondial où tous les États, même les plus petits, peuvent exposer au moins une fois l'an leurs besoins et exprimer leurs préoccupations ? N'est-ce pas en effet la méconnaissance de ces besoins et de ces préoccupations — de l'aspiration, notamment, des pays en voie de développement à être traités sur un pied d'égalité — qui suscite aujourd'hui la plupart des troubles actuels ? Les Nations unies, en tout cas, offrent du monde, de ses changements, des modifications dans l'équilibre des forces, une image inappréciable pour tous ceux dont la tâche est de diriger les nations.

Cette image est totalement différente de celle qu'aurait l'ONU il y a trente ans lorsque, le 26 avril 1945, les délégués de cinquante nations signèrent à San-Francisco la charte des Nations unies. Elle l'est davantage encore de celle que présentait, entre les deux guerres mondiales, la Société des nations, dominée par la France et la Grande-Bretagne.

En 1945, les États-Unis, victorieux et enrichis

par la guerre, dominaient à leur tour la scène mondiale. Épuisée par la guerre et encore démunie de l'arme nucléaire, l'Union soviétique n'est pas en mesure de contester leur primauté. Les États-Unis n'ont donc sans partage aux Nations unies en s'appuyant sur une majorité faite de pays européens et latino-américains. Pour ne pas subir leur loi, l'U.R.S.S. devra recourir sans cesse au droit de veto que la charte des Nations unies octroie aux cinq grandes puissances qui sont membres du Conseil de sécurité (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, U.R.S.S.).

Deux événements vont toutefois transformer cette situation. L'Union soviétique fait, en 1957, une percée dans le domaine des fusées et acquiert progressivement l'égalité nucléaire avec les États-Unis. Les décolonisations successives vont d'autre part modifier la composition des Nations unies : les pays du tiers-monde disposent, vers les années 70, d'une majorité écrasante au sein de l'Assemblée générale. Mais leur faiblesse économique et militaire est telle que les pays industrialisés vont pouvoir, quelques années encore, résister à leurs appels et à leurs revendications, sans trop se préoccuper des recommandations que l'Assemblée multiplie désormais sous leur impulsion.

En 1973, la guerre d'octobre incite les pays arabes producteurs de pétrole à se servir de l'arme dont ils disposent pour faire pression sur les gouvernements occidentaux jugés trop favorables à Israël. Pour résister à la vigoureuse contre-pression des États-Unis, ils en viennent à contracter une sorte d'accord tacite avec les autres pays en voie de développement. Ils s'assurent ainsi l'appui du « Groupe des 77 », constitué

par les représentants du tiers-monde à l'ONU et dans les organisations qu'elle contrôle : en contrepartie, ils refusent aux pays industrialisés consommateurs d'énergie tout dialogue qui ne s'étendrait pas au problème du développement dans son entier et à la refonte d'un système économique mondial que les « 77 » estiment injuste et défavorable aux pays pauvres.

Les pays industrialisés occidentaux, qui réunissent au maximum 26 voix sur 144 à l'Assemblée des Nations unies, ne sont plus en mesure désormais de se soustraire à la pression morale, politique et juridique qu'exercent aux Nations unies les 108 pays en voie de développement qui représentent environ 3 milliards d'hommes et qui, à l'exception des pays pétroliers, s'efforcent d'organiser leur solidarité dans tous les domaines afin d'acquiescer les armes économiques qui leur manquent. Cette pression ne cessera de s'accroître dès lors que le fossé entre pays riches et pays pauvres continuera de s'élargir, comme le confirme la dixième édition de l'Atlas de la Banque mondiale sur le point de paraître. L'Atlas indique en effet que le P.N.B. moyen par tête et par an, dans les pays les plus pauvres, qui était passé de 103 à 130 dollars de 1960 à 1970, est retombé en 1975 à 116 dollars environ. En revanche, le P.N.B. moyen par tête dans les pays industrialisés, qui est aujourd'hui de l'ordre de 4 550 dollars, augmente actuellement chaque année de plus de 3 %, soit d'environ 150 dollars.

L'agressivité croissante des pays du tiers-monde à l'ONU en 1974 et 1975, qui s'est manifestée notamment par de violentes attaques contre l'« impérialisme » et le « néo-colonialisme » des États-Unis — attaques qui se sont beaucoup ralenties, il est vrai, avec l'ouverture

du dialogue Nord-Sud, — a provoqué une véritable exaspération chez les Américains. Ils s'interrogent sur l'intérêt de rester au sein de cette organisation.

A Washington, cependant, les dirigeants partagent en partie le point de vue déjà cité de M. Waldheim : tensions et conflits existent de toute façon, avec ou sans l'ONU. Il vaut mieux tenter d'en réduire la gravité en se servant d'une organisation à laquelle les pays en voie de développement accordent leur confiance et qui obéit à des règles de procédure que les États-Unis et leurs alliés ont eux-mêmes mises au point il y a trente ans.

Quant aux pays en voie de développement, s'ils portent un tel attachement à l'Organisation mondiale, c'est qu'elle est leur ultime protection contre les abus de puissance des Grands et leur dernier recours contre le refus des pays industrialisés d'accepter une réforme profonde des règles de l'économie mondiale et du commerce. C'est pourquoi, à Manille, où ils sont en ce moment réunis, les membres du « Groupe des 77 » ont décidé de concentrer leurs efforts sur la quatrième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui se tiendra à Nairobi en mai prochain plutôt que sur la conférence Nord-Sud de Paris à laquelle dix-neuf seulement des leurs sont représentés.

Cette conférence échouerait-elle que le « Groupe des 77 » reprendrait sans aucun doute à l'ONU, avec un acharnement redoublé, l'offensive qu'il avait lancée en 1974 et 1975. A moins qu'en attendant l'aggravation des conflits — tels que ceux de l'Angola et du Sahara occidental, — qui opposent plusieurs de ses membres ne mette en péril l'unité du tiers-monde.

JEAN SCHWOBEL

	Superficie en km <sup>2</sup>	Population en 1974 (en millions)	Produit national brut par tête et par an (en dollars)	Date d'adhésion à l'ONU
<b>AFRIQUE (47)</b>				
1. Afrique du Sud (Pretoria) ..	221 037	24,3	1 200	7-XI-45
2. Algérie (Alger) ..	2 381 741	15,2	650	8-X-42
3. Bénin (Cotonou) ..	112 622	3	120	28-IX-60
4. Botswana (Gaborone) ..	606 372	0,6	270	17-X-66
5. Burundi (Bujumbura) ..	27 534	3,7	80	18-IX-62
6. Cameroun (Yaoundé) ..	475 442	6,3	260	20-IX-60
7. Cap-Vert (Praia) ..	4 033 027 (1970)			14-IX-75
8. Comores (Moroni) ..	2 251 025 (1970)			12-XI-75
9. Rép. pop. du Congo (Brazzaville) ..	342 000	1,2	380	20-IX-60
10. Côte d'Ivoire (Abidjan) ..	322 453	6,1	420	20-IX-60
11. Républ. arabe d'Égypte (Le Caire) ..	1 001 449	36,4	290	24-X-45
12. Éthiopie (Addis-Abeba) ..	1 221 900	27,2	90	12-XI-45
13. Gabon (Libreville) ..	267 667	0,5	1 560	20-IX-60
14. Gambie (Banjul) ..	11 295	0,5	170	21-IX-65
15. Ghana (Accra) ..	238 537	9,6	350	8-XII-47
16. Guinée (Conakry) ..	245 947	5,4	120	12-XII-58
17. Guinée-Équatoriale (Malabo) ..	28 051	0,3	280	12-XI-68
18. Guinée-Bissau (Bissau) ..	36 125	0,5	80	17-IX-74
19. Haute-Volta (Ouagadougou) ..	274 200	5,8	80	20-IX-60
20. Kenya (Nairobi) ..	582 044	12,9	200	16-XII-63
21. Lesotho (Maseru) ..	30 355	1,2	120	17-X-65
22. Libéria (Monrovia) ..	111 369	1,6	320	2-XI-45
23. Madagascar (Tananarive) ..	587 041	9,4	170	20-IX-60
24. Malawi (Blantyre) ..	117 008	5	120	1-XII-64
25. Mali (Bamako) ..	1 201 025	5,3	70	20-IX-60
26. Maroc (Rabat) ..	445 050	16,3	420	12-XI-56
27. Maurice (Port-Louis) ..	1 865	0,9	480	24-IX-68
28. Mauritanie (Nouakchott) ..	1 170 000	1,3	220	27-X-61
29. Mozambique (Lourenço-Marques) ..	783 030	8,5	420	14-XI-75
30. Niger (Niamey) ..	1 189 000	4,5	180	20-IX-60
31. Nigeria (Lagos) ..	923 768	13,1	240	7-X-48
32. Ouganda (Kampala) ..	236 036	11,2	160	25-X-62
33. République arabe libyenne (Tripoli) ..	1 749 940	2,2	3 360	14-XII-55
34. Rép. Centrafricaine (Bangui) ..	622 894	1,7	200	20-IX-60
35. République unie de Tanzanie (Dar-es-Salaam) ..	940 694	14,3	140	14-XII-61
36. Rwanda (Kigali) ..	26 338	4,1	80	18-IX-62
37. Sao Tomé et Principe (Sao Tomé) ..	964	0,073 (1970)		16-XI-75
38. Sénégal (Dakar) ..	201 000	4,2	320	20-IX-60
39. Sierra-Leone (Freetown) ..	71 740	2,8	180	27-IX-61
40. Somalie (Mogadiscio) ..	637 657	3,1	80	20-IX-60
41. Rép. dém. du Soudan (Khartoum) ..	2 505 823	17,5	150	12-XI-55
42. Swaziland (Mbabane) ..	17 363	0,5	400	24-IX-68
43. Tchad (N'Djamena) ..	1 284 000	4	90	20-IX-60
44. Togo (Lomé) ..	56 000	2,2	210	20-IX-60
45. Tunisie (Tunis) ..	164 150	5,6	550	12-XI-55
46. Zaïre (Kinshasa) ..	2 345 499	24,1	150	20-IX-60
47. Zambie (Lusaka) ..	782 614	4,8	480	1-XII-64

### AMÉRIQUE DU NORD ET AMÉRIQUE CENTRALE (17)

	Superficie en km <sup>2</sup>	Population en 1974 (en millions)	Produit national brut par tête et par an (en dollars)	Date d'adhésion à l'ONU
48. Bahamas (Nassau) ..	11 405	0,2	2 460	18-IX-77
49. Barbade (Bridgetown) ..	430	0,2	1 110	8-XII-56
50. Canada (Ottawa) ..	9 976 177	22,5	6 000	8-XI-45
51. Costa-Rica (San-José) ..	52 000	1,9	790	2-XI-45
52. Cuba (La Havane) ..	114 524	9,1	640	24-X-45
53. El Salvador (San-Salvador) ..	21 393	2,9	390	24-X-45
54. États-Unis (Washington) ..	9 363 383	212	6 040	24-X-45
55. Grenade (Saint-George's) ..	354	0,1	390	17-IX-74
56. Guatemala (Guatemala-City) ..	106 880	5,3	570	21-XI-45
57. Haïti (Port-au-Prince) ..	27 750	4,5	140	24-X-45
58. Honduras (Tegucigalpa) ..	112 098	2,9	340	17-XII-45
59. Jamaïque (Kingston) ..	11 425	2	1 140	18-IX-62
60. Mexique (Mexico) ..	1 972 546	1 000	1 000	7-XI-45
61. Nicaragua (Managua) ..	138 000	2	850	24-X-45
62. Panama (Panama) ..	75 650	1,6	1 010	12-XI-45
63. Rép. Dominicaine (Saint-Domingue) ..	48 422	4,6	590	24-X-45
64. Trinité et Tobago (Port-of-Spain) ..	5 128	1,1	1 490	18-IX-62

	Superficie en km <sup>2</sup>	Population en 1974 (en millions)	Produit national brut par tête et par an (en dollars)	Date d'adhésion à l'ONU
<b>AMÉRIQUE DU SUD (12)</b>				
65. Argentine (Buenos-Aires) ..	2 775 656	24,6	1 900	24-X-45
66. Brésil (Brasilia) ..	8 511 965	103,9	900	24-X-45
67. Chili (Santiago) ..	741 767	10,4	820	24-X-45
68. Colombie (Bogota) ..	1 139 514	22,8	510	5-XI-45
69. Équateur (Quito) ..	281 525	6,8	480	21-XII-45
70. Émirats Arabes Unis (Abou-Dhabi) ..	214 038	0,5	470	20-IX-60
71. Paraguay (Asuncion) ..	406 752	2,5	480	24-X-45
72. Pérou (Lima) ..	1 285 216	14,9	710	31-X-45
73. Suriname (Paramaribo) ..	168 365	0,305 (1970)		4-XII-75
74. Uruguay (Montevideo) ..	380 360	3	1 060	18-XII-45
75. Venezuela (Caracas) ..	912 050	11,6	1 710	15-XI-45

	Superficie en km <sup>2</sup>	Population en 1974 (en millions)	Produit national brut par tête et par an (en dollars)	Date d'adhésion à l'ONU
<b>ASIE (33)</b>				
76. Afghanistan (Kaboul) ..	650 000	17	160	19-XI-46
77. Arabie Saoudite (Djeddah) ..	1 600 000	8	2 080	24-X-45
78. Bahreïn (Manama) ..	580	0,2	2 250	21-IX-71
79. Bangladesh (Dhaka) ..	143 750	76,2	300	17-IX-74
80. Bhoutan (Thimphu) ..	47 000	1,2	70	21-IX-71
81. Birmanie (Nagpore) ..	677 950	30,2	190	19-IV-45
82. Chine (Pékin) ..	9 570 000	82,3	300	24-X-45
83. Maldives (Male) ..	290	0,12	210	21-IX-65
84. Émirats arabes unis (Abou-Dhabi) ..	83 600	0,25	13 500	8-XII-71
85. Inde (New-Delhi) ..	2 276 141	595,60	120	30-X-45
86. Indonésie (Djakarta) ..	1 904 343	127		28-IX-50
87. Irak (Bagdad) ..	434 924	10,8	970	21-XII-45
88. Israël (Tel-Aviv) ..	1 640 000	3,3	1 660	11-V-49
89. Japon (Tokyo) ..	377 937	109,7	3 350	18-XI-56
90. Jordanie (Amman) ..	96 985	2,6	400	14-XII-55
91. Koweït (Koweït) ..	17 890	0,53	11 640	14-V-63
92. Laos (Vientiane) ..	238 000	3,1	1 080	24-XI-45
93. Liban (Beirut) ..	10 400	1,8	660	21-IX-57
94. Malaisie (Kuala-Lumpur) ..	336 432	11,6	660	21-IX-57
95. Maldives (Male) ..	290	0,12	210	21-IX-65
96. Mongolie (Oulan-Bator) ..	1 565 000	0,13	620	27-X-61
97. Népal (Katmandou) ..	140 800	12,3	110	14-XII-55
98. Oman (Mascat) ..	212 379	0,75	1 250	7-X-71
99. Pakistan (Islamabad) ..	803 943	68,21	130	30-IX-47
100. Philippines (Manille) ..	299 681	41,4	310	24-X-45
101. Qatar (Doha) ..	22 014	0,2	5 820	21-IX-71
102. Rép. arabe du Yémen (Sanaa) ..	525 000	6,4	120	30-IX-47
103. Rép. dém. du Yémen (Aden) ..	287 783	1,6	120	14-XII-67
104. République khmère (Phnom-Penh) ..	181 035	8,1	140	14-XII-55
105. Singapour (Singapour) ..	581	2,2	2 120	21-IX-45
106. Sri-Lanka (ex-Ceylan) (Colombo) ..	65 610	13,4	130	14-XII-55
107. Thaïlande (Bangkok) ..	513 000	7,2	490	24-X-45
108. Thaïlande (Bangkok) ..	513 000	7,2	490	24-X-45
109. Thaïlande (Bangkok) ..	513 000	7,2	490	24-X-45

### EUROPE (31)

	Superficie en km <sup>2</sup>	Population en 1974 (en millions)	Produit national brut par tête et par an (en dollars)	Date d'adhésion à l'ONU
110. Albanie (Tirana) ..	28 748	2,3	530	14-XII-55
111. Autriche (Vienne) ..	83 859	7,5	4 050	14-XII-55
112. Belgique (Bruxelles) ..	30 513	9,8	5 210	27-XII-45
113. Biélorussie (Minsk) (U.R.S.S.) ..	207 600	8,7	1 770	14-XII-55
114. Bulgarie (Sofia) ..	110 912	8,7	1 770	14-XII-55

	Superficie en km <sup>2</sup>	Population en 1974 (en millions)	Produit national brut par tête et par an (en dollars)	Date d'adhésion à l'ONU
<b>EUROPE (suite)</b>				
115. - Chypre (Nicosie) *	9 251	0,7	1 380	20-IX-60
116. - Danemark (Copenhague) ..	43 093	5	3 820	24-X-45
117. - Espagne (Madrid) ..	504 750	35,1	1 960	14-XII-55
118. - Finlande (Helsinki) ..	337 000	4,7	4 130	14-XII-55
119. - France (Paris) ..	551 000	52,5	5 190	24-X-45
120. - Grèce (Athènes) ..	131 944	8,9	1 970	25-X-45
121. - Hongrie (Budapest) ..	93 030	10,5	2 140	14-XII-55
122. - Irlande (Dublin) ..	70 282	3,1	2 370	14-XII-55
123. - Islande (Reykjavik) ..	103 100	0,2	520	15-XI-56
124. - Italie (Rome) ..	301 326	55,4	2 770	14-XII-55
125. - Luxembourg (Luxembourg) ..	2 586	0,39	5 690	24-X-45
126. - Malte (La Valette) ..	316	0,3	1-XII-64	
127. - Norvège (Oslo) ..	324 219	4	5 280	27-XI-45
128. - Pays-Bas (Amsterdam) ..	33 621	13,5	4 880	10-XII-45
129. - Pologne (Varsovie) ..	312 520	32,7	2 450	24-X-45
130. - Portugal (Lisbonne) ..	91 641	9	1 540	14-XII-55
131. - Rép. dém. allemande (Berlin) ..	108 304	17,2	3 430	18-IX-73
132. - Fed. d'Allemagne (Bonn) ..	247 972	62	5 890	18-IX-73
133. - Roumanie (Bucarest) ..	237 500	21,2	1 440	14-XII-55
134. - Royaume-Uni (Londres) ..	244 013	56,2	3 360	24-X-45
135. - Suède (Stockholm) ..	449 790	8,2	6 720	19-XI-56
136. - Tchécoslovaquie (Prague) ..	127 862	12,7	3 250	24-X-45
137. - Turquie (Ankara) ..	789 576	23,9	590	24-X-45
138. - Ukraine (Kiev) (U.R.S.S.) ..	601 000	23,2	2 390	24-X-45
139. - U.R.S.S. (Moscou) ..	22 002 200	232	2 390	24-X-45
140. - Yougoslavie (Belgrade) ..	205 804	21,1	1 250	24-X-45

### Océanie (4)

141. — Australie (Canberra) .....	7 704 163	13,3	4 760	1-XI-45 ●
142. — Fidji (Suva) *	18 272	0,6	720	13-X-70
143. — Nouv.-Zélande (Wellington)	2 358 673	3	4 108	24-X-45 ●
144. — Papouasie - Nouvelle-Guinée (Port-Moresby)	5 582 000	3		



M. NIXON S'ETAIT-IL ENVOYÉ A FOURNIR UNE AIDE A NIXON

... M. McNamara, représentant américain, qui s'est rendu récemment au Vietnam, a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord. M. McNamara a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord. M. McNamara a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord.

... M. McNamara, représentant américain, qui s'est rendu récemment au Vietnam, a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord. M. McNamara a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord. M. McNamara a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord.

... M. McNamara, représentant américain, qui s'est rendu récemment au Vietnam, a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord. M. McNamara a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord. M. McNamara a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord.

... M. McNamara, représentant américain, qui s'est rendu récemment au Vietnam, a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord. M. McNamara a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord. M. McNamara a déclaré que le président Nixon n'avait pas l'intention de fournir une aide militaire au Vietnam du Nord.

# L'Afghanistan, république voilée

## II. — Entre l'U.R.S.S. et l'Iran

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Deux courants de pensée se partagent l'opinion en Afghanistan. L'un tend au maintien strict de la tradition islamique, l'autre est favorable à un réformisme prudent (le Monde - du 3 février). Quelles sont les relations de Kaboul avec Moscou, dont l'Iran s'efforce de limiter l'influence en Afghanistan ?

Kaboul. — Dans les revues françaises de mode en vente dans la capitale, certaines publicités pour produits de toilette ont été jugées trop audacieuses par la censure. Des sileps et des soutiens-gorge ont été destinés au crayon-fusil sur des nudités qu'on ne saurait voir. Souvent, les journaux étrangers, qui contiennent un article consacré au pays, ne sont distribués qu'après que les pages indignes ont été découpées aux ciseaux.

Pendant longtemps, les étrangers n'ont pas pu pénétrer en Afghanistan sans une autorisation spéciale du roi. Le seul lieu où cette autorisation pour les catholiques est une petite chapelle qui bénéficie de l'extraterritorialité dans l'enceinte de l'ambassade d'Italie. Des protestants américains, qui avaient fait du prosélytisme, ont été rapidement expulsés et leur temple a été détruit. Les touristes, s'ils sortent des sentiers bai-

lus, doivent compter avec les réactions imprévisibles de la population. On signale chaque année des disparitions. Personne, dans ce peuple fier, n'éprouve le besoin, comme ailleurs en Asie, de proposer à tout instant ses services à l'étranger dans un anglais rudimentaire. Hors de Kaboul, il faut parler le dari (variété du persan) ou renoncer à se faire comprendre.

Cependant, Soviétiques, Américains, Français, Chinois, se sont fait représenter en Afghanistan par des ambassades imposantes. Le *Kabul Times* relate chaque jour en première page les visites aux membres du gouvernement des chefs de missions étrangères. Aujourd'hui les grands pays s'adressent à l'Afghanistan pour des raisons stratégiques ou commerciales, et les Afghans savent le parti qu'ils peuvent en tirer. Le *Kabul Times* publie des appels d'offre pour les marchés les plus divers : machines à écrire, ou même papier hygienique, à l'usage des administrations. Ces appels d'offre révéleront franchement le nom de la société étrangère qui a fait une proposition à tel ou tel prix, et avertissent les concurrents qu'ils ont dix jours pour faire baisser les enchères.

étaient plus de mille. Ils ne seraient plus que deux cents aujourd'hui. Des officiers afghans sont entraînés en Inde, avec du matériel soviétique, mais loin de la bonne parole marxiste. Comme Mme Gandhi, M. Daoud n'a jamais soutenu le projet soviétique de pacte de sécurité collective en Asie. Ce pacte aurait pour effet de « geler » les frontières, alors que Kaboul n'a pas perdu l'espoir d'étendre son pouvoir sur une province du Pakistan, peuplée de six millions de Pashtouns, ethnique qui est majoritaire en Afghanistan (huit millions sur environ quatorze millions d'habitants) et dont des membres sont placés à presque tous les postes de commandement.

La présence soviétique ne se limite pas au domaine militaire. L'école polytechnique a été construite par l'U.R.S.S., et ses professeurs viennent de Moscou. Au seul ministère des mines, il y a cent cinquante experts soviétiques. Ils s'entraînent beaucoup au sous-sol, qui contient du fer et des métaux rares. Toute la production de gaz naturel est exportée vers l'U.R.S.S. En échange de certains avantages économiques, le traité n'a pas été ratifié, puisqu'il n'existe plus de Parlement pour autoriser le chef de l'Etat à le faire, mais il est appliqué, nous a-t-il dit un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. De plus, la coopération n'a fait que se développer avec l'Iran, qui désire

seule à être présente sur les grands chantiers. Les Chinois, dont l'aide s'est élevée à 55 millions de dollars en 1975, se sont chargés du réseau d'irrigation de Charikar. Le Koweït aménage la vallée du Farah-Roud, et les Etats-Unis celle de l'Helmand.

Un chemin de fer offert par l'Iran. Peu avant sa chute, le roi avait signé avec l'Iran un traité relatif au partage des eaux de cette dernière rivière, qui coule surtout

contrebalancer l'influence soviétique. L'Iran a donné, en 1974, 10 millions de dollars pour payer

tations. Il a offert 700 millions de dollars pour des projets industriels et agricoles. Il s'est déclaré prêt à financer un chemin de fer long de 1 800 kilomètres dans un pays qui n'a pas du tout de réseau ferré. D'après les premières estimations, ce chemin de fer coûterait au moins 1 milliard de dollars.

Ce projet suscite beaucoup de commentaires enthousiastes à Kaboul. Il est présenté, peut-être naïvement, comme la grande entreprise qui permettra au pays d'accéder aux temps modernes. Des sujets de friction existent néanmoins avec l'Iran. Dans une interview accordée à un journal d'Ankara à la fin de novembre, le chah a proposé à la Turquie et au Pakistan de réduire leur dépendance à l'égard des pays occidentaux dans le domaine militaire en fabriquant des armes en commun. Pour atténuer le mécontentement que cette proposition a suscité à Kaboul et à New-Delhi, le chah a aussi suggéré que l'Organisation régionale de coopération et de développement fondée en 1964 entre l'Iran, le Pakistan et la Turquie soit ouverte à l'Afghanistan. La première de ces initiatives a néanmoins été assez mal prise.

Vers une association avec le Marché commun ? Aussi longtemps que les grands chantiers étaient financés par l'U.R.S.S., qui fournissait en même temps le matériel et les techniciens, l'Afghanistan ne constituait qu'un marché très limité pour les entreprises européennes. L'entrée en scène des Etats pétroliers, qui ont des fonds mais peu de compétences techniques, a profondément modifié la situation et les démocraties occidentales font une course accrue au nouveau régime.

La France n'est pas mal placée. Chaque année, une centaine de bacheliers, appartenant à l'élite du pays, sortent du lycée français de Kaboul. Trois contrats importants ont été signés avec des entreprises françaises. Outre celui sur l'étude de rentabilité du chemin de fer, ils portent sur l'étude préalable de l'aménagement de la vallée du Farah-Roud et sur des prospections pétrolières au sud.

Dans Kaboul, parcouru par les voitures soviétiques, l'intérêt pour tout ce qui vient des capitales occidentales est immense. Seule



l'étude de plusieurs projets d'irrigation. Il a promis la même somme pour la création d'une banque de promotion des exportations.

leMAROC par la mer avec votre voiture

Tous les 4 jours le soir à 22 heures au départ de Sète à destination de Tanger avec le car-ferry AGADIR

au départ de Sète

la démocratie n'est apparemment pas considérée comme un article d'importation. Après avoir joué l'Iran contre l'U.R.S.S., M. Daoud va-t-il essayer d'échapper à l'emprise de l'un et de l'autre en ouvrant davantage son pays à l'Europe ?

ERRATUM. — Dans le premier article de Jean de La Guérière sur l'Afghanistan, un « mastro » a rendu incompréhensible une phrase qu'il faut ainsi rétablir : « En fait, le président Daoud, qui incarne une tradition forte, moderniste, nationale et modérée — entre les tenants de l'islam traditionnel et les communistes, a pris ses distances à l'égard des hommes qui l'ont porté au pouvoir. »

la campagne lapone sous le soleil de printemps les joyeuses randonnées à ski ou en traîneau en compagnie des troupeaux de rennes

FINLANDE là où finit la terre là où commence l'infini

# Ce Week-End, partez en Week-End. A Londres. Pour 420F

Prenez à la semaine anglaise ce qu'elle a de meilleur : le week-end. Et pour le prix d'un cashmere à Paris, allez en acheter deux à Londres.

**En Jet.** Pour 420 F, vous prenez l'avion vendredi soir. Vous vous installez dans un hôtel confortable. Et vous avez deux jours pour profiter de Londres, en toute liberté.

Vous pourrez même demander à l'hôtesse qui vous accompagnera discrètement tout au long du voyage deux ou trois choses que vous avez oubliées : l'adresse de Harrods, ou le mot anglais que vous avez sur le bout de la langue.

**Cachez votre caméra.** Faites un tour aux puces : à Portobello Road, vous trouverez ce que vous offrirent les brocanteurs parisiens dans six mois... Vous aurez aussi l'occasion de faire de bonnes affaires en achetant au cours actuel de la livre, un exemple : 170 F pour un pull en cashmere.

**Faites le touriste.** Et puis le plaisir de faire ou refaire connaissance, en touriste, avec une très belle capitale, avec ses jardins, avec ses musées : la plupart sont ouverts le Samedi et le Dimanche, et beaucoup sont gratuits.

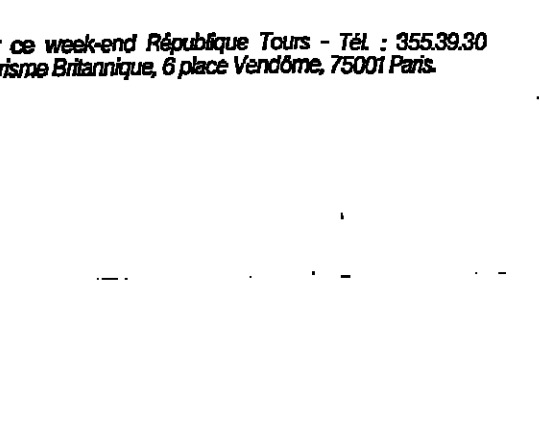
Votre agence de voyage vous renseignera sur ce week-end République Tours - Tél. : 355.39.30 et sur tous les autres. Ou contactez l'Office de Tourisme Britannique, 6 place Vendôme, 75001 Paris.

**Dépaysez-vous.** Deux jours à Londres, deux jours de dépaysement. A Soho, les cuisiniers indiens vous convaincront que la vie coloniale avait du bon : une cuisine raffinée, épicée, excitante.

Pour que la fête soit complète, terminez-le au pub du coin : la bière est bonne, le whisky aussi.

Profitez de votre deuxième journée à Londres pour découvrir les tenues excentriques et les maillages extravagants qui se donnent et vous donnent rendez-vous à Chelsea.

**Scoons.** A l'heure du thé, reprenez quelques scoons, vous avez tout votre temps pour rentrer à Paris : le dimanche soir dans le ciel, il n'y a pas d'embouteillages.



**François GHIEL**  
**DEUX ANS DE CRISE PETROLIERE**

LA CRISE PETROLIERE N'EXISTE PAS

Editions techniques et économiques  
3, rue Soufflot - 75005 Paris

**équinoxe en Laponie**

la campagne lapone sous le soleil de printemps les joyeuses randonnées à ski ou en traîneau en compagnie des troupeaux de rennes

**FINLANDE**  
là où finit la terre  
là où commence l'infini

Renseignements : OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE  
13 rue Aubert 75009 Paris Tél. 288.40.13

Nom ..... Adresse ..... désire le dépliant LA FINLANDE SOUS LA NEIGE

**leMAROC**  
par la mer avec votre voiture

Tous les 4 jours le soir à 22 heures au départ de Sète à destination de Tanger avec le car-ferry AGADIR

Vous trouverez à bord un personnel accueillant, parlant français une cuisine de très bonne qualité et toutes facilités de transport bagages, voitures, caravanes, avec des prix de passage à partir de 240 F par pers.

Toute l'année des voyages séjours et des voyages circuits de 3 et 13 jours, avec votre voiture ou en autocar, sont organisés à votre intention au départ de Sète

SETE est facile d'accès par l'autoroute.

Demandez horaires et programmes à votre agence de voyages ou **COMANAV ferry** Compagnie Marocaine de Navigation 43, avenue des F.A.R. CASABLANCA Tél. : 27.56.16 - Téléc. : 2.295 AGENTS GÉNÉRAUX POUR LA FRANCE

**Transat**  
BORDEAUX - NANTES - LE HAVRE - LILLE - LYON  
MARSEILLE - NANTES - NICE - SETE  
Bordeaux à NICE  
C.B.T.M. 3 avenue Gustave V  
Tél. (93) 88.60.63

**leMAROC**  
au départ de Sète

Circulez au volant de votre voiture, en toute liberté, en toute sécurité, en toute confiance.

Transport maritime A.R. en classe confort, service A.B. (cuisine de votre choix).

Circulez des villes méditerranéennes, 9 jours

- en voiture à partir de 1350 F par pers.
- en autocar à partir de 1450 F par pers.

Circulez Nord-Sud 13 jours

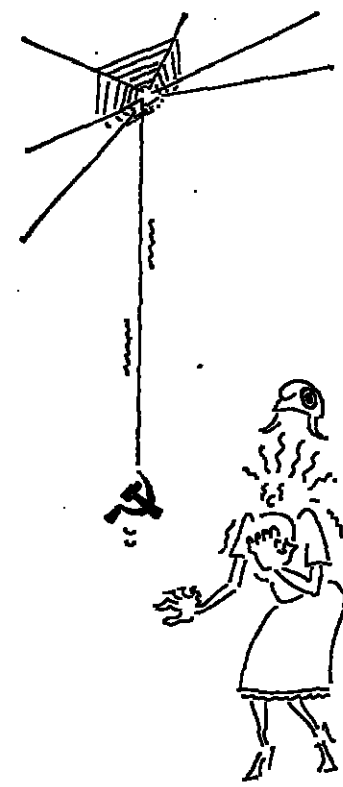
- en voiture à partir de 1625 F par pers.
- en autocar à partir de 1950 F par pers.

M. Adresse : désire recevoir Brochure gratuite Ferry tour FERRYTOUR (R.5374) 61 Bd des Dames 13002 Marseille

toute l'année avec **ferrytour**



# POLITIQUE



(Dessin de KONK.)

## AVANT L'OUVERTURE DU XXII<sup>e</sup> CONGRÈS

### Les travaux préparatoires ont illustré les progrès de la « démocratie interne »

(Suite de la première page.)

Avant constaté qu'elle avait une marge de manœuvre, la direction a poursuivi dans cette voie. Le maire communiste de Montreuil a demandé à être reçu par Pliouchitch, qui réside sur le territoire de sa commune. Le P.C.F. comptait même faire accueillir à Vienne le mathématicien soviétique, mais n'a pu, pour des raisons matérielles, réaliser son projet.

La distance prise par rapport au P.C. soviétique est également illustrée par le fait que les délégués soviétiques au XXII<sup>e</sup> congrès seront invités à prendre la parole non pas dans le cadre des assises du P.C.F., mais dans diverses villes.

La relative atonie de la discussion au sein des cellules à la fin de 1975 s'expliquait par la proximité des fêtes de fin d'année. Les débats n'ont pris toute leur ampleur que lorsque les dirigeants les ont délibérément relancés en proposant de supprimer dans le préambule des statuts du parti toute référence à la dictature du prolétariat. Pour le coup, la stratégie du parti allait être étudiée, dans tous ses aspects, ses implications, conformément à ce que souhaitait M. Georges Marchais.

Les militants ont d'abord été surpris : cette question, qui ne figurait ni dans le projet de résolution ni dans le rapport présenté en novembre par M. Jean Kanapa, a surgi brusquement ; le débat a pris rapidement de l'ampleur.

Si une très forte majorité s'est déclarée d'accord avec M. Georges Marchais pour modifier la rédaction du préambule des statuts du parti, une certaine équivoque persiste. Pour plus de clarté, les militants communistes qui approuvent la position du secrétaire général, l'abandon de la dictature du prolétariat n'est qu'une concession de forme qui ne remet pas en cause le fond de la position communiste. M. Marchais, au contraire, insiste sur le fait qu'il

ne s'agit pas d'une modification formelle.

Il est vrai que, pour apaiser les craintes de ceux qui craignent qu'un processus « révisionniste » ne s'engage, les responsables du parti insistent sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière, dont le P.C.F. est « le parti », ce qui justifie, aux yeux des communistes, leur préférence à contrôler la coalition de la gauche. Cette conception, régulièrement dénoncée par les socialistes, pourrait être illusoire si la promotion au bureau politique de militants d'origine ouvrière, comme, par exemple, les secrétaires fédéraux de la Seine-Saint-Denis et de la Somme.

#### Derrière le débat sur la morale

Sans attendre l'initiative du bureau politique, les cellules avaient commencé d'étudier consciencieusement le texte du projet de résolution. Un certain nombre d'amendements étaient déposés tendant soit à supprimer, soit à expliciter la dénonciation de « l'immoralité » et des « perversions ». En soi ce phénomène n'aurait pas eu l'ampleur qu'il a prise par la suite si le secrétaire général du parti n'avait, le

14 janvier à l'occasion d'un déjeuner de presse, affirmé que la rédaction de ce passage ne devait pas être modifiée.

M. Roland Leroy, par sensibilité personnelle mais aussi parce qu'il fut longtemps en charge des intellectuels du parti, aurait certainement perçu le problème qui allait surgir. Hospitalité (1), il n'a pas participé à la décision et nul, au sein du bureau politique, n'avait dès lors l'autorité suffisante pour convaincre M. Georges Marchais de ne pas s'enfermer dans cette position et le persuader d'accepter une nouvelle rédaction. Non seulement le secrétaire général a maintenu les termes de sa déclaration mais il a, en plus, est, il a laissé se mobiliser en faveur de sa thèse l'un de ses « inconditionnels », M. Guy Ponsus, secrétaire fédéral du Val-de-Marne. Le texte de la « tribune » qu'il a publiée le 16 janvier dans l'Humanité était à ce point excessif qu'il a provoqué l'effet inverse et a relancé le débat dans le parti.

Mme Marie-Rose Pheon, candidate à l'entrée au sein du comité central, se mobilisait à son tour pour signer une « tribune » dans l'Humanité, mais en dépit de la complexité de sa dialectique il était trop tard pour stopper le processus. Ce qui devait arriver arriva, et de nombreuses conférences de section ont notamment dans la région parisienne — et quelques fédérations amendèrent le projet de résolution sur les questions de morale.

En agissant ainsi, les militants n'avaient certainement pas l'impression de dénoncer le secrétaire général, mais M. Marchais ayant personnellement souhaité que les débats soient le plus souvent publics, ces modifications retin-

rité. Son attitude, contrastant par trop avec l'évolution du parti ces dernières années et avec les efforts sincères et louables déployés jusqu'à par M. Georges Marchais pour développer les discussions internes, n'a pas toujours été admise. Dans le Val-de-Marne, l'appel à l'esprit de discipline lancé par M. Guy Hermier n'a pas été entièrement entendu. Même dans le Val-de-Marne — la fédération du secrétaire général — tous les délégués n'ont pas voulu se laisser convaincre. Les vives attaques de M. Marchais contre le philosophe Étienne Balibar, qui, dans l'Humanité, a défendu le maintien de la dictature du prolétariat, ont choqué une partie des délégués et créé un climat de méfiance. Un militant d'Arnouville a même eu l'audace d'interpeller le secrétaire général sur sa conception du « centralisme démocratique ». La règle, en effet, est que les décisions du parti soient respectées dans l'expression publique, mais il ne doit en principe y avoir aucune entrave au débat interne.

La préparation du vingt-deuxième congrès, qui devait illustrer la vie démocratique du parti, a surtout prouvé que pour compléter son évolution le P.C.F. va devoir également adapter, dans une prochaine étape, sa vie interne. Ses militants ne sont plus cette armée au combat que l'on évoquait naguère, plus des trois quarts d'entre eux ayant adhéré au P.C.F. depuis 1968.

Leur expérience historique personnelle n'a rien de commun avec celle des militants confrontés au machisme de la période de « guerre froide ».

Cette jeunesse des militants communistes est une preuve de vitalité. Elle montre que le parti recrute. En 1975, il a battu ses records en accueillant dans ses rangs 93 873 personnes. Un chiffre qui ne peut être comparé qu'à

ceux de la libération. Et encore faut-il tenir compte de ce que les dirigeants communistes reconnaissent à présent, en privé, qu'à l'époque leurs statistiques étaient gonflées et que le parti n'a jamais compté, contrairement à ce qu'ils annonçaient, un million d'adhérents.

Cette vague d'adhésions révèle également que le parti continue de souffrir de son plus grave défaut : il ne sait pas retenir ses adhérents. Environ 10 % des siens le quittent chaque année, soit quelque cinquante mille personnes l'an passé. Ce phénomène est surtout net dans les fédérations importantes et dans les sections territoriales. C'est l'une des raisons qui expliquent l'effort que les communistes développent pour renforcer leur implantation dans les entreprises. Il s'agit bien sûr, pour eux, d'affirmer ainsi qu'ils sont « le parti de la classe ouvrière », de résister à la concurrence du parti socialiste, mais aussi de donner une base plus stable au parti.

La nécessité de cette implantation dans les entreprises a été soulignée à tous les niveaux lors de la discussion préparatoire du congrès. Et, à cette occasion, on a pu constater que si le rapport de M. Kanapa et le projet de résolution ne parlent pratiquement pas du P.S., les militants communistes ont en permanence présent à l'esprit le parti de M. Mitterrand. Ils sentent peser sur eux la pression de ce parti, dont ils avaient perdu l'habitude de subir la concurrence, et condamnent en conséquence avec la plus grande vigueur la « réforme ».

THIERRY PFISTER.

## DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

### Messe pour un temps présent

La presse communiste ayant déjà affirmé, depuis plusieurs jours, que le vingt-deuxième congrès du P.C.F. serait un « événement national », rien d'étonnant à ce que la plupart des hebdomadaires lui accordent cette semaine une place de choix dans leurs colonnes.

« Un congrès communiste », écrit Alain Duhamel dans Le NOUVEAU ECONOMISTE, c'est la grand-messe chantée, un « Te Deum » dont le cérémonial et la liturgie ne laissent rien au hasard, mais le congrès de Saint-Cuen ne constitue une formidable opération de promotion pour la nouvelle ligne du P.C., la ligne Marchais. Comme les communistes sont passés maîtres en publicité politique, précisons-t-il, ce sera l'occasion de « vendre » la stratégie « new look » du P.C.F. : le réformisme révolutionnaire, c'est-à-dire la voie démocratique vers le socialisme.

LUTTE OUVRIÈRE (trotzkiste) retrace « les étapes de cette évolution qui conduit le P.C.F. à venir de plus en plus ouvertement ses origines et son originalité, pour tenter de devenir un parti aussi admis dans le jeu politique de la démocratie bourgeoise que l'est le parti socialiste ». Pour cet hebdomadaire, l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat n'est pas « un coup de tonnerre dans un ciel serein », mais « la consécration d'un état de fait acquis : le P.C.F. n'est plus communiste, n'est plus révolutionnaire depuis longtemps. (...) »

« Si l'on donne lieu depuis plusieurs semaines à un débat plus ample et plus animé que précédemment, le vingt-deuxième congrès du P.C.F. sera sans surprise », affirme Antoine Violet dans L'UNITÉ. « Du texte préparatoire, relève l'hebdomadaire du P.S., un seul chapitre, celui touchant à la pornographie, aura été sérieusement contesté ». Mais, « en fin de compte, le texte a été adopté à la quasi-unanimité des militants, y compris la disparition de la notion de « dictature du prolétariat ».

Jean Meygal relève au contraire dans POLITIQUE, l'opportuniste » de cette notion, au terme d'un débat « à la sauvette », a rencontré, au sein même du parti, « une après opposition ». « Cette résistance ne prendra pas fin avec le prochain congrès, affirme-t-il, tout en soulignant « la vanité totale des premières argumentations des tenants de l'abandon ».

Pour ROUGE, hebdomadaire de

la ligue communiste révolutionnaire (trotzkiste), la direction du P.C.F. engage, « sans le vouloir », un débat de fond parmi ses militants.

« A trop se démarquer du P.S., tout en maintenant une stratégie réformiste identique, certains militants, estime Séraphin Lampron, préféreront rejoindre un parti qui donne le maximum de chances d'arriver au pouvoir : à trop abandonner une référence, même théorique, aux principes révolutionnaires, certains militants seront amenés à perdre leurs dernières illusions dans le parti et à se tourner vers l'extrême gauche. »

VALEURS ACTUELLES rappelle que « jamais un dirigeant du P.C.F. n'a pu se maintenir longtemps en place lorsqu'il a été accusé de déviationisme par l'Internationale communiste. » Une accusation, relève Claude Jacquemart, que la PRAYDA « a précisément lancée » contre M. Georges Marchais.

Les Soviétiques, remarque toutefois Pierre Pujol dans ASPECTS DE LA FRANCE, hebdomadaire de l'Action française, n'ont, en tout cas, jamais eu de l'attitude du parti communiste « français » vis-à-vis de leur politique extérieure, car celui-ci continuait à la soutenir inconditionnellement. (...) Pour le reste, qu'importe que le P.C.F. fasse quelques concessions verbales — et sans doute temporaires — à l'idéologie « bourgeoise » ?

Dans PARIS-MATIN, Philippe Alexandre analyse « les grandes manœuvres communistes » et estime que « le véritable changement s'est imposé aux communistes après l'élection présidentielle : aujourd'hui, le P.C.F. n'est plus en mesure de conduire à sa guise l'union de la gauche ». D'où « une révision déclinatoire, pénible, qui n'est pas encore achevée ».

DANS DEMOCRATIE MODERNE, organe du Centre chrétien, Annie Lombard écrit : « Ceux qui croient au miracle seront déçus, le P.C., au lendemain du congrès, restera fidèle à lui-même. »

Réponse plus nuancée de LA VIE CATHOLIQUE, s'appuyant sur un sondage de l'I.F.O.P. qui fait apparaître le P.C. de moins en moins dépendant de Moscou et de plus en plus autonome.

DANS TROISIÈME CHRETIEN, Pierre-Luc Segouillon analyse ce « congrès des mains tendues » et estime « incontestable » l'évolution du P.C.F., mais se demande « s'il ne tend pas la

main aux chrétiens pour édifier une société plus humaine, à condition qu'ils mettent entre parenthèses leurs préférences pour une société socialiste, en ghetto doré, une Eglise par essence réactionnaire ».

Rassurer — Surtout rassurer — tel est, pour L'EXPRESSION, l'objectif que les communistes tentent d'atteindre au cours de ce congrès. « L'EXPRESSION », en proposant, « face à l'union de la gauche, l'écuménisme « union du peuple de France ». Son objectif, précise Guy Chasse, est, dénonçant de persistance russe, de pousser son partenaire socialiste. Donc, plus attaché aux valeurs traditionnelles, y compris morales. Plus attaché sur tout ce qui touche à l'indépendance nationale. (...) La difficulté est que cette politique de la main tendue s'adresse à des catégories de la population, des intellectuels, des étudiants, en raison de l'image du collectivisme totalitaire qui colle au P.C.F. M. Marchais a donc entrepris de s'en débarrasser ».

Reste que « l'image d'un parti change moins vite que la parole de ses dirigeants ». C'est la leçon que tire d'un sondage de la Sofres — Jacques Osoff et souligne « l'immense prudence avec laquelle les Français accueillent la proposition de persistance russe » et qu'il y a une « crispation » inchangée des Français à l'égard du P.C.F. De ce sondage, il tire deux propositions : « Le P.C.F. fait toujours aussi peur, et l'union de la gauche pas du tout. Si elles peuvent être brisées l'une et l'autre, conclut-il, c'est en raison de la capacité désormais reconnue au P.S. de jouer dans l'union de la gauche un autre rôle que par le passé. Là se trouve le facteur de renouvellement de la politique française. »

Il n'en demeure pas moins que, par FRANCE NOUVELLE, l'hebdomadaire du P.C.F., le programme commun ne pourra être réellement appliqué et le socialisme adopté et soutenu par la majorité que si l'influence dominante du parti dans le mouvement populaire dans son ensemble est renforcée. « Le parti », affirme François Hincin, maître tout en œuvre pour exercer effectivement son influence dirigeante. »

Et « le P.C.F. », observe François Turquan dans TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du P.S.U., tout en continuant à se présenter comme un parti révolutionnaire et « le » parti ouvrier, dispose maintenant d'une plus grande latitude d'action pour tenter de contrebalancer l'incertitude de l'influence du P.S. A son avis, « on peut prévoir que la concurrence entre les deux principaux partis de la coalition du programme commun ne na certainement pas s'atténuer dans les mois qui viennent ; elle se développera sur un mode nouveau, avec moins d'invectives, sur un ton plus calme ».

(Publié)

## Maths, phys, à la carte...

Horaires de votre choix, cours individuels ou petits groupes. Rattrapage et mise à niveau 6<sup>e</sup> à terminale, sur 10<sup>e</sup> ans de PAC.

Direction : D. GUERMONPREZ.

S.O.S.-MATH - 67, bd Saint-Michel.

Tél. : 336-83-54 - 336-30-75.

## UN DEMI-MILLION DE COMMUNISTES

Le parti communiste compte 500 000 adhérents répartis en 23 178 cellules. Parmi ces cellules, 8 072 sont constituées dans des entreprises et 4 557 sont des cellules rurales.

Il est dirigé par un comité exécutif composé de sept membres : Jacques Duclos, Benoit Frachon, Léon Feix et Jean Rieu, rassemblés 141 membres. Ce comité central et les autres exécutifs régionaux ont à leur disposition 466 élus en décembre 1972, lors du vingtième congrès. Ils seront renouvelés à Saint-Maur.

Le secrétaire général, M. Georges Marchais, est assisté d'un secrétaire adjoint, M. Jean-Louis (MM. Etienne Fajon, Paul Laurent, Roland Leroy, René Piquet, Gaston Pilonnier et André Viengues). La direction du parti est au sein du bureau politique (MM. Etienne Fajon, Paul Laurent, Roland Leroy, René Piquet, Gaston Pilonnier et André Viengues). La direction du parti est représentée par 73 députés (plus 1 apparenté) et par 19 sénateurs (plus 1 apparenté). En 1972, lors des élections législatives, il avait obtenu, à l'issue du premier tour de scrutin, 515 619 voix, soit 21,25 % des suffrages exprimés. Il en avait rassemblé 59,92 % au 1<sup>er</sup> tour et 22,91 % en mai 1967.

Le parti communiste, comme il est normal, l'attention des observateurs. Le secrétaire général du parti et ses amis se méfient des lors à craindre que la « presse bourgeoise » n'exploite cet épisode pour expliquer que M. Georges Marchais est minoritaire au sein du P.C.F. Cette psychologie n'est pas nouvelle, elle est toujours d'actualité. Le 22 janvier, à la veille des conférences fédérales de la région parisienne, à renouer avec les conceptions les plus traditionnelles du « centralisme démocratique ». Le huis clos fut rétabli, les membres du bureau politique qui présidaient les travaux des communistes de la région parisienne firent appel à l'esprit de discipline, à la nécessité de protéger le parti contre une hypothétique coalition extérieure pour obtenir que le projet de résolution soit voté avec un minimum d'amendements.

Le débat annexé sur la morale, qui aurait pu être un signe de la bonne santé du parti, se transformait dès lors pour la direction en un problème d'auto-

## M. PAUL LAURENT : il y aura des changements à la direction du parti.

M. Paul Laurent, secrétaire du comité central du P.C.F., lundi 2 février, à Radio-Montecarlo :

« Personne ne pense que le parti cessera d'être lui-même, mais c'est un parti qui change, comme la société change, et qui évolue avec elle. Pour ce parti, il y aura des changements dans la direction du P.C.F. au XXII<sup>e</sup> congrès, parce que certains de nos dirigeants, comme Jacques Duclos, Benoit Frachon, Léon Feix et Jean Rieu, ont disparu. (...) Il y a le mouvement naturel des cadres et des nouvelles personnalités qui s'affirment. »

A propos de la « défense des libertés » et des rapports entre le P.C.F. et l'Union soviétique, M. Paul Laurent a précisé :

« Nous pensons profondément que progrès de la démocratie, extension des libertés et respect des libertés sont des notions absolument inaliénables de la marche en avant des idées du socialisme. A partir du moment où, dans un pays comme l'Union soviétique, existent des restrictions aux libertés individuelles, la liberté d'expression, il y a là un désaccord que nous exprimons franchement parce qu'il contredit notre pensée profonde sur ce problème. Et, à chaque fois que ce sera nécessaire, nous assumerons les conséquences que ce problème implique. »

La délégation du parti communiste de l'Union soviétique qui assistera aux travaux du vingt-deuxième congrès du P.C.F. est conduite par M. André Kirilenko, membre du bureau politique central du P.C.U.S., qui a souligné lundi 2 février, à son arrivée à Paris, « les liens de solidarité et d'amitié qui unissent depuis plus d'un demi-siècle les communistes français et soviétiques ».

M. Dominique Taddéi, membre du secrétariat national du P.S., a publié lundi 2 février une déclaration dans laquelle il estime à propos du débat engagé au sein du P.C.F. l'immoralité : « Il n'appartient pas aux hommes politiques soucieux de liberté d'expression et de création artistique de jouer les préceptes des mœurs. Les socialistes, en ce qui les concerne, s'y refusent, qui considèrent que c'est à chaque citoyen, en conscience, d'arrêter où commencer l'immoralité, en sachant tenir compte de la sensibilité des autres citoyens. »

La fédération de Seine-Saint-Denis du P.C. a protesté, lundi 2 février, contre le nouveau déséquilibre causé par ce départ. Elle a demandé que le Journal officiel (Le Monde des 30 et 31 janvier). Elle affirme notamment : « Le président de la République et son gouvernement veulent diminuer la représentation des grands centres ouvriers, tantant ainsi de favoriser leurs intérêts politiques. Ils essaient d'obtenir par le truquage ce que le suffrage universel leur refuse. »

## LES « CAHIERS DU COMMUNISME » REPROCHENT AU P.S. SA MANSUËTUDE A L'EGARD DU GAUCHISME

Dans le numéro de janvier des Cahiers du communisme, M. Michel Dion consacre une étude au gauchisme. Ce courant lui semble être caractérisé par l'anticommunisme. Il ajoute que dans la diversité du gauchisme « émerge le seul trotskisme ».

Evoquant les relations des formations de gauche avec ces groupes, il note : « Le P.S. a souvent fait preuve d'une étrange mansuétude à l'égard du gauchisme. Ses dirigeants ont paru accepter que le candidat commun à l'élection présidentielle perde des milliers de voix en 1974, en ne répondant pas à la campagne injurieuse de Languière. Serait-ce parce que, lors des élections législatives, les candidats gauchistes menent principalement campagne contre les candidats du parti communiste pour leur enlever une frange de voix ? »

## PROTESTATION DU GROUPE COMMUNISTE CONTRE DES OPERATIONS DE POLICE A DJIBOUTI

M. Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a écrit le 2 février à M. Chirac pour protester contre « des incidents très graves et sanglants qui viennent de se produire au village de Bardera, près de Djibouti ». Le député assure : « Le 1<sup>er</sup> février, alors que la Ligue populaire africaine pour l'indépendance s'apprêtait à ouvrir un local dans ce village, elle en a été empêchée par les forces armées. Le 2 février, le village a été entièrement incendié par la police, et immédiatement après la mort de la population a été embarquée dans des camions militaires. Il est prévu que l'autre moitié soit emmenée par chemin de fer vers l'Éthiopie. A la suite de cette déportation des habitants, la menace pèse que le village soit entièrement rasé par les bulldozers. Une telle méthode, indigne d'un pays aux traditions démocratiques, est inadmissible. Non content de multiplier les provocations, les arrestations, les enlèvements, on agit maintenant comme si, pour imposer Ali Arif à la tête du territoire, on entendait voler celui-ci de sa population. »

Ballanger conclut : « En vous adressant la plus vive protestation du groupe communiste, je vous demande, monsieur le premier ministre, qu'il soit mis fin à suite de la tels actes de terreur et que les habitants de Bardera soient ramenés dans leur village. Il est grand temps que les libertés démocratiques puissent s'exercer librement à Djibouti et que des négociations soient engagées avec la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, qui représente l'immense majorité de la population. »

## LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie de que vous enlèvez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision nette et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC







# RELIGION

## LE DÉBAT SUR LE CHRISTIANISME ET LE MARXISME

### Soixante personnalités chrétiennes : des simplifications sommaires et des définitions caricaturales

Soixante personnalités chrétiennes ont signé le texte suivant :

« Chrétiens, militant quotidiennement dans des organisations politiques, syndicales, familiales et confessionnelles, nous nous sommes choisis, appartenant souvent en même temps à des mouvements chrétiens qui comptent de nombreux militants socialistes ou communistes, nous voulons affirmer publiquement notre désaccord avec la déclaration de Mgr Matagrin sur le marxisme. »

Certains d'entre nous ne disent pas clairement marxistes, au nom d'une interprétation du marxisme qu'ils jugent cohérente avec leur foi. D'autres sont en recherche. D'autres disent accepter certains aspects du marxisme. D'autres, enfin, ne se disent pas marxistes mais, comme les premiers, collaborent avec des marxistes dans la lutte politique.

« Ayant des approches politiques et religieuses souvent différentes des stratégies marxistes, nous n'en sommes pas moins unanimes pour affirmer ce qui suit :

1) Quelles que soient les intentions de son auteur, ce texte s'inscrit dans une conjonction politique : il est une répression idéologique au nom de l'antimarxisme en de nombreux pays, d'urgence de l'épiscopat italien face à la montée du P.C.I., débats du P.C.F. avant son congrès, contre-presse sur les libertés, campagne idéologique de la bourgeoisie et du pouvoir contre le communisme, le socialisme et l'union de la gauche. L'épiscopat grec choisit ainsi son camp : ce n'est pas le nôtre.

2) La confusion est entretenue constamment dans le texte entre le marxisme comme philosophie, la méthode marxiste d'analyse de la société, la pratique révolutionnaire, le communisme et le totalitarisme. Cela nous apparaît révéler d'une singulière légèreté.

3) Le texte, au prix de simplifications sommaires et de définitions caricaturales, tranche définitivement en quelques phrases de débats difficiles qui font l'objet de nos recherches et sur lesquels l'épiscopat lui-même engage une réflexion avec les laïcs. Les interprétations diverses du marxisme, parfois fort éloignées les unes des autres, sont curieusement ignorées.

4) Nous sommes convaincus que le marxisme nous aide à comprendre la société dans laquelle nous nous trouvons et à y lutter.

5) Nous sommes nombreux à tenir que nous ne pouvons pas être inconciliable avec l'interprétation que nous avons du marxisme. Nous sommes tous persuadés que cette foi n'est pas incompatible avec le combat qui nous mène avec des marxistes ou communistes.

« Prendre parti pour les pauvres, c'est nécessairement effectuer un choix de classe en participant au combat des exploités,

en construisant le socialisme. Notre adhésion à l'Evangile et notre confession de foi sont liées indissolublement à ce combat. »

SIGNATAIRES :

1) A titre personnel : des prêtres, des théologiens et des laïcs appartenant aux organisations suivantes : P.S., P.C., F.S.U., C.F.D.T., O.G.T., P.S.U., Confédération syndicale des familles, groupes d'Action internationale, Action catholique générale des femmes, Action catholique ouvrière, Franciscains et socialistes, critiques, Chrétiens marxistes, revue « Lumière et Vie », la Cimade, Vanguard 44, mouvement Jeunes Femmes.

2) A titre de leur organisation : J.-M. Stock (Action catholique universitaire), B. Babart et F. Peronon (Jeunes étudiants chrétiens), J.-P. Nicolas (Mouvement rural de la jeunesse catholique), B. Chambon et M. Nissault (Jeunes chrétiens), G. Montaron et G. Gaul (Fédération des groupes C.G.), B. Schreiner (Nouveaux Chrétiens), P. Gaurier (Vie nouvelle), J. Dambians (Dialogues apostoliques).

### Douze aumôniers scolaires : prendre le parti des pauvres

De notre correspondant

Saint-Etienne. — La récente mise en garde de Mgr Matagrin sur le marxisme a suscité une vive critique de la part des aumôniers des principaux établissements du second cycle de l'agglomération stéphanoise et des facultés de lettres et de sciences. Ils sont douze, parmi lesquels le responsable des aumôniers au niveau diocésain, à avoir signé une lettre qu'ils ont adressée à Mgr Matagrin, évêque d'Evreux, président de la conférence épiscopale, et Pierre Rousset, évêque de Saint-Etienne, dans laquelle ils écrivent notamment :

« Prendre le parti des pauvres, cela suppose pour nous des actes de type politique ou de type prophétique (Gandhi, Luther King, Camara) ; sans cela nous appaîtrions comme des hommes extérieurs à la marche de l'humanité, remplis de bons sentiments, mais totalement inexistants. »

La lutte de classes n'est pas un principe, elle est en fait. Vouloir la nier et se voiler la face ne change malheureusement pas la réalité. (...) Si l'on peut alors parler de violence dans la lutte que nous menons avec ceux que nous estimons opprimés, ce n'est pas pour le plaisir d'alimenter « la spirale de la violence », mais pour mettre un terme à la violence des exploités, qui par leur pouvoir, leur avoir et leur savoir maintiennent de fait un état d'oppression. »

Après avoir rappelé que le

marxisme est avant tout une méthode globale d'analyse, les aumôniers ajoutent : « Reste alors pour nous l'interrogation essentielle : la pratique marxiste présume-t-elle obligatoirement une philosophie athée ? La question, semble-t-il, est loin d'être résolue aujourd'hui. Des couches de plus en plus larges au cœur de la population française, bien au-delà du parti communiste lui-même, se reconstruisent dans cette philosophie marxiste, et parmi elles bon nombre de chrétiens. Ces derniers sont-ils invités à quitter la C.G.T. et la C.F.D.T., qui ont fait un choix de classe, pour aller quitter les formations politiques signataires du programme commun sous prétexte qu'ils sont liés à un parti qui se veut totalement marxiste ? (...) Nous ne sommes pas stalinistes, et nous récusons la pratique marxiste telle qu'elle se fit en U.R.S.S. et ailleurs, mais nous croyons possible d'en inventer une autre qui respecte ce que, ailleurs, elle a trop souvent éliminé. »

C'est donc pour nous, chrétiens, au cours de cette lutte et non à l'extérieur, que nous nous laissons quotidiennement interpeller par l'Evangile. C'est au cœur de ce combat que nous connaissons l'apport authentique de Jésus-Christ, fils de Dieu, n'espérant pas du marxisme et de la lutte de classes le bonheur total et parfait. (...) »

Cette lettre est signée par MM. Paul-Marie Jourjon, Bernard Baurry, Bernard Caumont, Jean-Guy Girard, Gilbert Jourdan, Jean Machon, Jean Malaret, Jean Moulard, François Viget, Louis Tronchon, Denis Viget.

### UN LIVRE DE Mgr ANCEL

#### « Pour une lecture chrétienne de la lutte des classes »

Mgr Alfred Ancel, ancien évêque auxiliaire de Lyon, qui fut ardent de 1954 à 1959, jusqu'à ce que Rome lui demande de cesser son travail, vient de publier un copieux ouvrage intitulé : « Pour une lecture chrétienne de la lutte des classes » (Edit. Universitaires, 308 pages, 45 F.). Il y évoque les principales formes d'oppression collective que l'on constate au plan culturel, politique, familial, religieux et moral, et affirme la nécessité d'un combat sur plusieurs fronts contre l'injustice. Pendant longtemps bloquée, constate l'auteur, avec le capitalisme, l'Eglise catholique laisse, à ce jour, la liberté des choix à ses fidèles. « Peut-être, ajoute-t-il, qu'un jour les marxistes s'élèveront contre ce qui n'est pas le bon choix de bloquer leur choix politique et économique avec leur athéisme. »

Marx. On relira la conclusion suivante : « Pour être valable, une pensée doit être cohérente : on peut être marxiste, on peut être chrétien, on ne saurait être à la fois pleinement marxiste et authentiquement chrétien. Les chrétiens marxistes ou marxistes chrétiens déforment et le christianisme et le marxisme : ils sont incohérents. »

Cependant, le philosophe ajoute : « Je ne vois pas pourquoi un chrétien ne pourrait adhérer au parti communiste, s'il croit que c'est chez lui à tel moment et dans telle circonstance qu'il peut mener le meilleur combat pour des changements valables et s'il veille à ne pas laisser entamer sa foi chrétienne. »

A signaler, enfin, *Social Compass*, revue internationale des études sociales religieuses (Vlaamingsstraat 116, B 3000, Louvain, Belgique), qui, dans sa livraison XXI, 3/4, traite de « Marxisme et la sociologie de la religion ». Différents articles de Mark Kerevan, Arnaldo Nesti, Daniel David et Pierre Bonté ont contribué aux « déblocages » s'opérant tant au sein du marxisme que parmi les chercheurs en sciences sociales des religions.

### L'INTERCOMMUNION

#### M. Jean Delumeau répond à M. Jean Guittou

M. Jean Delumeau, professeur au Collège de France, a écrit, à propos de l'article de Jean Guittou sur « l'intercommunion » (le Monde du 29 janvier).

S'interrogeant sur l'intercommunion et la jugant prématurée tant que n'est pas vidée la question théologique de la communion entre catholiques et protestants, Jean Guittou invoque l'autorité d'Erasme. Or celui-ci, me semble-t-il, voyait les choses de façon tout à fait différente, et c'est précisément en me fondant sur lui que je voudrais présenter des réflexions qui vont en sens contraire de celles de Jean Guittou. Dans un traité (*la Spongia*, 1523), adressé à Ulrich de Hutten, où il critiquait la raideur doctrinale de Luther, l'humaniste de Rotterdam rangeait « hors des articles de foi » des questions telles que savoir « si la primauté du pontife romain vient de Christ, si le collège des cardinaux est un membre indispensable de l'Eglise, si la confession à la mort est nécessaire, si la messe peut être en quelque manière considérée comme un sacrifice ». La même année, écrivant cette fois à l'archevêque de Palerme, il affirmait : « Si je n'ai pas le cœur pur, je ne verrai pas Dieu. Si je ne pardonne pas à mon frère, Dieu ne me pardonnera pas... L'essence de notre religion est paix et concorde : ce qu'on ne peut aisément maintenir qu'à la condition de ne définir qu'un tout petit nombre de points dogmatiques et de laisser à chacun la liberté de se former son propre jugement sur la plupart des problèmes. »

Plusieurs humanistes du sei-

sième siècle, les uns restés catholiques, les autres passés à la Réforme — mais brouillés avec les chefs spirituels de celle-ci —, considérèrent, eux aussi, que discuter à l'excès des problèmes théologiques était tomber dans le « piège de Satan », qui ne désire rien tant que la disunion entre chrétiens, et ils se rallièrent à la conception érasmiennne du credo fondamental. Ces intellectuels iréniques, qu'on aurait pu croire éloignés du vécu religieux des masses, avaient bien perçu l'énorme fossé qui a subsisté jusqu'à nos jours entre la théologie des appareils et celles des « chrétiens quelconques ». Mais Erasme figura au premier index romain, pour l'ensemble de son œuvre, avec la mention « *Damnatus prius a classis* ». Quant à sa doctrine sur le libre arbitre, Luther l'avait qualifiée de « mélange de colle et de boue », de « balayures et d'ordures ». Pourtant, si on avait écouté Erasme, on aurait évité la cassure de la chrétienté occidentale. Est-ce que cela n'aurait pas mieux valu ? Au contraire, les docteurs et les prédicateurs jetèrent les fidèles les uns contre les autres, écrivant cette fois à l'archevêque de Palerme, il affirmait : « Si je n'ai pas le cœur pur, je ne verrai pas Dieu. Si je ne pardonne pas à mon frère, Dieu ne me pardonnera pas... L'essence de notre religion est paix et concorde : ce qu'on ne peut aisément maintenir qu'à la condition de ne définir qu'un tout petit nombre de points dogmatiques et de laisser à chacun la liberté de se former son propre jugement sur la plupart des problèmes. »

leur appartenance à l'Eglise du Christ furent telles que les différences confessionnelles ont, dans la réalité quotidienne, largement disparu.

Parlons-nous d'écuménisme à bon marché ? Je répondrai : est-ce rien, face à l'intercommunion, les plus abominables, les plus entoufflés d'affirmer que nous avons découvert en Jésus « le visage humain de Dieu » ? Est-ce rien d'avoir foi en la résurrection de Jésus ? Est-ce rien de croire que l'homme existe que Dieu aime chaque être humain en particulier et que les plus déshérités, les plus abandonnés, seront les premiers dans le Royaume ? Est-ce rien de proclamer l'Evangile des Béatitudes dans un monde où sévissent l'insolence, l'oppression, la torture, la guerre et la menace de la guerre ? Est-ce rien de croire que dans la communion — eucharistie catholique ou même protestante — le fidèle rencontre son Sauveur ?

Nous contemporains ne comprenons plus les raisons de la rupture religieuse du seizième siècle, et ils en ont oublié l'histoire. Ainsi le christianisme ne redécouvra-t-il le chemin de ceux qui nous regardent de l'extérieur que lorsque le scandale de la division de l'Eglise aura cessé. Oui, pour l'ensemble de son œuvre, avec la mention « *Damnatus prius a classis* ». Quant à sa doctrine sur le libre arbitre, Luther l'avait qualifiée de « mélange de colle et de boue », de « balayures et d'ordures ». Pourtant, si on avait écouté Erasme, on aurait évité la cassure de la chrétienté occidentale. Est-ce que cela n'aurait pas mieux valu ? Au contraire, les docteurs et les prédicateurs jetèrent les fidèles les uns contre les autres, écrivant cette fois à l'archevêque de Palerme, il affirmait : « Si je n'ai pas le cœur pur, je ne verrai pas Dieu. Si je ne pardonne pas à mon frère, Dieu ne me pardonnera pas... L'essence de notre religion est paix et concorde : ce qu'on ne peut aisément maintenir qu'à la condition de ne définir qu'un tout petit nombre de points dogmatiques et de laisser à chacun la liberté de se former son propre jugement sur la plupart des problèmes. »

# ÉDUCATION

## EN APPLICATION D'UNE NOUVELLE CONVENTION L'État accroît son aide aux établissements techniques agricoles privés

Une convention qui définit les relations entre le ministère de l'Agriculture et les établissements d'enseignement technique agricole privée a été signée, lundi 2 février, à Paris, par M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, et M. Pierre Collet, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé (C.N.E.A.P.). Cette signature intervient au moment où bon nombre d'établissements d'enseignement technique agricole privés connaissent de sérieuses difficultés financières. La convention, établie pour une durée de cinq ans, devrait permettre d'augmenter le redressement financier de ces établissements et de continuer la rénovation structurelle et l'élevation du niveau d'enseignement entreprises depuis quelques années.

Le Conseil national de l'enseignement agricole privé, qui devient, aux termes de la convention du 2 février, l'interlocuteur privilégié du ministère de l'Agriculture, est issu du regroupement, au mois de février 1975, de l'Union nationale de l'enseignement agricole privé (qui regroupe les chefs d'établissements) et de la Fédération nationale pour l'enseignement agricole privé (qui rassemble les associations de gestion des établissements). Du C.N.E.A.P. dépendent, cette année, trente-sept mille élèves scolarisés dans quelque trois cent cinquante établissements (1), soit un peu plus de la moitié des effectifs de l'enseignement agricole privé et près d'un tiers des effectifs totaux, public et privé confondus. Les dix dernières années ont été marquées par d'importantes modifications : nette diminution du nombre d'établissements (il y en avait six cent quatre-vingt-trois en 1966), baisse des effectifs (8 % en dix ans), difficultés budgétaires croissantes à cause du tassement des subventions publiques (en 1975, l'année 1968 comme base 100), la baisse de crédits de fonctionnement accordés par l'Etat, on parvient à un indice 159 en 1971, mais 188 seulement en 1974, année à laquelle on a obtenu un redressement « amorcé ».

Alors même que la rigueur budgétaire devenait indispensable, deux autres nécessités sont apparues : élever le niveau des formations qui avaient longtemps stagné à celui des filières les plus courtes et se conformer aux normes de la carte scolaire. Ce triple souci des gestionnaires privés et des pouvoirs publics ont abouti à l'élaboration de la présente convention.

### Une « rallonge » au budget de 1976

Le C.N.E.A.P. présentera désormais au ministère les dossiers des établissements qu'il souhaite voir agréés et assurés ensuite le contrôle financier, pédagogique et technique. Ces établissements ainsi que la présentation des élèves aux examens officiels. Le ministère de l'Agriculture acquiesce pour sa part à un droit de contrôle financier, pédagogique et technique. Ces établissements conventionnés. L'évaluation des subventions accordées par l'Etat se fera désormais sur la base du compte des relevés de salaires des enseignants et de l'évolution des dépenses de fonctionnement (cette indexation différentielle devrait mettre fin à l'« étrangement » des établissements privés qu'ont entraînés les

Grève des instituteurs de Seine-et-Marne. — La section départementale du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) de Seine-et-Marne a lancé un mot d'ordre de grève pour le vendredi 6 février. Le S.N.I. réclame un accroissement du nombre des postes pour le remplacement des maîtres et des maitresses en congé et la diminution des effectifs des classes. Il demande aussi la titularisation de « plus de deux cents » auxiliaires, qui remplissent les conditions de leur « stagiarisation ».

Création d'un nouvel institut universitaire de technologie dans le Nord. — Un décret, publié au Journal officiel du 2 février, porte création d'un nouvel I.U.T. « du littoral Calais-Dunkerque ». Cet établissement regroupe deux départements des I.U.T. de Lille (« techniques de commercialisation » installé à Dunkerque) et de Béthune (« génie électrique » installé à Calais). Un troisième département « tertiaire » est prévu à Calais (« gestion des entreprises et des administrations » ou « hygiène et sécurité »), un quatrième à Dunkerque (« génie thermique ») ; une construction neuve est d'autre part programmée pour le département « génie électrique » de Calais. Cette création porte le nombre des I.U.T. à soixante-six et le nombre des départements à deux cent soixante-six.

Cinq cent cinquantième anniversaire de l'université de Louvain. — Diverses cérémonies ont marqué, lundi 2 février, la célébration du cinq cent cinquantième anniversaire de l'université catholique de Louvain. Après la célébration d'une messe, douze professeurs et personnalités diverses ont été nommés docteurs honoris causa de l'université, notamment M. Shirley Williams, secrétaire d'Etat britannique aux affaires européennes, et M. Claude Cheysson, membre de la Commission de C.E.E. et Emmanuel Levinas, professeur de philosophie à l'université de Paris-Sorbonne. (A.F.P.)

# Sema - Sélection

directeur régional - Paris

ingénieur organisation administrative

responsables des études marketing bancaire et organisation méthodes

chef du service personnel - Paris

directeur de production

Adresser votre curriculum vitae, avec photo, en rappelant la référence choisie à :

Sema selection

Immeuble Sema - 10, rue de la Harpe - 75005 Paris

مركز من الأصل



## DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS SUR L'ENTERREMENT D'UN DOGME

(Suite de la première page.)

Il convient de prendre les mots dans leur sens littéral. Dictature du prolétariat, dans l'esprit de Marx, ne signifie pas dictature d'un parti, mais d'une classe entière. Écoutons à ce propos Engels, dans le *Programme des réfugiés blanquistes*, texte qui date de 1874 et que M. Draper reproduit largement dans son article déjà cité : « Marx a dit aux blanquistes : oui, nous voulons la dictature à la fois hardie, énergique, pour soutenir la révolution, mais nous sommes contre ce que vous voulez comme dictature : nous voulons la dictature de la classe, c'est-à-dire du prolétariat et non du parti révolutionnaire. » Et de conclure : « L'idée centrale de Blanqui qu'une révolution peut être faite « par l'action violente d'une petite minorité révolutionnaire ».

Mais comment, pratiquement, le prolétariat peut-il exercer la dictature ? C'est Lénine et non Marx qui a répondu à la question. « La dictature », écrit-il dans « *La Maladie infantile du communisme* » (1920), est exercée par le prolétariat organisé dans ses comités qui dirigent le parti communiste bolchevique. » Comme, déjà, il avait pris le pouvoir trois ans plus tôt, grâce à une insurrection armée menée par un parti tout à fait minoritaire, il s'exposait évidemment en s'exprimant ainsi, au grief de blanquisme ; ce dernier a été également adressé, l'été dernier, à son disciple portugais Álvaro Cunhal.

Fourtan, dans son ouvrage de 1918 sur les tâches immédiates du prolétariat, Lénine demeure très proche de la notion marxiste, passablement utopiste, de la dictature du prolétariat : « Notre but, écrit-il, est de faire participer pratiquement tous les pouvoirs sans exception au gouvernement du pays (...), de faire remplir gratuitement les fonctions d'Etat par tous les travailleurs une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de tâches de la production. » Il conçoit qu'il s'agit d'un « particulièrement difficile d'y arriver », mais assure que « la seule solution est la garantie de la consolidation définitive du socialisme ».

Cette dictature est une dictature violente. Suivant la définition célèbre donnée dans la *Maladie infantile* : « C'est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société... (dont la plus terrible est) la force de l'habitude. » On est loin du programme commun.

Lénine restait également fidèle à la notion marxiste selon laquelle la dictature du prolétariat doit être temporaire, le temps de liquider définitivement l'impérialisme agonisant et la bourgeoisie à son service, laquelle devait être privée par définition de tout droit, notamment électoral. « Dans la question de la suppression de l'Etat, nous ne nous distinguons pas du tout des anarchistes », écrit-il dans *L'Etat et la Révolution* (1917). Comme les premiers chrétiens, il attendait le triomphe de ses idées pour un avenir proche : « Nous verrons la République internationale des sociétés », s'était-il écrit au VIII<sup>e</sup> congrès du parti bolchevique, en 1918.

### La bureaucratie

Le capitalisme s'étant montré plus coriace qu'il ne s'y attendait, l'U.R.S.S. a dû coexister avec des Etats bourgeois, puis affronter l'épreuve de la guerre, en renvoyant à plus tard le passage au communisme, système dans lequel, comme chacun sait, tout va de « chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Petit à petit, Staline aidant, la dictature du prolétariat s'est transformée en dictature sur le prolétariat d'une bureaucratie dont le Yougoslave Djilas n'est ni le premier ni le dernier à avoir constaté qu'elle présentait beaucoup des caractéristiques d'une « nouvelle classe ».

Malgré les transformations récentes de la société soviétique, il serait aventureux de dire que le pouvoir, dictatorial au pas, y est directement aujourd'hui exercé par le prolétariat. Disons qu'il est exercé en son nom, le prolétariat lui-même bénéficiant d'une considération sans rapport avec ce qui se passe dans les pays non socialistes. Il reste qu'il n'a pas eu à donner son avis sur le remplacement de Boulganine par Khrouchtchev, ni sur celui de Khrouchtchev par M. Brejnev. Et que l'autogestion ouvrière, si elle est en honneur en Yougoslavie, demeure dans les pays du pacte de Varsovie une hérésie à combattre par tous les moyens.

L'Austro-Hongrois Kautsky, « le renégat Kautsky », comme l'appelaient Lénine, fut le premier à critiquer de manière cohérente l'application pratique de la dictature du prolétariat : « La domination absolue de la bureaucratie », écrivait-il en 1918, dans « La dictature du prolétariat », s'installe dans l'éternité. » Le premier congrès de l'Internationale communiste lui répond, en mars 1919 : « Le point fondamental qui sépare la dictature du prolétariat de celle des autres classes (...) consiste en ce que la dictature des éléments féodaux et de la bourgeoisie était l'écrasement violent de la résistance de l'énorme majorité de la population, de la classe laborieuse, tandis que la dictature du prolétariat est l'écrasement, par la force, de la résistance des exploités, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population : les propriétaires fonciers et les capitalistes. »

Au congrès de Tours, qui marque en 1920 la rupture entre socialistes sur l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, Léon Bhum lui-même se déclara partisan de la dictature du prolétariat, n'ayant peur, dit-il, « ni du mot ni de la chose ». En revanche, le communiste italien Gramsci proposa bien de substituer au terme de dictature celui d'hégémonie, voulant montrer par là que la coercition n'est pas le seul instrument de la domination, et que celle-ci doit beaucoup à la prépondérance idéologique. D'où l'accent mis sur la nécessité de l'alliance du prolétariat et des intellectuels.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, Gorkwald, président communiste du gouvernement de la Tchécoslovaquie bourgeoise, propose de substituer à la dictature du prolétariat la « dictature populaire ». A l'époque, il s'agit d'une notion intermédiaire entre la démocratie occidentale et le socialisme soviétique. La guerre froide mettra fin à l'expérience, mais le mot de dictature populaire survira, dans une acception évidemment différente de celle qu'il avait à l'origine.

### L'Etat du peuple entier

Mais c'est Khrouchtchev qui, le premier à Moscou, s'attaque au dogme. Au vingt-deuxième congrès du P.C.U.S., en octobre 1961, il n'annonce pas seulement que le niveau de vie de l'U.R.S.S. allait bientôt surpasser celui de l'Occident. Il affirme en s'inspirant de « calculs rigoureusement scientifiques » : « Or les calculs montrent que nous construirons la société communiste pour l'espace de vingt ans. » C'est-à-dire dans cinq ans d'aujourd'hui ; on est loin de compte. A l'appui de sa certitude, « M. K. » constatait que le parti, « d'abord parti de la classe ouvrière, était devenu le parti du peuple tout entier ». De même, l'Etat soviétique était devenu « l'Etat du peuple entier ». D'où il concluait à la nécessité de supprimer la dictature du prolétariat : « Il est naturel, disait-il, que du jour où le socialisme a triomphé dans notre pays entièrement et définitivement, et où nous sommes entrés dans la période de construction en grand du communisme, les conditions qui avaient rendu nécessaire la dictature du prolétariat ont disparu. Les tâches intérieures de cette dictature du prolétariat ont disparu. »

Cette annonce ne devait pas paraître contribuer à provoquer la fureur des Chinois contre le « révisionnisme » soviétique. Dans sa lettre en vingt-cinq points du 14 juin 1963, le comité central du P.C.C. écrivait : « Puisqu'on y voit subsister (dans la société socialiste), des éléments des anciennes classes exploitées qui tentent de restaurer leur domination, que de nouveaux éléments bourgeois y apparaissent encore continuellement et qu'il y a encore des parasites, des spéculateurs, des faibles, des voyous, des gens qui s'approprient des biens d'Etat, etc., comment peut-on dire alors qu'il n'y a plus de classes, plus de lutte de classe ? Comment peut-on dire alors que la dictature du prolétariat n'a plus sa raison d'être ? »

(...) Le marxisme-léninisme nous apprend que, outre la répression des classes adverses, la dictature du prolétariat doit encore avoir pour mission historique, au cours de l'édification socialiste, d'apporter une juste solution à la question des rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie... »

Khrouchtchev ne contestait pas que la dictature du prolétariat fut indispensable à la construction du socialisme. Il professait seulement que celle-ci, en U.R.S.S., était suffisamment avancée pour que la dictature ne fût plus né-

cessaire. En quoi il se situait tout à fait dans la ligne théorique de Marx et de Lénine. C'est bien ainsi que l'expliquait, en novembre 1961, Maurice Thorez : « La dictature du prolétariat ayant fait son temps, l'Etat soviétique est devenu l'Etat du peuple tout entier. Il a cessé d'être l'instrument de la domination d'une classe sur d'autres. C'est là une thèse d'une extrême importance qui souligne, contre nos contradicteurs et surtout contre les dirigeants socialistes et les révisionnistes, à la fois la nécessité et le caractère temporaire, provisoire, de la dictature du prolétariat. »

Le même Thorez, parlant un an auparavant à Moscou devant la conférence mondiale communiste, qui, pour la première et la dernière fois, réunissait les représentants de quatre-vingt-un partis, avait déclaré en réponse aux critiques des Chinois contre la théorie, déjà chère à certains P. C. d'Europe capitaliste du passage pacifique au socialisme : « Nous avons toujours pensé et dit que si la révolution peut emprunter des voies pacifiques, la révolution elle-même est indispensable. On ne saurait aller au socialisme sans la dictature du prolétariat. »

M. Marchais lui-même, au dix-septième congrès de son parti, en présence de M. Sousslov, en mai 1964, disait encore : « Remettre en cause le concept de dictature du prolétariat (...) ce serait glisser sur le terrain de la démocratie bourgeoise, car le contenu de classe de l'Etat chargé de construire le socialisme disparaîtrait. »

M. Cunhal, en octobre 1974, a défendu l'abandon de l'expression « dictature du prolétariat », alors qu'il s'agit, selon lui, d'un régime plus démocratique que la plus démocratique des « démocraties bourgeoises », par le fait que « son emploi ne contribuerait pas à la compréhension de la politique du parti ». Mais ce n'est pas de tout parti qu'il s'agit, mais des dirigeants communistes français. Pour eux, c'est la situation de la France d'aujourd'hui qui rend inutile non seulement l'expression mais l'idée de la dictature du prolétariat, également rejetée par les communistes japonais.

Des générations de communistes ont appris, en lisant Lénine (*Les Tâches immédiates de la révolution d'octobre*), que « la petite bourgeoisie engendrant le capitalisme et la bourgeoisie, constamment, chaque jour, à chaque heure et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans guerre prolongée, opiniâtre, acharnée... »

« Que resterait-il des principes universels du marxisme-léninisme, demandait Maurice Thorez, au cours de la réunion de « RI », après son enchevêtrement par les uns, sa francisation par les autres, ou sa russification, pour reprendre les termes des sociaux-démocrates contre Lénine ? »

On ne saura pas comment les « partis frères » répondront aujourd'hui à cette question, puisque, par une décision à laquelle il n'est pas de président récent, aucun de leurs délégués n'a été invité à se faire entendre à la tribune du vingt-deuxième congrès du P.C.F.

### La règle d'une bonne vision : P.M.V.

P : La prescription : Etablir par votre médecin ophtalmologiste.  
M : La monture : A chaque visage son style. A chaque style son type de lunettes. Les spécialistes LEROY vous aideront à choisir le verre parmi les modèles les 76 qu'ils ont sélectionnés pour vous.  
V : Les verres : Votre vue a ses exigences que LEROY peut satisfaire. Quelles que soient votre vision, vos raisons de porter des verres, LEROY saura vous conseiller.

Grands champs - ultra-light - incassables - multifocaux... en plus d'une gamme complète de ces verres, LEROY vous propose aussi en exclusivité le Studio 78. Départements : Lentilles de Contact, Appareils et Lunettes Auditives.

9 succursales à Paris, Réseau international de correspondants.

**LEROY**

111 bd du Palais, 5 place des Terres 147 r. de Rennes - 158 r. de Lyon

Dans un message à M. Giscard d'Estaing

### LA POLITIQUE FRANÇAISE DEVRA SERVIR D'EXEMPLE A TOUTES LES GRANDES PUISSANCES, écrit le général Mobutu.

Plusieurs chefs d'Etat ont adressé des messages de vœux à M. Valéry Giscard d'Estaing, lundi 2 février, à l'occasion de son cinquantième anniversaire. Le général Mobutu, président de la République du Zaïre, écrit : « Le peuple zaïrois (...) apprécie hautement les efforts que vous ne cessez de déployer pour que la politique de changement que vous avez inaugurée en France continue à s'exprimer en Afrique par le respect de la souveraineté des Etats. En ce moment difficile que traverse notre continent, cette politique devra servir d'exemple à toutes les grandes puissances, ce qui entraînera aux peuples africains des déchirements douloureux du genre de ceux que nous traversons en Afrique à cause du drame anglo-saxon. »

M. Giscard d'Estaing a reçu également des messages des présidents Bokassa (République Centrafricaine), Ford (Etats-Unis), Schmidt (Allemagne fédérale), Ceausescu (Roumanie), ainsi que des chefs d'Etat de M. Tchouvenenko, ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris. De ses proches collaborateurs, le chef de l'Etat a reçu un recueil de poèmes manuscrits de Guy de Maupassant.

### DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

#### UNIVERSITÉS

M. Michel Rougevin-Baville, directeur de cabinet

Au cabinet de Mme Alice Saunier-Selk, secrétaire d'Etat aux universités, sont nommés : Directeur de cabinet : M. Michel Rougevin-Baville, maître des requêtes au Conseil d'Etat. (Biographie de M. Rougevin-Baville dans le *Monde* daté 25-26 janvier.)

Chef de cabinet : Mme Michèle Alliot-Marie, docteur en droit.

Conseillers techniques : M. Paul François Bureau, ingénieur des ponts et chaussées et M. Philippe Ager, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit.

#### AFFAIRES ETRANGERES

M. Jacques Blot, conseiller des affaires étrangères, est nommé chargé de mission au cabinet de M. Jean François Poncet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

#### QUALITE DE LA VIE

M. Robert Toulmon, inspecteur des finances, est nommé chargé de mission auprès de M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, pour s'occuper des problèmes budgétaires et des questions internationales. M. Toulmon était directeur du cabinet de M. Abel, ministre de la coopération.

#### COOPERATION

Le bureau de presse et d'information du ministère de la coopération nous prie de préciser, après la publication dans le *Monde* du 25 janvier de la liste des membres du cabinet de M. de Lippowski, que M. Pierre Achard, inspecteur des finances, ancien secrétaire général adjoint du comité interministériel pour les questions de coopération européenne est chargé de mission auprès du ministre de la coopération.

### A PROPOS DES SECTIONS U.D.R. DANS LES ENTREPRISES

A la suite de la création d'une section d'entreprise U.D.R. aux usines Peugeot de Sochaux (le *Monde* du 27 janvier), M. René Caille, député U.D.R. du Rhône et chargé de l'action ouvrière et professionnelle au secrétariat général de l'U.D.R., nous écrit pour relever une déclaration du directeur des relations sociales de l'usine qui estimait : « Les débats d'idées, c'est ce qui nous fait progresser, c'est ce qui nous fait sur les problèmes qui les concernent. »

M. Caille ajoute : « Les premiers producteurs de richesses sont les ouvriers, les employés et les cadres, qui sont aussi les premiers victimes des transformations qu'impose une société industrialisée en mouvement, entraînant la connaissance de leurs idées sur les problèmes qui les concernent. »

A Sochaux comme ailleurs, des militants gaullistes expriment leur volonté de participer à la construction d'une société dans laquelle les droits moraux et matériels des travailleurs ne seront plus limités.

« Puisions-nous, effectivement, un jour « pouvoir en finir » avec un tel débat avant qu'il ne soit trop tard. »

### Des gaullistes s'élèvent contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel

La revue gaulliste *L'Appel* (\*) lance un manifeste condamnant l'élection du Parlement européen au suffrage universel et dénonçant « une réforme qui leur paraît fatale à la construction d'une Europe hors des blocs et des hégémonies, seul facteur de paix dans le trouble actuel du monde. »

« Les signataires considèrent : »

« Que, contrairement à ce qui a été prétendu, la France, en signant le traité de Rome, ne s'est nullement engagée par avance à rattacher ce qui doit proposer l'Assemblée de Strasbourg en vue de permettre son élection au suffrage universel (article 138). La France est donc libre de son choix. »

« Qu'un tel mode d'élection donnerait à ce prétendu Parlement, comme cela est voulu par le rapport Tindemans, une autorité supranationale telle qu'il

serait vite amené à outrepasser les pouvoirs qui lui sont actuellement conférés par le traité et à entrer en conflit avec les gouvernements des Etats. »

« Qu'en suscitant une légitimité autre que la légitimité française ce projet est contraire à la Constitution de la V<sup>e</sup> République, et notamment à son article 3. »

« Qu'un tel projet, dans l'état actuel des choses, ne peut qu'aboutir à une construction européenne qui serait d'obédience atlantique et tournerait le dos à l'Europe européenne telle que la France l'a voulue depuis 1958. »

Ont signé : MM. Jean Charbonnel, Louis Terrenoire, Gilbert Grandvil, Bernard Titiot, ancien secrétaire général de la présidence de la République, Michel Horon, ancien secrétaire général adjoint de l'U.D.R., Raymond Offroy, député U.D.R., Jacques Vendroux, Georges Gorse, Pierre Letranc, président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, Sonia Bloy, secrétaire général de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, Bernard Loth, président de l'U.J.F., Jean Guion, secrétaire national de l'U.J.F., général Gallia, général Binoche, Gabriel Matzneff, secrétaire politique du Front progressiste, Jacques Debb-Stridel, colonel Jacques Suant, Patrice Gelline, président du C.E.L.M., Olivier Germain-Thomas, directeur de l'*Appel*, Dominique Chagnolland, membre de la direction nationale du F.T.P., « L'Appel », 80, rue de Lille, 75007 Paris; téléphone : 555-48-48.

**Peter Sport**

10, rue de la Pépinière PARIS 8<sup>e</sup>  
Métro : St Lazare - St Augustin

**pour cause de suppression du rayon camping et réaménagement complet met en**

**LIQUIDATION TOTALE**

par autorisation préfectorale (loi du 30/12/1966)

**Ses stocks d'Articles de Sport**

**les mardi 3, mercredi 4, jeudi 5, vendredi 6 février et jours suivants**

**APERÇU DES ARTICLES**

**SKI**

SKIS ROSSIGNOL (tous types - toutes catégories) KNEISSEL, DYNAMIC et "COMPACTS"

FIXATIONS SALOMON, LOOK, BURT

CHAUSSURES NORDICA, TECHNICA, LANGE, HESCHUNG, KASTINGER

VÊTEMENTS ANORAKS, COMBINAISONS, PULLS, JEANS, et tout le SPORTSWEAR

APRÈS SKI MOON BOOTS, CHEVRE, etc.

**TENNIS**

RAQUETTES, CHAUSSURES, VÊTEMENTS "JACOSTE", "OLYMPIC"

**EQUITATION**

et avant suppression du rayon

**TOUT POUR LE CAMPING**

**PRIX SACRIFIÉS**

**OUVERT DE 9 h 30 A 19 h**



# Les régions

Controverse autour d'un déménagement d'entreprise en Dordogne

## Les usines peuvent-elles vivre à la campagne ?

Les bulldozers remuent les collines aux alentours de Sarlat, le chef-lieu du Périgord noir. Ils aménagent une zone industrielle de 10 hectares. Ici, dans vingt mois devrait démarrer, au milieu de trois ou quatre autres entreprises artisanales, l'usine de conserves la plus moderne de France. Ses cent cinquante employés, cotés de bonnets, enveloppés de blouses et de tabliers immaculés, transformeront chaque année en foies gras truffés, en confits et autres spécialités périgourdines, un troupeau dépassant deux cent mille oies. Cette affaire s'ajoutant aux deux usines du même genre existant déjà en ville fera de Sarlat la capitale mondiale du foie gras.

Sarlat, dont la population en pleine croissance attendra cette année onze mille habitants, n'est pas qu'une vieille cité amoureusement restaurée, où chaque été un festival de théâtre retient les touristes. C'est aussi un petit centre industriel fort actif. Deux fabriques de matériel chirurgical y occupent près de cinq cents ouvriers. On y a construit un hôpital de trois cents lits, plusieurs centaines de logements, un collège d'enseignement secondaire.

Aussi y attend-on avec satisfaction l'ouverture d'une nouvelle usine. Il s'agit de la firme Rougié, que son développement accéléré oblige à quitter la commune rurale de Calviac, pour prendre ses aises sur la zone industrielle. Le déménagement n'est que de 9 kilomètres, mais il soulève une véritable tempête.

Les onze maires du canton de Calviac ont publié un communiqué « au canon ». Ils s'indignent

de cette opération qui leur cause « un préjudice vital et définitif ». Ils la jugent contraire à la politique d'aménagement du territoire en faveur des petits pays.

Le comité d'entreprise Rougié a aussitôt riposté du tac au tac : « Le transfert de l'usine est vital pour son expansion ». Le patron de l'affaire, M. Jean Rougié, et le

### Le tabac et les noix

L'industriel, un tempérament de bagarreur, qui pratique la prospection des marchés étrangers comme un sport risqué : « Depuis vingt ans que nous sommes établis à Calviac, la municipalité n'a pas fait grand chose pour nous. Mais j'en ai eu assez. La vérité c'est que l'usine a quintuplé. Elle a aujourd'hui largement dépassé la capacité d'accueil et d'équipement d'une commune rurale de quatre cents habitants ».

En effet, l'usine Rougié, dont les bâtiments disparates trahissent les agrandissements successifs, pèse d'un poids considérable sur cette commune des bords de la Dordogne où l'on vit paisiblement du tabac, des noix et de l'élevage. L'affaire avec ses cent cinquante employés et ouvrières, ses 57 millions de chiffre d'affaires (dont 37 % vers l'étranger, ce qui lui a valu l'Oscar des exportations en 1970), ses 2 millions de bénéfices bruts, son va et vient de dizaines de livraisons de noix, mais de gros besoins : les logements, une maternelle, un éclairage public, des routes, une station d'épuration, de l'eau en quantité. Les 30 000 F d'impôts qu'elle verse au budget communal permettraient-ils de réaliser tout cela ?

L'histoire des vingt années écoulées semble montrer que non. Mais derrière les réticences du conseil municipal à entreprendre tel ou tel équipement se cache sans doute bien autre chose que des soucis d'argent. L'usine était la mal-aimée de la commune. « Elle est bien assez riche pour se payer ce qu'elle réclame », répétaient les conseillers municipaux, tous agriculteurs.

L'incompatibilité d'humour entre le patron et le maire — pourtant bâtie pour s'entendre — fit le reste.

maire de Calviac, M. Lucien Marcou, ont alors engagé le fer dans la presse locale. Le maire, qui fut haut responsable à l'É.D.F. et membre du cabinet de M. Robert Lacoste, assène un argument massif : « La ville de Sarlat accroit-t-elle sa prospérité sur la paupérisation de la campagne environnante ? »

Pour l'usine de conserve il est sans doute un peu tard. Néanmoins Calviac aura l'occasion de montrer qu'elle a compris la leçon.

Dans les bâtiments abandonnés par Rougié, une société internationale qui prépare les plateaux-repas des compagnies aériennes viendra peut-être s'installer. Un protocole provisoire a été signé.

### La politique des « pays »

Le groupe de travail préconisait, après la décentralisation de Paris vers les métropoles régionales puis vers les « pays », une nouvelle politique : celle des « pays ». Il a été suivi par le gouvernement, qui en a fait l'un des nouveaux thèmes de l'aménagement du territoire. Mais cela ne veut pas dire mettre n'importe quelle entreprise dans n'importe quel village perdu.

La structure d'accueil d'une usine ne peut être que le « pays », c'est-à-dire un canton rural dont la population trouve à s'employer sans s'expatrier, et une petite ville (cinq à dix mille habitants) offrant loists, commerces et intendance. La commune-mouchor de poche n'est pas de taille à offrir une industrie. Il faut abandonner ce rêve champêtre.

M. Lucien Marcou, le maire de Calviac, est de rassembler les communes riveraines de la Dordogne en un syndicat de

décision définitive au printemps. L'affaire emploierait cinquante personnes. Il n'est pas douteux que ses dirigeants, à leur tour, demanderont — mais en plus modeste proportion — les commodités que réclamait leur prédécesseur. Les paysans de Calviac sont face à leur destin.

Ce qu'on appelle en Périgord l'« affaire Rougié » illustre bien les espoirs et les difficultés que font naître les usines en milieu rural. Il y a juste un an, le ministère de l'Industrie publiait un rapport (1) rédigé à sa demande par un groupe de travail présidé par M. Georges Chavanes, animateur d'une entreprise électrique et président du comité économique et social de la région Poitou-Charentes. L'ouvrage est un passionnant plaidoyer, assorti de multiples propositions précises en faveur des usines à la campagne.

Les auteurs remarquent qu'industrialisation et urbanisation ne sont pas obligatoirement liées. Et qu'en tout cas elles ne sont pas destinées à l'être, selon les sondages. 55 % des ruraux souhaitent d'acier à la campagne et 93 % des citadins aimeraient y vivre. La solution qui concilie développement et qualité de la vie, ce sont les usines à la campagne.

La défense de la rivière. Pourquoi ce groupement « défensif » ne se transformerait-il pas en syndicat de développement et d'accueil pour les industriels tentés par la douceur de vivre de ce canton du Périgord ?

Les Périgourdins semblent faire une poussée d'allergie à l'égard des touristes étrangers, auxquels ils ont trop vite vendu leurs terres et leurs admirables maisons (voir le Monde du 10 janvier). Ils s'aperçoivent que le tourisme n'est pas une panacée. Il représente 15 % des ressources de la Dordogne. Les voici prêts pour considérer les usines d'un autre œil. Et pour comprendre que pour bénéficier d'entreprises dans la chorophylle « il faut y mettre le prix. Au moins celui du sourire.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) L'Industrie en milieu rural, 1975. La Documentation française, 22, quai Voltaire, 75400 Paris Cedex 07.

RÉNOVATION OU RESTAURATION AU CŒUR DU VIEUX-GRENOBLE ?

## Une opération-pilote dans l'impasse

La restauration des quartiers anciens n'est compatible avec une politique sociale de l'habitat que si elle s'accompagne d'un financement public très important. C'est la conclusion générale que l'on peut tirer d'un examen du dossier de l'opération-pilote lancée en 1972 à Grenoble dans deux des quartiers les plus délabrés du centre-ville. Trés-Cloîtres et République.

Quelques urbanistes avaient présenté ce résultat sans mesurer toujours avec précision l'importance des coûts qu'imposerait

pareil objectif. Les études, conduites avec beaucoup de soin pendant plus de deux ans, montrent en définitive que dans ce cas précis le mètre carré de plancher « restauré » revient plus cher que le mètre carré « rénové ». Charge foncière comprise, le prix moyen élevé en janvier 1975 se situait pour le quartier Trés-Cloîtres entre 3 000 et 3 500 francs, soit trois fois le prix-plafond de la construction H.L.M. Face à des contraintes financières aussi lourdes, la municipalité de Grenoble s'est tournée vers le gouvernement.

### Un habitat lépreux parfois nauséabond

Depuis plusieurs mois, les représentants de la collectivité locale étudient avec le secrétariat d'Etat au logement un plan de financement qui permettrait de sortir cette opération-test de l'impasse. Un épais dossier a été établi par la direction de la construction et celle de l'aménagement foncier et de l'urbanisme. Et M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, doit recevoir prochainement M. Hubert Dubedout, maire socialiste de Grenoble, afin de régler cette affaire.

Le choix de Trés-Cloîtres pour tenter une expérience de réhabilitation de l'habitat se justifie pleinement puisqu'il revient à s'attaquer sur 3 hectares — plus 1 hectare pour le secteur République — à la vétusté, à l'insalubrité, à l'inconfort et au surpeuplement — dénoncés notamment par la commission habitation du VI<sup>e</sup> Plan. Des maux parlant

ment réels, comme l'a prouvé une enquête portant sur cinq cent soixante-cinq logements effectuée par le groupe d'études urbaines : un logement sur deux n'est composé que d'une pièce, un sur trois n'a pas de w.-c., un sur six pas de douche, 7 % enfin sont totalement dépourvus de chauffage (cette proportion atteint jusqu'à 28 % dans les garnis où logent les travailleurs nord-africains). Partant de là, il n'est pas difficile d'imaginer quel genre de population a trouvé refuge dans cet habitat lépreux, parfois nauséabond : des travailleurs immigrés (61 % des habitants sont des étrangers : Italiens, Espagnols, Portugais ou Maghrébins) ou des personnes âgées. Deux catégories sociales aux revenus évidemment très modestes qui paient ici des loyers mensuels de 50 à 200 francs, trop élevés d'ailleurs au regard de la qualité des lieux.

### Non à la déportation

La municipalité était fermement décidée à empêcher une démolition radicale entraînant — le passé l'a prouvé — la « déportation » des habitants à la périphérie de la ville et substituant à ceux-ci, dans les immeubles de rapport, des couches sociales privilégiées. Son but était donc clair : transformer ces bauls en logements confortables sans compromettre par des hausses de loyer spectaculaires le maintien dans les lieux des occupants. Objectif difficile à atteindre naturellement. Le bilan dressé par l'équipe pluridisciplinaire forte d'une douzaine de personnes (urbanistes, architectes, sociologues, etc.) qui s'est installée pendant deux ans au cœur du quartier a dévoilé les obstacles : la vétusté — de deux à quatre siècles — des immeubles à restaurer, supérieurs à ce que l'on imaginait, rend les travaux plus importants. Des reprises de fondations sont notamment nécessaires pour supporter la charge nouvelle que re-

présente une salle de bains à chaque étage. Par ailleurs, les copropriétaires obéissent à des règles d'usage coutumières que juridiques, sont insaisissables, ou, si on parvient à les identifier, presque toujours insolubles. L'étude ayant été poussée sur quatre immeubles de la première tranche jusqu'à la voie de l'adjudication, les responsables de l'opération ont découvert une autre difficulté majeure : l'inadaptation technique des entreprises du bâtiment. Celles-ci sont, en effet, organisées et équipées pour réaliser de la construction neuve répétitive, alors que la restauration fait appel à des techniques très nouvelles ou au contraire complètement abandonnées, nécessitant une main-d'œuvre hautement qualifiée et des moyens d'intervention adaptés. De plus, n'étant pas en mesure d'évaluer avec suffisamment de précision les « risques encourus », les rares entrepreneurs intéressés ont tendance à gonfler leurs devis.

### Des bases différentes

Rien d'étonnant dès lors que les calculs effectués en tenant compte de ces paramètres aient abouti à un coût de travaux deux fois supérieur au prix-plafond des H.L.M. et à un coût global — charge foncière comprise, c'est-à-dire déduction faite de loyers et de taxes — trois fois plus élevé. En comparaison, le coût de la rénovation — on rase tout et on reconstruit du neuf, — calculé sur des bases semblables, atteint (prix janvier 1975) seulement 2 900 F le mètre carré. Optant pour le prix le plus faible et partant du principe que « le vieux n'est jamais aussi bien que le neuf », le secrétariat d'Etat pourrait être tenté de choisir la rénovation.

La ville ne refusera pas cette solution, à condition cependant que l'opération soit menée sur des bases très différentes de celles de la pratique habituelle. En premier lieu, tout ce qui serait reconstruit dans le périmètre considéré devrait présenter un caractère social pour que les habitants aient quelques chances de retrouver un logement à un prix raisonnable (trois fois au maximum le loyer actuel). En second, la rénovation ne serait réalisée que par petits groupes d'immeubles — quatre ou cinq foyers — pour limiter les nuisances et éviter un déplacement de popu-

lation spectaculaire que le parc immobilier actuel ne permettrait d'ailleurs pas de réaliser. Enfin, un effort serait fait pour l'urbanisme afin de préserver dans la mesure du possible les caractéristiques essentielles du quartier. Une petite partie des immeubles trouveront-ils grâce ? C'est possible, encore — et tout le monde l'accorde — aucun ne présente en soi un réel intérêt architectural.

Si un accord intervient rapidement — le gouvernement pourrait verser, dit-on, une subvention de 30 millions de francs, représentant 80 % du coût de la charge que dans le cas de Trés-Cloîtres la ville (les 20 % restant étant payés par la ville) — Grenoble ne sera pas prise au dépourvu. Elle a déjà ouvert au centre du quartier un foyer de cent vingt lits pour les travailleurs immigrés et mis en chantier, dans les limites du périmètre, un immeuble de cinquante logements H.L.M. Par ailleurs, la construction d'un second immeuble comportant une centaine de logements sociaux et des commerces devrait commencer très prochainement. Ce sont là des structures d'accueil nécessaires pour lancer une opération-tiroir de cette importance.

BERNARD ELIE.

### Correspondance

## Ombres sur le Périgord noir

L'ARTICLE sur la « Fascination de l'or vert dans la région de Sarlat », publié dans le Monde du 15 janvier 1976 et consacrant au phénomène des résidences secondaires dans le Périgord noir, nous a valu plusieurs réactions de lecteurs attentifs à ce problème.

« Ce n'est pas aller vers l'ennemi, qu'il s'agit de penser M. Pierre Georges, signataire de l'article, que de penser les plaies, de sauver pour offrir un paysage non plus de ruine et de mort, mais de vie et de gaieté », nous précise l'un des premiers intéressés, M. Guy Fournier, maire de Sarlat.

Pour lui, en effet : « Il est faux que les investissements étrangers qui ne portent que sur des résidences, avec le complément très limité de jardins et de bois (d'ailleurs improductifs), se soient élevés, sans rares exceptions, aux terres exploitables. Il est faux que l'installation de ces nouveaux venus ait entraîné la privatisation des propriétés et provoqué l'apparition de ces résidences nouvelles du Périgord ». Il est faux que le mouvement d'achats ait été vecteur d'épidémies : spéculations, renchérissement des prix, etc. Il est faux que les « terrains soient

actuellement l'objet d'une spéculation de l'or vert dans la région de Sarlat », nous précise le second intéressé, M. Croquet.

« J'ajoute pour finir, que M. Pierre Georges aurait pu consulter n'importe quel guide touristique. Il aurait constaté que tous parlent de l'ore d'or des pierres et se serait abstenu de baptiser Sarlat « la Noire ». Il aurait également vu que la ville a dix mille habitants... »

[Nous donnons acte à M. Guy Fournier que la commune, Sarlat, ne compte pas mille deux cents habitants comme nous l'avons écrit, par erreur, alors que nous voulions parler de deux mille pour Sarlat et les communes voisines.]

Nous voulons bien également admettre l'importance du qualificatif utilisé pour caractériser Sarlat, dénommée « la Noire ». Ce qualificatif est apparu pour la première fois dans un document datant de 1840, à l'époque où la situation de la ville, capitale du Périgord noir et de la truffe. En revanche, pour ce qui concerne aussi bien la « privatisation des propriétés », phénomène évident, pour qui se promène dans la campagne, que les « épidémies », spéculations, renchérissement des

prix, nées par le maire de Sarlat, nous ne pouvons être d'accord avec M. Guy Fournier. Pas plus d'ailleurs que le ministère de l'Agriculture, puisque dans un document officiel publié au mois d'octobre 1975 sur le prix des terres agricoles en 1974, les services du ministère déclarent à propos de la Dordogne : « En 1974, une hausse sensible en ce qui concerne les prix des terres agricoles (+ 24 %) et des prairies (+ 23 %) mais cette hausse est moins importante que celle enregistrée en 1973 (+ 44 % en moyenne). Les hausses proviennent du fait qu'une partie des terrains agricoles est vendue par parcelles à des personnes non agricultrices désirant édifier soit une résidence principale, soit une résidence secondaire. De ce fait, le rapport agricole de la terre n'est plus pris en compte et les prix se repercutent sur les parcelles des exploitations agricoles ». — P. G.]

Sur le même problème, mais à propos de la libre offre de M. Robert Lafont (le Monde du 16 janvier), le docteur Jacques Dhellem, de Montfermeil, conteste l'opportunité de cette libre offre : « Dans le cas précis de Sarlat, écrit-il, M. Robert Lafont, bien que condamnant l'attitude, a aussi l'occasion de voler, une fois de plus, au secours de la prétendue « Occidentale colonisée ». De là, son article qui n'est qu'un plai-

doyer d'avocat, de bout en bout, pour expliquer et justifier les (bonnes) raisons de l'auteur de cet article. Ce faisant, M. Lafont, qui n'est en fait, à déduction faite de l'événement, et en a profité pour placer son petit coup de publicité bien connu. Il fait passer toutes les conditions quand elles se présentent ! Qu'il le veuille ou non, il est entré dans le mécanisme décrit plus haut... »

« Le Sarladais est capable d'assimiler ces nouveaux envahisseurs. J'en ai vu venir, des gens du Nord, des Parisiens, avec leurs certitudes et leur besoin de s'enfermer. Si notre pays n'a pas sa part de la révolution, c'est à dire, et même à cause de cela — prendre le temps de vivre, regarder sur la route et faire attendre la vérité du discours, connaître le vent et humer les sous-bois. Et cela, dans le monde industriel à besoin, cela peut se partager. L'accumulation n'est pas toujours dans le sens qu'on pense. L'attitude vient, et les clôtures s'abandonnent. Pourquoi ne pas faire confiance au génie propre de notre pays ? »

## Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez : YSOPTIC 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.



**CLÉN**  
CLASSEMENT MODERNE de vos dossiers, imprimés  
PROMOTION UFF66 à 90 titres  
TITRES : 25.000 à 50.000 titres  
ANNONCES : 80.000 à 100.000 titres  
LE SEUL CLASSEMENT HORIZONTAL TOTAL et COHERENT

MAGASIN EXPOSITION : PARIS 8 : 35 av. FRIEDLAND, Tél. 801.16.72. LYON 3 : 176 r. DUGUESCLIN, Tél. 82.22.11. BRUXELLES : 73 rue BARRA, Tél. 823.38.28.

DOCUMENTATION GRATUITE à CLÉN zone Industrielle de St-BENOIT la forêt 37500 CHENON.

مكتبة من الأصل



## ÉDUCATION

### Un livre et un débat sur le lycée expérimental d'Oslo

Un jour de 1968, trois potaches d'Oslo, lassés de l'école traditionnelle, rédigeaient un tract invitant les jeunes et les professeurs à se joindre à eux pour créer un lycée différent, « autogéré » par les élèves et leurs maîtres. Dix ans après, ce « lycée expérimental » existe toujours. Sa naissance passionnée et difficile a été relatée dans un livre remarquable écrit par sa première directrice, Mme Mosse Jørgensen. Un lycée aux lycéens, qui vient de recevoir le prix de l'Association des journalistes universitaires. La remise de ce prix a été l'occasion d'un débat organisé à l'Ecole alsacienne de Paris, auquel ont participé, avec l'auteur, l'actuel directeur de l'école — un jeune homme de trente-deux ans — et l'un des trois élèves fondateurs qui terminent ses études de médecine. La discussion fut précédée de la projection du film sur ce lycée, qui est passé sur FR3 le 7 novembre dernier.

Une question centrale a dominé le débat : une telle expérience serait-elle possible en France ? « Inimaginable », se récrie-t-on dans la salle. La France est un pays bien trop centralisé, trop autoritaire, trop conservateur, trop gérontocratique. Les adultes tiennent trop à leurs privilèges, les professeurs, à leur autorité. Mais ces arguments ne paraissent pas convaincre nos trois Norvégiens. Ils les connaissent trop bien. « Il ne faut pas croire que, quand on a commencé, tout le monde a marché avec nous », expliquent-ils. Or, c'est au plus de refus que d'encouragements. Le syndicat des professeurs était très hostile.

Tranquillement assise sur sa chaise, les bras posés le long du corps, personnalité maternelle d'une volumineuse bonté, Mosse Jørgensen dégage une impression d'infinité sereine. À la fois, on comprend comment les drames et les tensions des premières années (le moment où chacun a ressenti « le choc de la liberté ») ont pu

se résoudre sur ce monument de tranquillité souriante. Elle écoute avec un brin de malice dans le regard et dit très doucement des choses étonnantes. « Ce que les élèves qui sortent de chez nous ont de différent ? Ils sont moins adaptables. (Elle a bien dit « moins » ?) Mûrissent dans la salle. D'habitude on entend « plus... » Ils sont capables d'avoir une vue plus critique de la société. Notre enseignement codé peut-être moins cher que l'école traditionnelle, mais là n'est pas notre but. Beaucoup de gens seraient prêts à augmenter de 30 % les crédits de l'école traditionnelle pour éviter l'écueil des gens libres dans la société. Si le directeur est mis en minorité par les élèves, il peut en appeler au ministère, mais je ne soutiendrais pas à mon père ennemi de continuer dans une telle situation. C'était la première fois que je dirigeais une école. Je n'y connaissais rien. C'était un avantage. Tout était si différent qu'il valait mieux ne pas avoir d'expérience. »

On aura compris à ces déclarations que pour Mosse Jørgensen, comme pour les divers initiateurs du lycée expérimental, il ne s'agit pas d'une simple expérience pédagogique. C'est un projet politique au sens large du terme qui les anime. Il s'agit de changer les individus et donc un peu la société. Y sont-ils parvenus ? Ont-ils changé une chose que leur petit noyau de gens convaincus d'avance ? Ils le croient. Au début le lycée expérimental a surtout fait scandale. Les méthodes ont été écartées, pas toujours avec de bons sentiments. Un problème de drogue (on est contre, mais on ne refuse pas un élève parce qu'il se drogue) a fourni des armes aux détracteurs. Puis peu à peu les passions se sont apaisées et on a vu le lycée d'un autre côté. Il a commencé à avoir une influence sur l'enseignement traditionnel, qui s'est ouvert et libéralisé. Des établissements expérimentaux se sont créés dans l'enseignement public. Les méthodes ont évolué. Toutefois il ne cherche pas à faire du prosélytisme. « On reçoit souvent la visite d'élèves qui veulent faire comme nous, mais nous n'avons pas à leur fournir de modèle. C'est à eux de faire leur propre expérience. (...) « Vous tous ici, vous avez beaucoup plus d'idées que nous n'en avions lorsque nous avons rédigé notre tract. Alors allez-y... »

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Un lycée aux lycéens. Mosse Jørgensen, professeure de Gérard Monzel, éditions du Cerf, coll. « Attention école », 240 pages, 22 F.

### LE SYNDICAT C.G.T. LANCE UN NOUVEL ORDRE DE GRÈVE DANS LES COLLÈGES TECHNIQUES

Le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P. - C.G.T.), qui rassemble des professeurs de collèges d'enseignement technique, vient de décider d'appeler ceux-ci à une nouvelle grève d'une journée, le 5 mars prochain. Le syndicat entend manifester ainsi une opposition aux projets de réforme de M. René Haby : le raccourcissement de la durée de formation dans les C.E.T. (ramenée de trois à deux ans pour les certificats d'aptitude professionnelle) et la création de « bancs d'essai » dans les collèges de premier cycle.

D'autre part, il réclame la réduction des obligations de service des professeurs d'enseignement général (sciences ou lettres) pour les aligner sur celles des professeurs certifiés des lycées, ainsi qu'un plan de titularisation des auxiliaires comparable à celui qui a été adopté pour les professeurs de lycée ou de collège d'enseignement général. Le S.N.E.T.P. juge insuffisante l'institution en 1976 d'un concours spécial de recrutement pour les auxiliaires en fonction, ainsi que l'accroissement du nombre de postes mis au concours (quatre mille cinq cents postes sont prévus cette année, dont 40 % pourrions être attribués au « concours spécial » : les maîtres auxiliaires pourrions se présenter à la fois à celui-ci et au concours de recrutement « normal »).

### M. GÉRARD MONTEL EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'I.N.P. DE TOULOUSE

M. Gérard Montel, professeur de chimie-physique à l'Ecole nationale supérieure de chimie de Toulouse, a été élu président de l'Institut national polytechnique (I.N.P.) de cette ville dont il était auparavant le vice-président. M. Montel succède à M. Léopold Essande.

Né le 24 avril 1925 à Paris, M. Gérard Montel a fait ses études secondaires au lycée Chaplain. Diplômé de l'école nationale supérieure de chimie de Paris (1948), il poursuit des études universitaires à Sorbonne, où il obtient en 1958 son doctorat. Attaché puis chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (1958-1959), il est ensuite nommé chef de travaux puis chargé de travaux dirigés à l'Ecole nationale supérieure de chimie de Toulouse de 1959 à 1967. Lors de la création, en 1971, de l'I.N.P. M. Montel avait présidé le conseil consultatif de cet établissement. Il s'est occupé spécialement d'y promouvoir la formation permanente.

M. Montel dirige, d'autre part, un laboratoire associé au C.N.R.S. travaillant sur la « physico-chimie des solides et des hautes températures ».

Le professeur Michel Bolron, qui était consultant auprès de Mme Veil, vient d'être nommé conseiller scientifique pour la médecine auprès du nouveau secrétaire d'Etat aux universités, Mme Saunier-Seïte, en remplacement du professeur Pierre Pellerin.

## Sema - Sélection

### directeur régional - Paris

180.000F

Un Groupe français, au premier rang des Entreprises européennes de grands travaux, construisant et installant des équipements pour des secteurs divers (TP, Electromécanique), a décidé de prendre sur le marché de la région parisienne une position conforme à ses moyens et à sa renommée. A cet effet, la Direction des Opérations France (500 MF, 4000 pers.) recherche un Directeur d'Agence, pour lui confier la responsabilité de ses affaires dans le Bassin Parisien (40 MF, 500 pers.). Il sera d'abord chargé, dans le cadre d'impératifs budgétaires déterminés, de la réalisation d'installations électriques dans le secteur public, et par la suite, de la mise en place d'équipements urbains et ruraux divers. Ce poste conviendrait à un ingénieur Grandes Ecoles (Centrale, Sup Elec, AM), 35 ans minimum, ayant au moins cinq ans d'activité commerciale et de travaux dans une entreprise d'installations électriques ou de T.P. Ce poste polyvalent peut satisfaire l'ambition d'une personnalité réaliste, efficace, ouverte éventuellement à une carrière dans le Groupe. (Réf. 10079M)

### ingénieur organisation administrative

130.000F

Une Entreprise de mécanique de la Loire (6 usines, 3500 personnes, 300 millions F) crée un poste d'Organisateur Interne. Elle recherche un homme de 35 ans minimum, très expérimenté en organisation administrative et notamment en comptabilité analytique. Sa première mission sera d'étudier, d'implanter et de faire fonctionner un système sûr de comptabilité analytique-contrôle de gestion. Par la suite, il devra s'occuper d'applications informatiques, d'élaborer un système de régulation commercial/production, de mettre au point une gestion rigoureuse des stocks, de procéder à des études de rentabilité, etc. Ce cadre, qui sera directement rattaché au Directeur Général, peut être H.E.C., E.S.S.E.C., Sup de Co ou Ingénieur. Il s'agit d'une situation de très bon niveau dans une affaire très performante du Sud-Est. (Réf. 9200M)

### responsables des études marketing bancaire et organisation-méthodes

100.000F

Un Groupement d'études et de services lié à un important organisme bancaire dans la région Sud-Ouest (Toulouse) recherche deux collaborateurs de haut niveau pour élargir son assistance technique à ses adhérents. Le premier, Responsable des Etudes Marketing, sera chargé de conseiller les membres du Groupement dans l'élaboration de leur politique commerciale, de définir les études à entreprendre et de les mener à bien en collaboration avec les groupes de travail qu'il animera. Le second, Responsable des Etudes d'Organisation, aura les mêmes fonctions et son action se développera dans tous les domaines. Ces postes conviendront à des Cadres de formation Universitaire ou Grandes Ecoles (30 ans minimum), ayant cinq ans d'expérience, soit de marketing bancaire, soit de gestion dans la banque ou l'assurance avec de solides connaissances informatiques. (Réf. 10078M)

### chef du service personnel - Paris

90.000F

Une importante Société d'équipements de haute technologie, liée au secteur du bâtiment, filiale d'un Groupe International en plein développement, recherche le Chef du Personnel de son établissement parisien (1000 personnes). Rattaché au Directeur du Personnel, il sera chargé du recrutement, de la gestion et de la formation du personnel dans le cadre d'une politique définie au niveau national. En outre, l'une de ses préoccupations essentielles sera de résoudre les problèmes sociaux à son niveau hiérarchique. Ce poste conviendrait à un diplômé d'Etudes Supérieures (Droit - DEUG) ou équivalent (ENOS), 30 ans minimum, parlant anglais, possédant au moins 5 ans d'expérience dans une fonction identique et habitué aux relations syndicales et aux négociations. Des déplacements de courtes durées sont à prévoir. (Réf. 8923M)

### directeur de production

90.000F

Leader européen à l'exportation, l'une des premières sociétés françaises spécialisées dans la construction de machines-outils de conception très moderne, recherche un jeune Directeur de Production pour faire face à des projets de développement ambitieux. Il sera responsable d'une unité de fabrication (150 personnes), comportant deux ateliers (usinage et montage) et d'un service technique (Méthode et contrôle de qualité - 20 personnes) avec lesquels il assurera les productions en respectant les impératifs de coûts et de délais. Le postulant sera un Ingénieur AM, ICAM, IDN, etc., possédant des qualités de dynamisme et une expérience confirmée du commandement acquise dans la conduite d'un atelier de mécanique de précision. L'usine est implantée dans une région agréable du Nord de la France. (Réf. 6731M)

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :



Immeuble Sema-Metra International  
16, rue Barbès - 92128 Montrouge  
Tél. : 657.13.00 (120 lignes groupées)

(Publiété)  
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE  
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS X - NANTERRE

### ANALYSE DE LA RELATION PROFESSIONNELLE

(sur le modèle des groupes Balint)

- Groupes de 8 personnes, en après-midi ou au soir, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1976
- Cycle destiné aux animateurs pédagogiques, sociaux-culturels, et aux médecins de la santé.

### DYNAMIQUE DE GROUPE

- 21 - 22 - 23 avril 1976
- Coût : 525,00 F.

### NOUVELLES TENDANCES EN ARCHITECTURE ET AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE

- 10 - 11 - 12 mars 1976
- Cycle destiné aux professionnels des agences d'architectes, et bureaux d'étude et de planification.
- Professeur : Henri RAYMOND.
- Coût : 525,00 F.

### ANALYSE DES CONDITIONS DE TRAVAIL

- 5 - 6 - 7 - 8 avril 1976 + 13 avril
- Cycle destiné aux agents de maîtrise, aux techniciens et à la fonction personnelle.
- Méthode du L.E.S.T. (C.N.R.S. d'ALX-EN-PROVENCE).
- animateur : Jacques GAUTRAT
- Coût : 325 F.

2, rue de Rouen - 92001 NANTERRE CEDEX - Tél. : 709-82-34, p. 864.

INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES

## COURS DE LANGUE CHINOISE

Acquisition des mécanismes de la prononciation du chinois moderne, des bases de la grammaire et d'un vocabulaire élémentaire

Cycle de 72 heures (5 h. 30 par semaine)  
du 23 février au 31 mai

2 niveaux :  
**INITIATION et PERFECTIONNEMENT**

Inscriptions immédiates dans le cadre des lois sur la FORMATION CONTINUE

MISSION DE FORMATION CONTINUE DE L'INLCO,  
CENTRE UNIVERSITAIRE, quai de Clugny  
92110 Clugny - Tél. 270-70-40, poste 227.

autour de votre futur appartement, toute la vie d'un quartier séculaire avec ses échoppes, boutiques et marchands des 4 saisons.

du STUDIO au 5 PIECES

livraison à partir de Juillet 76

## Le Parisien

une création LUCIA

bureau de vente : 142, rue St-Maur Paris 11<sup>e</sup>  
renseignements 69, rue Lecourbe Paris 15<sup>e</sup>

### 567.54.56

LOT MINIMUM : 175 m<sup>2</sup>  
LOT MAXIMUM : 1.000 m<sup>2</sup>

## "BUREAUX A LOUER" CATEGORIE GRAND LUXE

35 AV. FRANKLIN ROOSEVELT 75008 PARIS

Le siège social idéal pour une société internationale.

RESTE QUELQUES ETAGES DE BUREAUX A LOUER

- Quartier d'affaires International.
- Dessertes exceptionnelles (Aéroport des Invalides, RER...)
- Voisins prestigieux (First National City Bank, Metro Goldwyn Mayer, Pan Am...)
- Très haut standing (air climatisé, hall d'accueil très luxueux, "penthouse").
- Tous les services à proximité (banques, restaurants, magasins...)

RENSEIGNEMENTS

**HESTERFIELD**  
**RONSON**

### 720.65.21



12. 2003. 2004. 2005. 2006. 2007. 2008. 2009. 2010. 2011. 2012. 2013. 2014. 2015. 2016. 2017. 2018. 2019. 2020. 2021. 2022. 2023. 2024. 2025. 2026. 2027. 2028. 2029. 2030. 2031. 2032. 2033. 2034. 2035. 2036. 2037. 2038. 2039. 2040. 2041. 2042. 2043. 2044. 2045. 2046. 2047. 2048. 2049. 2050. 2051. 2052. 2053. 2054. 2055. 2056. 2057. 2058. 2059. 2060. 2061. 2062. 2063. 2064. 2065. 2066. 2067. 2068. 2069. 2070. 2071. 2072. 2073. 2074. 2075. 2076. 2077. 2078. 2079. 2080. 2081. 2082. 2083. 2084. 2085. 2086. 2087. 2088. 2089. 2090. 2091. 2092. 2093. 2094. 2095. 2096. 2097. 2098. 2099. 2100. 2101. 2102. 2103. 2104. 2105. 2106. 2107. 2108. 2109. 2110. 2111. 2112. 2113. 2114. 2115. 2116. 2117. 2118. 2119. 2120. 2121. 2122. 2123. 2124. 2125. 2126. 2127. 2128. 2129. 2130. 2131. 2132. 2133. 2134. 2135. 2136. 2137. 2138. 2139. 2140. 2141. 2142. 2143. 2144. 2145. 2146. 2147. 2148. 2149. 2150. 2151. 2152. 2153. 2154. 2155. 2156. 2157. 2158. 2159. 2160. 2161. 2162. 2163. 2164. 2165. 2166. 2167. 2168. 2169. 2170. 2171. 2172. 2173. 2174. 2175. 2176. 2177. 2178. 2179. 2180. 2181. 2182. 2183. 2184. 2185. 2186. 2187. 2188. 2189. 2190. 2191. 2192. 2193. 2194. 2195. 2196. 2197. 2198. 2199. 2200. 2201. 2202. 2203. 2204. 2205. 2206. 2207. 2208. 2209. 2210. 2211. 2212. 2213. 2214. 2215. 2216. 2217. 2218. 2219. 2220. 2221. 2222. 2223. 2224. 2225. 2226. 2227. 2228. 2229. 2230. 2231. 2232. 2233. 2234. 2235. 2236. 2237. 2238. 2239. 2240. 2241. 2242. 2243. 2244. 2245. 2246. 2247. 2248. 2249. 2250. 2251. 2252. 2253. 2254. 2255. 2256. 2257. 2258. 2259. 2260. 2261. 2262. 2263. 2264. 2265. 2266. 2267. 2268. 2269. 2270. 2271. 2272. 2273. 2274. 2275. 2276. 2277. 2278. 2279. 2280. 2281. 2282. 2283. 2284. 2285. 2286. 2287. 2288. 2289. 2290. 2291. 2292. 2293. 2294. 2295. 2296. 2297. 2298. 2299. 2300. 2301. 2302. 2303. 2304. 2305. 2306. 2307. 2308. 2309. 2310. 2311. 2312. 2313. 2314. 2315. 2316. 2317. 2318. 2319. 2320. 2321. 2322. 2323. 2324. 2325. 2326. 2327. 2328. 2329. 2330. 2331. 2332. 2333. 2334. 2335. 2336. 2337. 2338. 2339. 2340. 2341. 2342. 2343. 2344. 2345. 2346. 2347. 2348. 2349. 2350. 2351. 2352. 2353. 2354. 2355. 2356. 2357. 2358. 2359. 2360. 2361. 2362. 2363. 2364. 2365. 2366. 2367. 2368. 2369. 2370. 2371. 2372. 2373. 2374. 2375. 2376. 2377. 2378. 2379. 2380. 2381. 2382. 2383. 2384. 2385. 2386. 2387. 2388. 2389. 2390. 2391. 2392. 2393. 2394. 2395. 2396. 2397. 2398. 2399. 2400. 2401. 2402. 2403. 2404. 2405. 2406. 2407. 2408. 2409. 2410. 2411. 2412. 2413. 2414. 2415. 2416. 2417. 2418. 2419. 2420. 2421. 2422. 2423. 2424. 2425. 2426. 2427. 2428. 2429. 2430. 2431. 2432. 2433. 2434. 2435. 2436. 2437. 2438. 2439. 2440. 2441. 2442. 2443. 2444. 2445. 2446. 2447. 2448. 2449. 2450. 2451. 2452. 2453. 2454. 2455. 2456. 2457. 2458. 2459. 2460. 2461. 2462. 2463. 2464. 2465. 2466. 2467. 2468. 2469. 2470. 2471. 2472. 2473. 2474. 2475. 2476. 2477. 2478. 2479. 2480. 2481. 2482. 2483. 2484. 2485. 2486. 2487. 2488. 2489. 2490. 2491. 2492. 2493. 2494. 2495. 2496. 2497. 2498. 2499. 2500. 2501. 2502. 2503. 2504. 2505. 2506. 2507. 2508. 2509. 2510. 2511. 2512. 2513. 2514. 2515. 2516. 2517. 2518. 2519. 2520. 2521. 2522. 2523. 2524. 2525. 2526. 2527. 2528. 2529. 2530. 2531. 2532. 2533. 2534. 2535. 2536. 2537. 2538. 2539. 2540. 2541. 2542. 2543. 2544. 2545. 2546. 2547. 2548. 2549. 2550. 2551. 2552. 2553. 2554. 2555. 2556. 2557. 2558. 2559. 2560. 2561. 2562. 2563. 2564. 2565. 2566. 2567. 2568. 2569. 2570. 2571. 2572. 2573. 2574. 2575. 2576. 2577. 2578. 2579. 2580. 2581. 2582. 2583. 2584. 2585. 2586. 2587. 2588. 2589. 2590. 2591. 2592. 2593. 2594. 2595. 2596. 2597. 2598. 2599. 2600. 2601. 2602. 2603. 2604. 2605. 2606. 2607. 2608. 2609. 2610. 2611. 2612. 2613. 2614. 2615. 2616. 2617. 2618. 2619. 2620. 2621. 2622. 2623. 2624. 2625. 2626. 2627. 2628. 2629. 2630. 2631. 2632. 2633. 2634. 2635. 2636. 2637. 2638. 2639. 2640. 2641. 2642. 2643. 2644. 2645. 2646. 2647. 2648. 2649. 2650. 2651. 2652. 2653. 2654. 2655. 2656. 2657. 2658. 2659. 2660. 2661. 2662. 2663. 2664. 2665. 2666. 2667. 2668. 2669. 2670. 2671. 2672. 2673. 2674. 2675. 2676. 2677. 2678. 2679. 2680. 2681. 2682. 2683. 2684



## EQUIPEMENT ET RÉGIONS

### AÉRONAUTIQUE

#### DEVANT LES PARLEMENTAIRES DE L'U.E.O. A TOULOUSE

**M. Cavallé affirme qu'il n'existe aucune incompatibilité de principe dans la coopération entre l'Europe et les États-Unis**

Toulouse. — Devant les parlementaires de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) réunis en un colloque chargé de définir les principes et les modalités d'une politique aéronautique européenne, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, a mis en garde, lundi 2 février, à Toulouse, les partenaires de la France contre une attitude protectionniste qui, par le biais de mesures diverses, réserverait l'exclusivité des marchés européens civils et militaires aux industriels européens.

#### De notre envoyé spécial

vaillé ont été très diversement commentés par les participants au colloque de l'U.E.O. Interrogé par le représentant de la société britannique Rolls-Royce, le secrétaire d'État aux transports a du reste dû s'expliquer sur l'attitude du gouvernement français.

certaines perplexités devant la perspective « d'un marché aéronautique unique pour l'Europe », dès lors, a-t-il expliqué, qu'il s'agit « d'un marché fermé soumis à des règles strictes qui remplacent le libre jeu de l'offre et de la demande, et qui empêchent virtuellement tout échange avec le monde extra-européen ».

JACQUES ISNARD.

A M. Edmond Nessler, président de l'assemblée de l'U.E.O. et député U.D.R. de l'Oise, qui a été interrogé sur le point de savoir si « l'Europe doit admettre qu'elle ne constitue plus qu'une zone marginale dans le niveau de prospérité aéronautique des États-Unis », M. Cavallé a répondu qu'il était conscient de la nécessité de « rechercher des formules qui, sur des programmes aéronautiques, permettent d'exprimer par « l'Europe ou les États-Unis », mais — et pourquoi pas ? — par « l'Europe et les États-Unis ».

« Pour éviter un désastre »

Sur ce point particulier, le président de l'assemblée de l'U.E.O. a été catégorique. « L'Europe s'est elle-même engagée à défendre son industrie aéronautique », a-t-il déclaré. « Elle doit donc se défendre contre les mesures unilatérales de l'industrie aéronautique américaine qui, par le biais de mesures diverses, réserveraient l'exclusivité des marchés européens civils et militaires aux industriels européens ».

## CEGOS

Séle-CEGOS spécialiste dans le Groupe CEGOS du conseil aux entreprises pour les études de fonctions et carrières, pour le recrutement de cadres et dirigeants en France et à l'étranger, recommande les situations présentées ci-dessous.

**Chief des Ventes futur Directeur Commercial**

FRANCE - EXPORTATION

BILINGUE ANGLAIS INDISPENSABLE

Filleule française d'un groupe international de l'industrie chimique avec une vaste clientèle industrielle en France et à l'étranger.

Homme de terrain, vous serez le moteur de notre développement commercial. Vos atouts : la notoriété du groupe, la diversité et la qualité de nos produits, une clientèle industrielle très diversifiée. Vous avez 30 ans min., une formation ingénieur chimiste de préférence. L'expérience opérationnelle de la vente de produits techniques en milieu industriel et de l'animation d'équipes de vente à un poste de responsabilité. Vous êtes directement rattaché au Directeur Général. Intéressantes possibilités de carrière pour candidat de fort potentiel.

Lieu de travail : ville de Lorraine (enseignement secondaire).

Ecrire à M. CLERE - réf. 73.348/M

**Responsable Exportation**

Société française fabriquant des articles de bonneterie, nous avons une excellente image de marque, par la qualité de nos produits et notre implantation commerciale mondiale.

Pour intensifier notre action sur le plan international, nous recherchons un spécialiste Exportation, chargé de développer nos ventes à l'étranger. Sous le contrôle du Directeur Commercial, il disposera d'une large autonomie dans l'organisation de son travail : relations avec les filiales, animation des agents, création de marchés nouveaux.

Ce poste convient à un cadre, âgé de 32 ans minimum, ayant fait la preuve de son dynamisme commercial dans des fonctions similaires, aimant les voyages et les négociations avec une clientèle internationale.

Anglais parlé indispensable - Espagnol souhaité.

Ecrire à J. MOUCHET - Réf. 72.212/M

**Chief du Service Achats Gestion des Stocks**

Moyenne entreprise (60 personnes - 30 millions CA) spécialisée en revêtement muraux, notre appartenance à un groupe européen nous permet de créer et de distribuer une gamme étendue de produits, fabriqués à l'extérieur dans des usines du groupe.

Le service achats - gestion des stocks (20 personnes) assure la liaison avec les fournisseurs et la circulation des marchandises jusqu'à la clientèle.

C'est un point clé dans notre organisation : il établit, à l'aide des prévisions des ventes, le programme de fabrication, assure la gestion physique des stocks, l'expédition et la livraison, sujets à de fortes variations saisonnières (gestion informatique).

C'est la direction de ce service que nous confierons à un cadre confirmé, dont la compétence professionnelle est certaine ; c'est un gestionnaire avisé, qui a su garder l'esprit commercial, et apprécie le travail en équipe.

La connaissance de la langue anglaise est nécessaire. Poste à pourvoir à Paris, avec quelques déplacements de brève durée.

Rémunération de l'ordre de 70.000 F/an.

Ecrire à M.L. GUICHARD - Réf. 22.442/M

Adresser lettre man. + C.V. détaillé en indiquant la référence à SÉLE-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92163 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

**séle CEGOS**

### Paris

#### Beaucoup de bruit pour rien autour de la place des Vosges

Une manifestation s'est déroulée le lundi 2 février, place des Vosges, dans le 4<sup>e</sup> arrondissement, où des habitants du quartier, venus assister à la mise en terre d'arbres qui devaient remplacer ceux récemment abattus, ont protesté contre l'ajournement - sine die - de l'opération. M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, s'est excusé auprès des riverains et des membres de plusieurs associations sans pour autant donner aucune indication sur la date à laquelle les plantations pourraient avoir lieu.

Ainsi, contrairement aux décisions prises par le préfet de Paris, M. Jean Tardieu, le président du Conseil de Paris et les responsables de l'administration, la plantation d'arbres n'a pu avoir lieu. Ces arbres, toujours alignés, les racines dans la paille, dans le jardin de l'ancienne place Royale. Personne ne sait plus aujourd'hui ce qu'ils vont devenir. Cette situation résulte d'une querelle d'école : doit-on ou non replanter des arbres place des Vosges ?

Ceux qui s'opposent à la plantation rappellent qu'il n'y avait pas d'arbres sur cette place, conçue sur l'ordre d'Henri IV. Les bâtiments ont été achevés sous le règne de Louis XIII, dont la statue, entourée de marronniers, existe toujours. Depuis la disparition des ormes (malades), cette place a retrouvé, c'est certain, une beauté et un équilibre entre son parterre et les bâtiments qui l'enserrent. M. Jacques Dominati, député, conseiller de Paris et secrétaire général des républicains indépendants, est partisan de cette thèse. Soutenu par M. Georges Mesmin, député réformateur de la capitale, il affirme : « La place doit être laissée, pour le moment, sans arbres. La décision finale sera prise par le maire, et le Conseil de Paris en fera responsable ».

Pour sa part, le président de la République ne distingue pas que ses préférences vont au maintien de la place des Vosges dans un état qui soit le plus proche possible de son aspect original, c'est-à-dire sans arbres.

En revanche, les habitants du quartier, soutenus par leurs élus, réclament le rétablissement d'un jardin avec arbres. Ce secteur du Marais ne connaît pas d'autres jardins publics. Il existe certes des espaces verts, mais privés ou appartenant à des collectivités.

**MUSEUM : LE PERSONNEL DEMANDE DES MESURES.** — Après l'épizootie qui a entraîné la fermeture de la ménagerie, le personnel du Muséum d'histoire naturelle demande des mesures de prophylaxie : examens de tous les personnels et de tous les soirs, désinfection des sols, etc. Le 1<sup>er</sup> janvier, du contrôle sanitaire des collections, déclaration de la maladie comme maladie professionnelle.

JEAN PERRIN.

#### A PROPOS DE...

#### LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

#### Contrats en question

« Les lignes définitives de la politique des contrats de pays seront arrêtées sur la base des enseignements tirés des douze expériences lancées en 1975. Le cadre de cette politique en 1976 sera de la sorte beaucoup mieux fixé », déclare, le 30 janvier, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur chargé de l'aménagement du territoire, dans une réponse publiée au « Journal officiel ». M. André Tourné, député (communiste) des Pyrénées-Orientales.

Le ministre donne, en outre, les précisions suivantes :

1) Les contrats de pays correspondant à un engagement de l'Etat d'aider les collectivités, groupées au sein du « pays », à réaliser un programme d'action destiné à lutter contre le développement économique. L'engagement des collectivités porte sur l'exécution des opérations inscrites au programme qu'elles auront élaboré.

2) Les collectivités après le passage de tels contrats sont les communes, les petites « villes-centres » et les communes voisines regroupées autour de la structure « pays ».

3) Tous les genres d'investissements et toutes les actions qui concourent à l'objectif du « contrat de pays » peuvent être inscrits dans le contrat, l'accent étant cependant mis sur les équipements ou les actions urgentes qui ne peuvent pas être financées par des crédits normaux.

4) Les opérations à caractère national ne sont pas, normalement, l'objet de contrats de pays.

5) Les contrats de pays sont parfaitement compatibles avec les structures de type SNOM (syndicats intercommunaux à vocation multiple).

6) Les financements nécessaires sont prévus, pour 1975 et

#### Concorde aux États-Unis

**M. COLEMAN RENDRA SA DÉCISION EN TOUTE INDÉPENDANCE**

M. William Coleman, secrétaire américain aux transports, fera savoir, le mercredi 4 février à 10 h. 30 (15 h. 30 GMT), s'il autorise Concorde à utiliser ou non les aéroports de New-York-Kennedy et de Washington-Dulles. Sa décision sera connue dans des circonstances assez particulières. Les représentants de la presse américaine et internationale seront entendus dans une grande salle du ministère des transports à 10 h. 30. Ce n'est qu'au bout de trois heures de réclusion qu'ils pourront communiquer avec l'extérieur. Chaque journaliste aura une copie du rapport d'une cinquantaine de pages de M. Coleman.

Personne ne sait dans quel sens M. Coleman va se prononcer, en dehors d'un très petit nombre de collaborateurs. Le président Ford ne discutera pas de cette affaire avec M. Coleman avant que celui-ci annonce sa décision, a précisé le porte-parole de la Maison Blanche.

M. Coleman affirme qu'il n'a subi aucune pression, pas plus de groupes privés que du secrétaire d'État ou du président des États-Unis. Avocat, directeur d'un cabinet d'affaires de Philadelphie très connu, ancien élève de Harvard, M. Coleman est un courageux pour son intégrité et son courage.

« Je travaille, dit-il, sur les documents qui m'ont été présentés sur les textes législatifs. Le reste ne m'intéresse pas. » Sa position n'est pas enviable car, quelle que soit sa décision, il est appelé à faire beaucoup d'ennemis. Cette perspective ne l'inquiète pas. Les journaux et la télévision font état depuis quelques jours des conséquences catastrophiques qu'il aurait un refus opposé aux demandes françaises et britanniques. En même temps, ils notent l'hostilité générale de la population à l'égard de Concorde : à New-York, selon un récent sondage du *Daily News*, 63 % des personnes interrogées se sont déclarées contre la venue de Concorde, 23 % y étant favorables.

« Le superconcorde et les Amis du général de Gaulle »

Cette affaire a été l'objet d'un message à M. Coleman, expédié de Colmar, dans le Haut-Rhin, où naquit Auguste Bartholdi, créateur de la statue de la Liberté qui orne l'entrée du port de New-York. « Vous avez dans votre longue vie qui est le « fair play », mettez-le en pratique et reconnaissez que Concorde est un avion superbe et nullement dangereux », écrit le secrétaire général de l'association.

#### P.T.T.

#### DES USAGERS DU TÉLÉPHONE PROTESTENT CONTRE LA COMPLEXITÉ DU SYSTÈME DE CALCUL

De nombreux usagers viennent de recevoir leur note bimensuelle de téléphone comptabilisant toutes les communications passées du 15 novembre au 15 janvier. Ils se demandent si l'augmentation de la taxe de base, passée à 0,39 F à 0,38 F le 1<sup>er</sup> janvier, n'a pas été appliquée à l'ensemble de leur consommation téléphonique.

Un adhérent de l'Association française des utilisateurs de téléphone et des télécommunications (AFUTT) (1) a décidé, pour en avoir le cœur net, de ne plus utiliser son poste par suite du 1<sup>er</sup> janvier. Il affirme aujourd'hui que la facture qu'il a reçue correspond à la multiplication de ses taxes de base par le tarif de 0,39 F. Il s'estime volé par les P.T.T.

Ceux-ci répondent qu'ils ont procédé comme à l'habitude : les compteurs téléphoniques ont été relevés le 1<sup>er</sup> et le 15 janvier. Le centre régional d'informatique des télécommunications (CRIT) a facturé à 0,39 F toutes les communications, puis il a diminué ce tarif de 0,01 F par taxe de base enregistrée avant le 1<sup>er</sup> janvier. Les P.T.T. estiment que les usagers ont été abusés par le fait que la somme, finale est le plus souvent un multiple de 0,39 F.

Que les services chargés de la comptabilité du téléphone aient appliqué ce schéma théorique ou qu'ils aient été débordés par leur tâche, on peut s'étonner de la complexité du système de calcul qui ne permet pas un véritable contrôle. Il aurait été plus judicieux et plus simple de relever les compteurs téléphoniques les 31 décembre.

Cette polémique autour des augmentations des tarifs soulève une fois de plus le problème d'une justification détaillée des factures téléphoniques réclamées par les usagers et refusée par les P.T.T. au nom des difficultés techniques qu'elle soulève. — A. F.

(1) AFUTT, B.P. n° 1, 92430 Marne-la-Coquette.

#### LONDRES AU DÉPART DE ROISSY

A compter du 1<sup>er</sup> avril prochain, Air France British Airways exploiteront l'ensemble de leurs vols entre Paris et la Grande-Bretagne au départ de l'aéroport Charles-de-Gaulle. Cette concentration a pour but d'offrir aux passagers des horaires plus fréquents et mieux adaptés. Elle permettra également une plus large utilisation, sur la ligne Paris-Londres, des avions gros porteurs comme l'A380 et le Trident.



## DÉJOUER LA SUPERCHERIE IMMUNOLOGIQUE

(Suite de la page 15.)

C'est cette tolérance d'un être biologique différent qui a intrigué de nombreux chercheurs en immunologie, parmi lesquels, au tout premier rang, André Capron et Ron Smithers. Ils ont tenté avec succès, semble-t-il, de découvrir le mécanisme d'adaptation qui permet au schistosome d'être accepté immunologiquement par son hôte. Remarquable adaptation de l'évolution, il semble que ce parasite qui, rappelés-le, possède des antigènes différents de ceux de son hôte, se conduit comme le loup qui veut entrer dans une bergerie en se couvrant d'une peau de mouton. En effet, l'animal adulte, la biochimie l'a prouvé, est recouvert à sa surface, en plus de ses antigènes, d'une couche d'antigènes provenant de son hôte, et c'est ce stratagème de mimétisme moléculaire qui permet à l'hôte de supporter son parasite. En réalité, le parasite excrète des antigènes qui lui sont propres, et les seuls qui lui pond en laissant échapper aussi, et l'hôte, c'est l'organisme humain, scolarisé, conformément à son programme immunologique, des anticorps contre ces antigènes « libres » métaboliques, empêchant ainsi d'autres parasites de surinfecter l'organisme.

En quelque sorte, par cette supercherie, le parasite ménage l'hôte dont il a un absolu besoin. D'un côté, en masquant ses antigènes de surface par ceux de l'hôte, il se fait reconnaître et respecter par lui ; d'un autre côté, en libérant impunément quelques antigènes circulants, il entretient chez l'hôte un petit niveau de défense, une sécrétion d'anticorps sans danger direct pour lui, mais qui empêche une invasion massive d'autres parasites de la même espèce, de façon à ne pas tuer celui qui le fait vivre. Les derniers progrès de la biologie moléculaire permettent maintenant de rechercher l'origine de cette supercherie. Or on a tout lieu de penser avec le professeur Capron, dans le cas du schistosome, que le parasite possède une machinerie qui lui permet de synthétiser lui-même des copies protéiques des antigènes de l'hôte. Un peu comme une planche à fabriquer de faux billets de banque. Nanté de cette fausse monnaie très ressemblante, le parasite peut berner le banquier avec lequel il dialogue et négocie.

Ces découvertes sont des plus intéressantes pour deux raisons : tout d'abord dans un but de lutte contre le schistosomiase, il semble, en effet, que, durant trois ou quatre jours, la larve pré-adulte, lorsqu'elle pénètre dans l'organisme humain, est encore vulnérable. A ce stade, pendant

lequel l'organisme se défend en sécrétant des anticorps contre le parasite, ce qui prend un certain temps, le parasite lui-même arrive à maturité et s'arme en fabriquant les antigènes de l'hôte, ce qui prend également du temps. C'est durant cette période d'auto-défense et d'armement réciproque que l'on peut espérer prendre de vitesse le schistosome. Les recherches actuelles visent à la préparation d'un vaccin qui répondrait très exactement à la situation immunologique de ce stade donné du parasite encore larvaire. Les premiers résultats se montrent tout encourageants. Au congrès international qui s'est tenu au Caire en octobre 1975, sous l'égide de l'O.M.S. et en présence des chercheurs les plus compétents du monde, on laissait entendre qu'il n'était pas déraisonnable d'espérer obtenir un vaccin utilisable avant dix ans.

Ensuite, ce phénomène d'adaptat-

tion du parasite et de la tolérance de l'hôte se retrouve dans d'autres domaines, et le champ d'investigation qui s'ouvre apparaît colossal au regard des moyens dont on dispose actuellement. D'autres observations pour certains vers de groupes différents laissent à penser que le mécanisme observé chez le schistosome n'est pas exceptionnel.

Enfin, l'immunologie parasitaire devient l'un des secteurs les plus passionnants de la biologie fondamentale et contribue efficacement à l'étude très générale de l'évolution. Les moyens moléculaires d'adaptation d'un parasite à son hôte sont d'une subtilité extrême : ils procurent un très grand degré d'évolution, et les phénomènes de convergence immunologiques que l'on observe chez les parasites appartenant à des embranchements très différents ne peuvent que passionner les esprits.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

## Contre la bilharziose : une lutte tous azimuts

SIX cents millions de personnes réparties dans soixante et onze pays du monde, soit 20 % de la population mondiale sont exposées à la schistosomiase ou bilharziose (du nom de l'Allemand Bilharz qui décrit pour la première fois cette affection parasitaire) et deux cent cinquante millions d'entre elles au minimum, soit près de 10 % de la population mondiale, en sont effectivement atteintes. Si l'Egypte, où se tenait en octobre dernier le congrès international sur la bilharziose, est particulièrement touchée par ce fléau parasitaire, il faut savoir qu'au Brésil par exemple, où l'on compte plus de quatre-vingt-dix millions d'habitants, 80 % de la population est parasitée. C'est aussi le cas dans de plus faibles proportions au Japon et dans la plupart des pays pauvres d'Afrique où les bienfaits de l'irrigation ont été souvent contrebalancés par le développement du parasite, dont le cycle est lié à un hôte intermédiaire aquatique. En Haute-Egypte, le lac Nasser et l'irrigation qu'il a autorisée sont jugés par les experts en parasitologie en grande partie responsables de l'infestation de cette zone jusqu'alors indemne. Le lac Volta en Afrique et quelques autres lacs artificiels sont accusés des mêmes méfaits, réduisant souvent à néant par l'indisposition de la population agricole l'effort de développement qu'ils autorisent. Dans tous ces pays, le manque d'hygiène et la marche pieds nus dans les canaux contribuent à favoriser le développement de la maladie.

Seul un pays, la Chine, exemple de discipline, d'éducation sanitaire et de conscience collective, est parvenue avec de petits moyens utilisés sans relâche... et le soutien de la pensée de Mao (qui a consacré deux poèmes à ce sujet) à éradiquer ce fléau, rançon du développement.

Un peu partout, dans l'attente de la mise au point de vaccins qui résoudraient globalement le problème, des plans de lutte sont entrepris tous azimuts sur le plan collectif et individuel : assainissement des eaux, la lutte chimique et écologique contre les mollusques hôtes intermédiaires obligés du parasite, enfin le traitement chimique individuel des personnes parasitées. Mais aucune de ces mesures n'est radicale à long terme et les effets secondaires sont loin d'être négligeables. Ainsi l'arsenal chimique moderne permet de guérir complètement la schistosomiase mais absolument pas de prévenir la chronicité de la maladie. Bref, un touriste peut, à l'aide de substances chimiques, guérir, mais pas un paysan qui séjourne sans cesse les pieds dans l'eau et ce, pour une raison simple, c'est qu'il n'existe pas pour la bilharziose l'équivalent de la quinine pour le paludisme ; on ne connaît que des médicaments curatifs dont les effets toxiques à long terme interdisent l'emploi continu.

## TROIS VACCINS ANIMAUX

S'il n'existe aucun vaccin antiparasitaire pour l'homme contre quelque maladie que ce soit, chez l'animal, en revanche, trois vaccins — des « radio-vaccins », ainsi appelés parce qu'ils sont fabriqués à partir de larves parasitaires irradiées — existent contre trois vers nématodes qui infestent des animaux domestiques. Il s'agit de vaccins contre deux vers parasitaires des bovins (diétylocaulus et hemontchus) et un ver parasitant le chien (ankylostome).

Lors d'une réunion tenue le 25 novembre 1975 à l'Académie nationale de médecine, M. J. Ruzsky a précisé que deux d'entre eux sont déjà commercialisés et que d'autres, chez les animaux, sont en préparation, montrant tout l'intérêt, notamment économique, de l'immunologie parasitaire en zootechnie. Toutefois, il faut comprendre que le principe même de cette vaccination animale, qui repose sur l'utilisation de larves irradiées, n'est guère envisageable chez l'homme, en raison des lésions et des désordres qu'entraînent ces larves dans les tissus de l'animal avant d'y mourir.

(Publié)  
**ENTRETIEN**  
AVEC LE DOCTEUR GENTIS  
« La psychiatrie, sa crise et ses interrogations politiques »  
A TRIBUNE CENTRE  
DE PSYCHOLOGIE  
EXPERIMENTALE  
(bio-énergétique et psychothérapie analytique)  
105, rue de Valenciennes, 75013 Paris  
TEL. : 225-42-21  
le 12 février 1976 à 20 h. 30

**ORGANON**  
recherche  
pour son service bibliographique  
à SAINT-DENIS (93)  
**MÉDECIN**  
MI-TEMPS  
— anglais indispensable ;  
— interruption hebdomadaire ;  
— 4 h. x 5 jours ;  
— restaurant d'entreprise.  
Adressez C.V., photo (rét.) et  
présent. à : Mme de MARSAU,  
164, rue André-Malraux,  
93204 SAINT-DENIS CEDEX 01.

**PALAIS DE LA DÉCOUVERTE**  
avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS  
Conférences en FÉVRIER les :  
Samedi 7, à 15 h. : Les grandes conjonctures en mathématiques,  
par le Pr J. DIEUDONNE.  
Samedi 14, à 15 h. : A la recherche des dinosaures du Niger,  
par P. TAQUET.  
Samedi 21, à 15 h. : Exploration télescopique : les satellites de  
Jupiter, par A. DOLFUS.  
Samedi 28, à 15 h. : Le tabagisme, fléau social, par le Dr A. DUFOUR.

MANGEZ SANS RISQUE D'ENGRAISSER EN LISANT  
LA RÉVOLUTION DIÉTÉTIQUE DU DR ATKINS  
**régime**  
BUCHET/CHASTEL

## Le Monde de l'éducation

**LES RÈGLES CACHÉES DU JEU**, par Catherine ARDITI  
L'orientation est un redoutable casse-tête pour les familles. Théoriquement, ce foisonnement d'options et de filières doit permettre à chaque élève de trouver « sa » place en fonction de ses goûts, de ses aptitudes et des débouchés. Mais ce choix est en grande partie illusoire : l'orientation est aussi une sélection et une élimination.  
**PRIORITÉ AU DIALOGUE AVEC LES PARENTS**  
L'orientation est maintenant régie par de nouvelles procédures qui mettent l'accent sur l'information et le dialogue. C'est dès le début de l'année que les parents doivent s'en préoccuper.

**DANS LE MÊME NUMÉRO :**  
MICHEL BUTOR : « L'Université française est plus fermée sur elle-même qu'avant 1968 »  
Portugal : La réforme à l'épreuve de la normalisation ;

FINI DE SOUFFRIR POUR SA LIGNE. LISEZ VITE  
LA RÉVOLUTION DIÉTÉTIQUE DU DR ATKINS  
**maigrir**  
BUCHET CHASTEL

## CORRESPONDANCE

### Les praticiens, la liberté et l'argent

La publication de la Libre opinion du docteur Christian Bourde, intitulée : « Les praticiens, la liberté et l'argent », parue dans le Monde du 7 janvier, a valu à son auteur une assez abondante correspondance, en majorité approbatrice. Parmi les personnes qui se sont étendues contre les thèses défendues par le docteur Bourde, le docteur Guy Abitbol (Paris), qui estime que « les partisans de la nationalisation de la médecine auraient pu trouver un avocat plus sérieux », écrit notamment : « Outre que les nationalisations n'ont jamais résolu les problèmes d'argent (de quoi s'agit-il en Allemagne ?), il ne serait pas pertinent de se lancer ici dans une analyse philosophique ou psychanalytique de la symbolique et du rôle de l'argent dans la société capitaliste. Mais pourquoi devrait-on se sentir plus avili qu'un avocat, un peintre ou un journaliste qui vivent également de leur art en le monnayant honnêtement ? (...) J'accorde qu'il existe une médecine des profits. Mais pourquoi mettre tous les médecins non fonctionnaires dans ce panier de crabes ? (...) Sur le plan médical et de la qualité des soins : l'auteur, admettant heureusement que seule la conscience du médecin importe sous quelque régime que ce soit, la nationalisation ne devrait pas, c'est vrai, entraîner d'altération dans la qualité des soins. Permettez-moi d'ajouter : ni aucune amélioration. Sur le plan humain : les seuls griefs formulés à l'encontre du service médical public concernent les rapports humains, l'excellence des soins n'étant contestée par personne. Des améliorations ont été apportées et sont encore apportées. Sur le plan économique : (...) La nationalisation croquera encore le gouffre social, car elle implique l'indemnisation des investissements faits par les médecins et les autres professions de santé (...) que l'on financerait l'installation de chaque médecin avec un salaire en rapport avec la durée exceptionnelle de l'apprentissage (...) qu'on sera prêt à répondre aux revendications du

type : « Nos quarante heures » (...) qu'on prendra en charge tous les investissements actuels montés par le privé, en matière d'hospitalisation notamment (...) Quel pouvoir sera prêt à braver cette note de frais ? C'est sur le plan politique, paradoxalement, et sur ce plan seul, que l'on peut trouver quelques « avantages » à la nationalisation (...). Notre conclusion peut bien sûr prêter à discussion : nous croyons que Renault serait moins bon sans Peugeot, que Swisair améliorerait Air France. Et inversement (...). Nous, médecins, savons comme tout le monde que « nos convictions prennent rapidement la couleur de nos intérêts ». Mais nous croyons aussi, pour d'autres raisons que matérielles, avec la majorité de nos collègues hospitaliers et libéraux, que médecine publique et médecine privée sont complémentaires, pour le plus grand bien du malade. Maintenant, proposons des réformes ; pas des slogans.

De son côté, le docteur Abraham de Voogd (Grenoble), écrit :

Chacun peut avoir ses idées politiques, son opinion quant au mode d'exercice de la médecine. Ayant exercé en tant que salarié à deux pôles opposés : médecin et directeur d'un gros établissement de soins, et médecin de famille dans le cadre de la sécurité sociale minière, puis en médecine libérale, j'ai vu mes idées se modifier avec l'expérience.

S'il y a peut-être à améliorer les conditions d'exercice de la médecine, il faut aborder les problèmes d'un point de vue technique et laisser les opinions politiques de côté. Dans mon esprit, sont des éléments techniques et objectifs : l'individualisme excessif du Français, le bien-être actuel, la présence d'un sous-prolétariat d'immigrés, important et varié ; l'idée que se fait le médecin de son métier et l'idée que le malade se fait de la médecine, etc. (...) Le paiement à l'acte, directe-

ment de la main à la main, a fait couler trop d'encre pour en parler encore. Pour beaucoup il paraît répugnant d'extorquer ses économies à celui qui se trouve déjà accablé dans sa chair. En fait, il s'agit là d'un labou de l'argent inhérent à la morale fausement chrétienne de notre civilisation. En effet, dès que je me suis installé en médecine libérale, après avoir abandonné la médecine salariée minière, je me suis rendu compte que, sauf rares mais réelles exceptions, il n'y avait aucun problème pour le malade. (...) Dans l'état actuel de la société et de la psychologie française, le paiement à l'acte est un geste essentiel, avant tout symbolique, libérant les deux parties de toute dette : le médecin déclare ainsi s'être engagé à donner ses meilleurs soins, le malade s'acquiesce du service rendu (...). Les psychiatres ont parlé du geste libérateur dans le paiement à l'acte. Il ne faut pas prendre cela trop à la légère dans un pays encore fortement marqué par la superstition et la magie. (...) Réellement, je ne vois pas quels avantages on peut attendre d'une nationalisation, la création d'emplois administratifs mise à part (...). Il y a, en France, tout l'éventail des soins désirables pour ceux qui ne veulent pas être les victimes d'une médecine « de profit », et pour ceux qui refusent d'être appelés « consultant numéro X ». C'est enviable ! (...) Les médecins partisans du régime libéral savent tous que, si la médecine était nationalisée, leur salaire serait très suffisant et qu'ils auraient la paix : la semaine de quarante heures, les congés payés, les stages de perfectionnement gratuits, les loisirs possibles, sans avoir à fournir les locaux, la comptabilité, la téléphonie, j'ai connu ce genre de paradis et je m'en suis enfui : que cela fasse réfléchir !

Voilà pourquoi, si la médecine était un jour nationalisée, je ne serais peut-être pas le seul à gêner un bar, où je pourrais, dans l'arrière-salle, faire encore un peu de médecine libre.

La traduction médicale

## LA TRADUCTION MÉDICALE

traitée par des médecins, pharmacologues, chimistes et physiologistes les plus hautement qualifiés

Spécialistes de la traduction médicale  
Dossiers de visa : rapports analytiques, pharmacologiques, toxicologiques et cliniques  
Abstracts et articles de revues, brochures et encarts publicitaires, livres de médecine.  
Pathologie - Thérapeutique - Pharmacologie - Pharmacie - Biologie  
Informations médicales - Marketing - Publicité  
Appareillage électro-médical - Génie hospitalier - Fournitures pharmaceutiques  
Réunions Médicales et Scientifiques  
Congrès - Colloques - Séminaires

C.E.C.E. 36, RUE CLAUDE-TERRASSE, 75016 PARIS 525-45-32

## Le numéro de février est paru

5, rue des Italiens, 75107 PARIS CEDEX 09.  
Prix de vente : le numéro 5 F.  
Abonnement (11 numéros par an) : France 50 F.  
Stranger voie normale : 65 F.

**LES OPTIONS ET LES FILIÈRES**  
Des tableaux pour y voir clair.  
**« MAÎTRE ÈS LETTRES, SERRURIER, CHERCHE SITUATION EN RAPPORT »**  
Le témoignage d'un étudiant « orienté » vers les lettres qui, au terme de ses études, se retrouve chômeur et se reconvertis vers la serrurerie...  
**COMMENT S'INFORMER**  
Les organismes susceptibles d'aider et de conseiller les parents.

**DANS LE MÊME NUMÉRO :**  
Belgique : Deux ans pour refaire l'Université ; instituteur à Anglesquerville ; spectacles pour enfants ; E.S.E.C. à Cergy ; les « légers » du Conservatoire national des arts et métiers ; les métiers de l'agronomie.



# Le Monde DE LA MÉDECINE

## Des vaccins contre les parasites ?

Il n'existe actuellement aucun vaccin efficace contre quelque parasite humain que ce soit. Or l'ampleur des endémies parasitaires, tant chez l'homme — surtout dans les pays en voie de développement — que chez l'animal, et notamment l'animal d'élevage, mérite que l'on s'intéresse, par un moyen radical et peu coûteux, ce fléau aux mille et une facettes qui répond à des critères biologiques communs. Le fait qu'un homme sur trois dans le monde soit parasité, la recrudescence des parasites liés à la multiplication des déplacements et aux brassages de population (travailleurs migrants, tourisme, affaires multinationales) et plus récemment l'échec retentissant de la lutte contre le paludisme (huit cents millions de personnes exposées) par les voies chimiques justifient que l'on s'intéresse enfin sérieusement, dans le cadre des progrès de l'immunologie, à la mise au point de vaccins contre les parasites. Ce

qui paraissait chimérique voici quelques années, apparaît désormais possible, et ouvre une voie de lutte sans précédent contre l'un des fléaux socio-économiques mondiaux les plus considérables.

Pendant des décennies, les maladies parasitaires n'ont pas rencontré d'intérêt majeur dans les populations occidentales que le développement industriel et l'amélioration de l'hygiène avaient peu à peu libérées de ces affections, et les crédits alloués à ce type de recherche s'en sont longtemps et cruellement ressentis.

L'engouement récent pour les voyages d'affaires ou de loisirs vers les tropiques et sans nul doute le fait que les pays pétroliers soient fortement touchés par ces affections ont modifié considérablement les données des problèmes. Aujourd'hui, l'immunologie parasitaire est riche d'espoirs dans plusieurs pays dotés

d'équipes de recherches très compétentes, dont le nôtre. En France, le cheikh Zaid, au nom des émirats arabes, a remis l'an dernier à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) un chèque de 5 millions de francs, dont la plus large part sera consacrée à une action thématique programmée sur l'immunologie des affections parasitaires dont on mesurera ci-dessous l'importance. L'ouverture, en décembre dernier à l'Institut Pasteur de Lille, de 1700 m<sup>2</sup> de nouveaux bâtiments exclusivement consacrés à ces problèmes (« Le Monde » du 21 novembre 1975) montre également l'intérêt que l'on peut trouver à la prévention, à la thérapeutique et aussi pour la biologie fondamentale, à l'étude, sur le plan immunologique, des relations de défense exceptionnelles et très élaborées, du point de vue de l'évolution, qui unissent pour le meilleur et pour le pire un hôte et son parasite.

## Déjouer la supercherie immunologique

par MARTINE ALLAIN-REGNAULT

POUR comprendre toute la complexité et la subtilité des relations qui unissent un hôte à son parasite, il faut en priorité rappeler quelques règles élémentaires de la biologie et de l'immunologie, au vu desquelles se posent immédiatement un certain nombre de problèmes que la recherche aura pour mission de résoudre.

Premièrement, un organisme supérieur dispose d'un système immunologique élaboré qui lui permet de distinguer en toutes circonstances le « soi » et le « non-soi » et de rejeter tout ce qui ne porte pas le label de conformité, c'est-à-dire son antigène spécifique. L'antigène est une molécule protéique qui, telle une marque cousue sur des vêtements, permet biochimiquement la reconnaissance du soi. Toute intrusion dans l'organisme d'un élément qui porte cette marque individuelle, cet antigène, est acceptée. Mais tout intrus qui porte un antigène différent est immédiatement combattu par des cellules spécialisées agissant seules ou en présence d'anticorps portés

sur la membrane de cellules spécialisées.

À l'exception de tolérances particulières pour le fœtus, qui n'est que pour moitié conforme à l'antigénicité de sa mère, et pour certains cancers dont les antigènes sont peu différents de ceux de l'organisme qui les abrite, tous les corps et substances étrangers porteurs d'antigènes différents sont systématiquement combattus par la mobilisation de macrophages et de lymphocytes et la sécrétion d'anticorps spécifiques.

À ce jeu immunologique sans pitié, il y a toujours au bout du compte un gagnant et un perdant. Soit, après une lutte épineuse, la maladie, — l'hôte gagne et l'intrus est rejeté, soit l'hôte perd et c'est sa condamnation à mort.

Deuxièmement, un parasite ne peut vivre sans son hôte. La disparition de l'hôte signe la mort du parasite, l'interruption de son cycle de vie.

sur des circuits d'alimentation ou de collecte d'ordures : le développement et la croissance du parasite sont subordonnés obligatoirement à son passage chez l'homme, chez un hôte intermédiaire, un petit escargot aquatique, et dans l'eau.

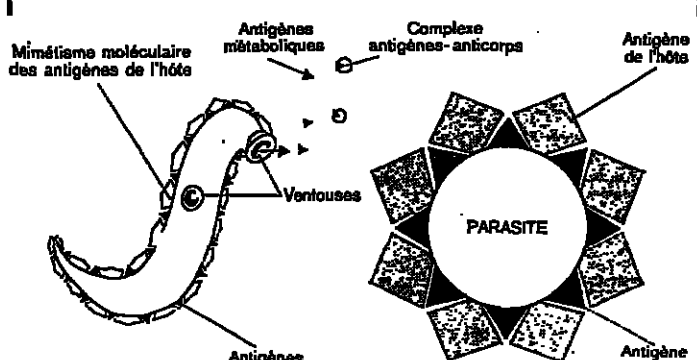
Chez l'homme, infesté généralement par la plante des pieds, les vers adultes s'installent dans les vaisseaux sanguins de divers organes internes où ils peuvent survivre en « menageant leur hôte » ; nous y reviendrons. La plupart des œufs produits durant cette période par les parasites femelles restent enfermés dans les tissus, mais certains s'échappent à travers la paroi intestinale ou celle de la vessie, et sont évacués dans l'urine ou les excréments.

Lorsque les œufs parviennent à l'eau libre, ils éclosent, et les larves aquatiques ou microscopiques se multiplient pour former des milliers de larves de deuxième génération, les cercaires.

Lorsqu'elles quittent leur hôte intermédiaire, les cercaires se déplacent dans l'eau en quête de leur hôte définitif qui est l'homme. Lorsqu'elles l'ont rencontré, elles pénètrent dans son organisme à travers la peau et se transforment en adultes, poursuivant ainsi le cycle indéfini, en rendant l'homme amoindri, malade certes, mais sans le tuer. L'hôte supporte, en effet, pendant une très longue durée le schistosome, et le parasite ne peut vivre sans son hôte.

(Lire la suite page 16.)

## Mimétisme moléculaire



On peut schématiser de la façon suivante la manière dont le schistosome, ver parasite possédant deux ventouses, se comporte pour être toléré par son hôte. Le ver se recouvre des antigènes de l'hôte qu'il a copiés avec ses propres machineries cellulaires, de façon à masquer ses propres antigènes qui, étant différents, provoqueraient autrement une attaque de l'hôte contre lui. Ainsi protégé, à la façon du loup qui se recouvre d'une peau de mouton pour passer inaperçu dans la bergerie, le ver excrète néanmoins par sa ventouse buccale des antigènes qui lui sont propres et qui provoquent des réactions de défense inefficaces contre lui-même, mais efficaces contre tout nouvel envahisseur de la même espèce.

À côté, le schéma représente très symboliquement comment les antigènes du parasite, en noir, peuvent être masqués par ceux de l'hôte, en gris, grâce à une astuce moléculaire de l'évolution.

## LA STÉRILITÉ FÉMININE

De nombreuses causes encore à découvrir

par le docteur ALBERT NETTER

FONDER une famille n'est pas donné à tous les couples ; on peut estimer à 15 % environ (cela varie avec les statistiques) le nombre de couples frappés de stérilité involontaire, avec un égal partage de responsabilité entre l'homme et la femme. Dans une chronique antérieure (1), nous avons fait mention d'un phénomène inquiétant : la baisse des capacités spermatozoaires de nos contemporains par rapport aux hommes de la génération précédente (il y a vingt-cinq ans). D'autres publications récentes semblent confirmer le phénomène que nous attribuons (peut-être à tort) principalement à la pression de la société sur l'individu et à la restriction des libertés qui en résulte.

Notre propos est d'attirer l'attention sur les changements qui sont survenus dans les causes de l'infécondité féminine, dans les dernières années. Ici nous nous concentrons sur les causes de stérilité féminine, dans les dernières années.

Autrefois, mettons il y a trente ans, la plupart des stérilités féminines étaient dues à l'infection. Cette infection pouvait se localiser en divers points de l'appareil génital : essentiellement le col utérin, les trompes qui relient l'utérus aux ovaires, le péritoine qui recouvre la partie abdominale des organes génitaux. Elle intervenait, lorsqu'elle atteignait le col, en empêchant la montée des spermatozoïdes dans l'utérus par les modifications physiologiques qu'elle imposait à la sécrétion du col. Lorsqu'elle touchait les trompes, elle obstruait ces conduits étroits, ou elle détruisait leur revêtement muqueux si nécessaire à la nutrition de l'œuf.

Ces infections avaient de multiples raisons dont les trois principales étaient la tuberculose génitale, la blennorragie — maladie vénérienne — et les avortements clandestins effectués sans précaution d'asepsie — deux qui rendaient maintenant le phénomène accessible à chacun de nous, en France selon les estimations.

L'impairfait que nous avons

employé dans nos phrases précédentes, est destiné à montrer le contraste saisissant de fréquence avec l'époque actuelle. Cela ne veut pas dire que toute infection ait disparu, mais le traitement par les antibiotiques de la blennorragie masculine (chez la femme la maladie est souvent inapparente au début) a fait régresser considérablement la maladie. La stérilité n'en est pas encore complètement débarrassée, et la blennorragie subit de temps à autre une recrudescence inquiétante. Mais la salpingite blennorragique (infection des trompes) a subi une décroissance que l'on peut chiffrer aux alentours de 90 %. Il en va de même des infections qui suivent les avortements. Le taux des avortements volontaires est en diminution à mesure que s'étend l'emploi de mesures anticonceptionnelles efficaces. En outre les antibiotiques ont considérablement réduit le nombre de leurs complications infectieuses. La disparition de leur clandestinité devrait également intervenir dans le même sens. Quant à la tuberculose génitale, nous ne l'observons plus ainsi dire plus depuis la vaccination par le B.C.G. et les progrès de l'hygiène.

À l'énoncé de pareilles constatations, on devrait être optimiste et considérer que la fréquence de la stérilité devrait diminuer. Disons que le fait n'apparaît pas à l'évidence. Tout simplement cette pathologie a changé, comme a changé toute la pathologie. Même avant que nous ne disposions de moyens à opposer aux maladies, ce qui était pratiquement le cas il y a 40 ans, ces maladies avaient une histoire naturelle : elles naissaient, vivaient et mouraient mais elles demandaient un temps considérable, et seuls pouvaient s'en apercevoir de grands esprits comme Charles Nicolle. Le prodigieux essor de la thérapeutique rend maintenant le phénomène accessible à chacun de nous, en France selon les estimations.

L'impairfait que nous avons

### Deux facteurs principaux

En matière de stérilité, nous voyons croître l'importance de deux facteurs :

- l'endométriose,
- l'absence d'ascension des spermatozoïdes dans le col utérin.

L'endométriose est une curieuse maladie car c'est une autogreffes : la membrane qui tapisse l'intérieur de l'utérus s'appelle l'endométrie. C'est un tissu qui change chaque jour de configuration, sous l'influence des hormones ovariennes. Lors des règles, cette membrane se détache par menus fragments mélangés au sang, et s'évacue avec lui par le vagin. Or, parfois, des fragments sont expulsés par les trompes dans la cavité abdominale et peuvent se greffer sur les trompes, les ovaires, le péritoine. Ils y prennent vie, saignent chaque mois et entraînent intérieurement des désordres parfois considérables : douleurs, adhérences empêchant totalement le transit normal des spermatozoïdes et de l'ovule. On a pu constater récemment que l'incision d'un instrument comme une curette dans l'utérus, augmentait la fréquence de l'expulsion intra-abdominale de fragments d'endométrie et que ces fragments étaient plus gros que ceux qui peuvent s'expulser normalement au moment des règles.

Nous avons pour notre part, depuis longtemps, constaté que les stérilités étaient beaucoup plus fréquentes chez les femmes ayant eu un ou plusieurs curetages que chez les autres. Le rapprochement de ces deux faits nous paraît justifier l'opinion que le curetage favorise la naissance de l'endométriose péritonéale, elle-même souvent génératrice de stérilité.

L'absence d'ascension des spermatozoïdes dans le col est en cause dans un très grand nombre de stérilités. Pour l'accuser, toutefois, il faut des précautions minutieuses : la constater à plusieurs reprises et surtout au bon moment, car le col n'est perméable aux spermatozoïdes que quelques jours (avant ovulation) ; et chez certaines femmes quelques heures. Il ne peut être dans notre propos de décrire la technique correcte du test, mais seulement ici de constater que, correctement effectué, il se montre anormal dans une grande proportion de cas. Ce défaut, comme on peut le deviner, ne tient pas à une maladie, mais à un monde de maladies ou de défauts plus ou moins difficiles à détecter. Il n'est parfois même pas facile de savoir si c'est le sperme qui est en cause ou si c'est la sécrétion du col, car il est

des cas où tous deux paraissent sensiblement normaux et où le test est pourtant déficient.

Des recherches doivent être faites si l'on veut découvrir les causes encore obscures. Il y a enfin toute une série de cas où tout paraît normal et où pourtant la fécondation ou la nidation de l'œuf fécondé ne se fait pas. Un exemple malheureusement bien classique est celui des taux de fécondation obtenus par les centres d'insémination médicale.

Avant de procéder à une insémination, on s'assure que du côté de la femme, tout paraît normal : cliniquement, biologiquement et radiologiquement.

Or, dans les centres qui ont les meilleurs statistiques (celui de Nicker est en tête), les succès ne dépassent pas 55 %. C'est que la qualité de l'ovule est jusqu'à présent incontrôlable, et que bien d'autres phénomènes nous échappent sans doute.

On a beaucoup parlé ces dernières années des problèmes anticonceptionnels et plus récemment de ceux, donc, de la stérilité. L'impossibilité morale de poursuivre la grossesse, ce sont là, c'est vrai, des questions fondamentales. Elles commencent à devenir moins aiguës, et c'est fort heureux.

Que l'on songe maintenant à ceux que la nature a déshérités, aux deux sens du mot, en les privant de descendance.

Les pouvoirs publics, qui paraissent décidés à promouvoir une politique de la famille, feraient bien de penser à cet aspect de la question et profiter de ce que la France est, à ce sujet, à la pointe du progrès, grâce à des équipes remarquables, pour faire un sérieux investissement sur nos jeunes générations de chercheurs, physiologistes, zoologistes et médecins.

(1) Le Monde du 19 février 1975.

**Que faire devant une intoxication ?**

**toxicologie clinique et analytique**

J.P. FREJAVILLE - R. BOURDON

25.000 produits indexés et analysés par le Centre anti-poison Fernand Vidal

Intéresse tous les médecins, pharmaciens, laboratoires

1.120 p. - 175 F

**flammarion médecine-sciences**

20, rue de Vaugirard - 75006 Paris

**ROBERT L'AFFONT**

"Ce livre est une bible qu'il faut lire et relire"

Professeur Milliez (Le Figaro)

**HENRI BARUK**

de l'Académie de Médecine.

**Des hommes comme nous**

Mémoires d'un neuropsychiatre

**SCIENCE & VIE**

DES "DEFOLIANTS" DANS VOTRE ASSIETTE



# RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 3 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

A 14 h. tous les jours.

## Le temps de vivre.

Jacques Padel et Jean-Michel Létien

France-Inter.  
Écoutez la différence.

20 h. 30. Rétrospective : Les Jeux d'hiver (1924-1972) de D. Costello.

21 h. 30. Émission littéraire : De vive voix de J. Ferriot et Chr. Collange (la prostitution est-elle un mal nécessaire ?).

Avec le docteur Claude Mailard (pour « Les Proximités »), le docteur Tormann (pour « Réalités et Problèmes de la vie sexuelle de l'enfance à l'âge adulte »), Claude Jaget (pour « Une vie de pute », et Barbara, porte-parole des prostituées.

22 h. 30. Émission musicale : Duo M. Masson (violin) et M. Blanchot (piano).

Samedi, dimanche et « Télérama » de Ravel.

22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Les dossiers de l'écran : « L'étrange de Boston », film de R. Fleischer (1988), avec T. Curtis, H. Fonda, G. Kennedy, M. Keelin. L'histoire vraie du criminel qui, au début des années 60, égarait trois femmes à Boston.

MERCREDI 4 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 13 h. 35 (C), Les visiteurs du mercredi, et à 14 h. 25, Les Jeux olympiques d'hiver.

20 h. 30. Jeu policier : L'inspecteur mène l'enquête, de L. Godevalis et M. Favaux ; 22 h. J.O. (résumé filmé) ; 22 h. 15. Enquête psychologique : La mariée de J. Moussau (première partie : Qui épouse qui ?) ; réal. E. Kneuzé.

23 h. 10. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 14 h. 25 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. 25, Les Jeux olympiques d'hiver, et à 16 h. 20, un jeu.

20 h. 30. Série : Police story ; 21 h. 30. Magazine d'actualités : C'est à dire ; présentation J.-M. Cavada.

(Voir « Tribunes et débats ».)

23 h. 10. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. Pour les jeunes : Trois contre X ; 20 h. Émissions régionales.

VII

## L'émotion dans les lunettes du conteur

On mesure mal le poids de l'histoire. Les aléas accumulés de la vie humaine se déposent d'épaisse couche de vernis sur les physionomies de ceux qui s'y sont distingués et effacent comme par magie leurs traits les plus beaux. Ainsi, Gilles de Rais, entré lundi dans la galerie de portraits ouverte par Alain Decaux, à la télévision, bénéficiait-il, au même titre que les autres, de cet éclairage indirect dont la popularité se tisse de respect.

Et d'abord, cet homme aux mille et un petits garçons, ce personnage indéchiffrable au visage anonyme, monstre dépravé ou juste dévoyé, qui était-il ? Ce n'était pas n'importe quel. C'était un grand, un très grand seigneur. Il fallait voir l'air derrière les doubles carreaux de l'écran et des lunettes le regard du conteur, dressant l'inventaire des biens rendement, rudement accumulés par la famille.

Une famille pousse au crime, plaidait l'accusé du procès de Nantes : il n'avait pas attendu Freud pour rejeter ses torts sur ses parents. Un père mort trop jeune, un grand-père trop indulgent.

Alain Decaux reprend l'accusation à son compte et, craignant sans doute que cela ne suffise pas à blanchir son client, cherche d'autres coupables. Ils sont vite trouvés. Tout cela, c'est de la faute aux Anglais. En apprenant la fin atroce de Jeanne, la seule femme (et pour cause) qu'il ait aimée, admirée, son compagnon d'armes s'effondre et se retire dans ses terres, brisé. Là, il va chercher à se distraire, quoi de plus normal. Et puis, un jour qu'il batifole, le poignard à la main, avec un adolescent, il le lui enfonce dans le dos, le tue, et parvient, le cite, au paroxysme d'un paroxysme. Comment ne pas chercher à renouveler, après cela, un plai-

dir aussi rare et aussi prolongé ? N'a-t-il pas confessé avoir « commis le crime de sodomie » avant, après et durant la mort de ses jeunes victimes. A noter qu'il ne manque jamais, après coup, de prier pour leur salut. En attendant, les corps s'amoncellent dans ses caves de Champtocé et de Tiffauges, et les têtes se succèdent sur sa cheminée, en souvenir de ces folles nuits.

Évoquée sur un ton de compréhension empathique, ponctuée de reproches de pure forme, cette vie de château donnerait à rêver plus qu'à trembler si les chaînes ne s'étaient vidées de leur or au fur et à mesure que les coffres se remplissaient d'or. Ces « pages », les rabatteurs de Gilles de Rais ne les avaient pas cher. Parfois même une bouchée de pain, à proprement parler. Seulement, vu le nombre, et les traits entraînés par sa garde, ces chœurs — il était très musicien — et ses alchimistes.

Père de magie, il n'est jamais allé — on le marquera à son crédit — jusqu'à donner son âme au diable. Il préférait lui apporter le sang, les yeux et le cœur de ses amants. Si bien que, lors de son arrestation, en septembre 1440 (l'aurait-on appréhendé sans cela ?), lui, si fabuleusement riche, il était complètement ruiné. Triste fin. Mais éblouissante : sur le bûcher, il supplie saint Jacques et saint Michel, devant la foule agenouillée, d'intercéder en sa faveur auprès du Très-Haut.

On serait curieux d'entendre, un jour, Alain Decaux nous raconter, à sa façon, Adolphe Hitler : parti de rien, arrivé au sommet, tombé au plus bas, quel destin ! J'entends d'ici la description de la scène du suicide dans le bunker, à Berlin. On en aurait la larme à l'œil.

CLAUDE SARRAUTE.

La collaboration d'Antenne 2 et de la principauté de Monaco (associées par l'intermédiaire de Radio-Monte-Carlo dans la récente opération du Festival des neiges à Briançon) se poursuit. Plusieurs équipes de la deuxième chaîne s'installeront en effet dans

la Principauté du 12 au 22 février et retransmettront les principales manifestations du festival de télévision qui aura lieu pendant cette période. De nombreuses émissions seront également diffusées en direct depuis le Sporting-Club de Monte-Carlo.

## Après "les dossiers de l'écran" Un livre de grande actualité contre le viol

Pierre HORAY éditeur

Vers 22 h. Débat : « Les fous criminels ». Avec la participation des docteurs Michel Bassech (psychiatre), Gérard Zeng (sociologue), de M. Colette de Marjerie, de M. Jean-Paul Sogner (journaliste) et Michel Roché (docteur).

23 h. 15. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « Le Retour de Sabata », de F. Kramer (1971), avec L. Van Cleef, R. Schone, A. Incontrata. G.-P. Albertini.

Un ancien officier de l'armée suisse, tireur d'élite, s'oppose à des flics qui font la loi dans une ville du Texas.

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. Dialogues : « Einstein, l'horloge atomique et les trois noirs », coproduction des Sociétés Radio-Canada et Radio-France ; 21 h. 20. Musiques de notre temps ; 22 h. 30. Entrées avec Léo Malet ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 55. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert ; 20 h. 30. Les jeunes Français sont musiciens, avec Jacques Vandewille, hautbois, et Georges Rabot, clarinète, orgue et piano forte : « Sonates » (J. de Haendel, Geminiani, J.-S. Bach), « Romances » (Schumann), « Sonates » (Debussy), « Sérénade » (M. Orlan), « Soliloque » (C. Banti), « Fantaisie » (Kreutzer), « Sonate en si mineur majeur » (Handel) ; 22 h. 30. Les dossiers musicaux : « Méditerranée », par M. Cadieu. Musique espagnole contemporaine de Luis de Pablo ; 24 h. Non écrite, par Ahmed Essayd ; 1 h. La clé : « Irrésolutions résolues », par A. Almuro.

20 h. 30. « Hommage à Marcel Pagnol » : « Nais », de R. Lebourrier et M. Pagnol (1949), avec Fernandel, H. Poupin, J. Bouvier, R. Pollegri (N.).

La fille d'un fermier provençal est séduite par le fils des patrons. Le fermier veut tuer le séducteur. Le marié, épris de la jeune fille, déjoue les tentatives de meurtre.

22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. « Tous les Français sont égaux devant la loi ». Les formes et la loi française, par C. Frère ; 21 h. 30. Musique de chambre ; 22 h. 30. Entrées avec Léo Malet, par H. Juin ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 55. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert ; 20 h. 30. Orchestre national de France direction K. Kozumli, avec France Claret, pianiste : « Don Juan » (Strauss) ; « Concerto en la mineur pour piano et orchestre » (Scriabine) ; « Prélude à l'après-midi d'un faune » (Debussy) ; « L'ascension » (Messiaen) ; 22 h. 30. Les dossiers musicaux : « Méditerranée », par J.-P. Olivier ; 24 h. Non écrite, par Ahmed Essayd ; 1 h. La clé : « Irrésolutions résolues ».

## TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 3 FÉVRIER

Un dossier d'actualité est ouvert par France-Inter, à 19 h. 30, et sera ensuite tous les mardis.

La société lorraine de psychologie exprime son opinion à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

MERCREDI 4 FÉVRIER

L'Académie de Stanislas s'exprime à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

M. Jean Lecanuet, ministre d'État, garde des sceaux, est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire », qui comporte notamment un reportage sur la secte Moon, sur Antenne 2, à 21 h. 30.


★ Moufflard, 22 heures.

EAU MINÉRALE NATURELLE GAZEUSE

bassin de Vichy

# Saint-Yorre

RÉGULARISE L'ACTIVITÉ HÉPATO-BILIAIRE



# ARTS ET SPECTACLES

## Expositions

### LES SHAKERS AUX ARTS DÉCO

On l'appellait Ann Lee ; elle s'appelait Ann Le Verbe. Elle était l'un des huit enfants d'un forgeron de Manchester. A vingt-deux ans, elle rejoignit un groupe religieux apparenté au « Quakers » et aux « prophètes français » (les réfugiés camisards), qu'on nommait non sans ironie les « Shakers Quakers », à cause de leur agitation lors des danses rituelles. Ils étaient alors persécutés, en tout cas opprimés et pourchassés. Ann fut un jour jetée en prison pour avoir troublé le repos dominical. Elle finit par avoir « l'inspiration » de s'embarquer pour le Nouveau Monde (en 1774) avec quelques-uns de ses adeptes et tous ses espoirs de vie communautaire, sa foi, ses croyances en la double nature de Dieu : masculine et féminine. Cela a son importance : chez les shakers (si peu connus en Europe), hommes et femmes étaient égaux, tous les hommes étaient égaux, la discrimination raciale n'existait pas.

Ce n'est pas le seul apport positif de cette secte chrétienne qui connut un essor assez considérable dans l'Amérique du dix-neuvième siècle, plus grande que la centaine des autres communautés utopiques qui y fleurirent, et différente de celles-ci en ce sens qu'elle ne visait pas à modifier la société, mais seulement à montrer l'exemple. Les Shakers, avec leur idéal, leur rigueur stricte, leur vœu de célibat, leur soumission à la communauté, leur abandon de tout bien personnel au profit de la collectivité, furent les seuls à penser et à développer, en relation avec leur croyance, un mode de vie, un environnement personnels.

Pas tout de suite, bien sûr, il fallut d'abord qu'ils s'adaptent au milieu avant de s'affirmer, avant de prospérer. Ils commencèrent par utiliser du matériel aux formes traditionnelles apporté par les colonisateurs, à se servir des mêmes ustensiles, des mêmes vêtements, avant d'établir leur propre esthétique en symbiose avec leur idéal de paix, d'ordre, de simplicité, de pureté.

Les communautés Shakers, en pleine expansion au dix-neuvième siècle — il y en avait une vingtaine, surtout au nord-est du nouveau continent, n'ont pas seulement conçu leur habitat, fabriqué leur mobilier et les produits d'usage courant, y compris les médicaments. Ils se sont lancés, après 1850 surtout, dans la production industrielle, selon un système très moderne fondé sur la division du travail, échappant à l'exploitation de la main-d'œuvre, aux drames du chômage et de la misère liés au développement de la société.

L'exposition, qui nous vient de Munich, est fort bien faite. Ce qu'il y a sur les murs en dit assez long pour permettre de se passer du catalogue (très complet). Elle donne l'aide de photos, documents, textes, un aperçu de l'histoire, des coutumes, du mode de vie, des principes des Shakers, en plus de la présentation du mobilier et des objets réalisés par la communauté. Une exposition sobre et nette, à l'image de cette production qui bannit l'ornement, le superflu, au profit de l'adéquation de la forme à la fonction, et fait preuve d'un étonnant esprit d'invention.

L'architecture des communautés en témoigne, avec ses grandes maisons allant jusqu'à cinq étages, aux façades toutes nues et simples, en fait de bois ou en briques, percées de fenêtres à petits carreaux, et ordonnées selon une symétrie répondant au principe de séparation des hommes et des femmes : avec notamment cette étable ronde à ossature en bois où le loir était engrangé au troisième étage et, de là, apporté directement aux mangeoires disposées en cercle.

L'intérieur des maisons, propre, clair, spacieux, confortable, et son mobilier informel mieux encore sur ces gens, leur sens du pratique, de l'économique, du bien-être aussi, de la qualité et du durable. Leur création la plus célèbre, qui fut largement diffusée, est celle des chaises et des rocking-chairs en bois de hêtre, de pin, d'érable, de chêne teinté clair ou foncé. Chaises au dossier généralement haut, à trois ou quatre barreaux, et sièges de copeaux de bois tressés ou de textiles tissés en damier, ou à rayures de deux couleurs, et qui s'adaptaient aux besoins de variantes — dans la forme des pommeaux des montants ou dans la courbure des accoudoirs. Fabriqués en quantité à Lebanon, ils étaient vendus à prix honnête, selon leurs dimensions.

On peut admirer aussi les guéridons, les tables, les portemanteaux, et surtout ces boîtes ovales en copeaux, les petits paniers tressés, les outils, les bûches et ce poêle en fer en forme de pyramide tronquée à pieds droits cylindriques et plateau circulaire, chef-d'œuvre de purisme.

Tout dans cette production, du plus petit objet au plus gros outillage, est fini, impeccable et parfaitement adapté. La marque Shaker, label qualité.

GENEVIEVE BREERETTE.

★ C.O.L. 107, rue de Rivoli, jusqu'au 28 mars.

## Variétés

JACQUES MARTIN

Jacques Martin a longtemps cherché son style et sa forme, un peu comme autrefois les artistes du vaudeville américain, W. C. Fields, les frères Marx, qui tiraient la matière de leur spectacle de leur propre expérience dans les longues tournées qui n'épargnaient pas les trous perdus du Middle West. Depuis plus d'un an, Martin est devenu un personnage du petit écran ; en même temps, il est entré dans le colloque, le monologue, avec un univers large, des personnages multiples pris dans le quotidien, dans des souvenirs, dans l'actualité, des caractères comme saisis au vil et nombreux, divers.

Le cœur — qu'il présente au Théâtre Fomine contient apparemment les mêmes schémas que ceux de l'année dernière. Martin raconte toujours la psychanalyse et la Breugnot colonisée par les Français, la dignité qui ne court pas les rues et l'accordéoniste qui exerce aussi la magistrature suprême. Les personnages sont sensiblement les mêmes : l'ancien marconaire en Angleterre, aujourd'hui chef du personnel et membre actif de l'association « Laïques-vieilles » ; le restaurateur de la Côte d'Azur qui colle sur sa Rolls l'affiche « L'écrit l'Humain-Dimanche », et péle-mêle, Dieu, le chanteur à la mode, le vieux paysan, le préretraité et la tête de Turc, Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui a remplacé le général de Gaulle, et que l'on retrouve, au début des sketches, métrer ou capitaine de C.R.S., ou encore affinant une Marche lorraine apprise par correspondance. Pourrait le spectacle apparaitre entièrement neuf. Sans doute d'abord parce que Martin joue en virtuose, et avec une totale disponibilité d'esprit, sur l'immense clavier de la vie.

Jacques Martin lance le trait juste, précis, piquant, caricatural, pratique l'humour, l'humour féroce, d'aujourd'hui avec un esprit satirique que ne renierait pas Groucho Marx, s'adresse à un spectateur invisible, fait parfois dépendre le burlesque de la parole, aussi bien de la sonorité que du sens, intègre les bribes de musique, de chansons comme autant d'éléments comiques. A l'angle d'une histoire, il ne dédaigne pas l'« énigme », mais celui-ci est tout de suite rangé et les mots, les gestes, les sons apparaissent une profusion humaine derrière un regard lucide, sans complaisance.

Il y a des comiques grossiers, d'autres au langage hermétique, codé. Martin, qui ne doit rien à personne, qui a sa propre lecture des événements et de la vie, sait être intelligent et populaire, drôle et émouvant. Il y a dans son répertoire des moments très beaux, des petits chefs-d'œuvre d'humour.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Théâtre Fontaine, 21 heures.

La première publique du film « A cheval sur le tigre » de Luigi Comencini, a lieu en présence du réalisateur, ce mardi 3 février, à 22 heures, au Studio Médias, 3, rue Champollion. La projection sera suivie d'un débat.

Le danseur Rodolph Nouzer, souffrant, aura un remplacement, ce mardi 3 février, au Palais des sports, pour la représentation de « La Belle au bois dormant ». Les places restantes peuvent être remboursées aux guichets ou par lettre recommandée.

D'autre part, ce même mardi, Ernst Gutstein sera finaliste dans « Le Chénier » à la rose, de Robert Strauss, au palais Garnier, le titulaire du rôle, Raymond Wolanski, ayant eu une indisposition.

1ère LE 5 FÉVRIER  
LOCATION OUVERTE

## GYMNASÉ MARTEBEL

PIERRE MONDY  
ANOUK FERJAC  
WILLIAM SABATIER  
dans  
*Simon le bienheureux*  
Comédie de SIMON GRAY  
Adaptation de MATTHIEU GALEY

Mise en scène de MICHEL FAGADAU  
avec  
JACQUES GRIPEL  
MARIE CHRISTINE ADAM  
SYLVAIN ROUGERIE  
et  
PAUL CRAUCHET

SOIRÉE 20h30. Matinée DIMANCHE 15h. Relâche lundi  
38 Bd BONNE-NOUVELLE, métro Bonne Nouvelle. Parking assuré  
LOCATION THEATRE (770 16 15) ET AGENCES

Musique  
PAILLASSE = l'Opera du

MERCREDI  
CH  
GRAND  
DIVINE  
PAROLE  
DEL  
P  
N  
J  
V  
DU 17 FÉV  
AU 14 M  
GEM  
VINGT  
QUATRE  
HEURES  
RO  
P  
JUSQU'À  
LA  
Il était une  
PROGRAMMEUR VII : LA JOURNÉE  
16 heures  
PRO  
de  
DÉ  
et  
L'ASSOCIATION POUR

مكتبة من الأصل



## ***Création d'un conseil scientifique sur les applications spatiales...***

brera aussi bien sur les programmes que sur les investissements que sur le plan d'organisation, les prévisions de recettes et de dépenses, les dépenses de fonctionnement, d'activité et le bilan annuel, autorisera les négociations pouvant aboutir à des accords internationaux.

Le gouvernement tente ainsi de redonner une certaine vie au conseil d'administration du C.N.E.S. et qui jusqu'ici n'a pas existé depuis des années. Le gouvernement entend aussi surveiller désormais d'un peu plus près le C.N.E.S. et son fonctionnement puisqu'il nomme un commissaire du gouvernement auprès de celui-ci. Mais il ne faut pas croire qu'il se fasse communiquer à tout moment les documents et les décisions du C.N.E.S. Il faut tout d'abord procéder ou faire procéder à toute vérification. — D. V.

## écologie

à l'ordre du jour du conseil d'administration et des délibérations adoptées ». Il a un délai de dix jours pour faire opposition à l'exécution des mesures adoptées par le conseil d'administration. Si l'opposition, le commissaire du gouvernement en réfère immédiatement au ministre de l'Industrie et de la recherche qui doit se prononcer dans le délai d'un mois ».

La double réorganisation de la recherche océanologique et du C.N.E.X.O. a manifestement pour but de mettre le C.N.E.X.O. plus directement sous le contrôle du ministre de l'Industrie et de la Recherche, et de donner une impulsion à la coopération entre les divers organismes ou administrations intéressés par la mer et d'augmenter l'interdisciplinarité des programmes.

Il faut espérer que la réorganisation de l'énergie et de l'eau s'accompagnera d'une augmentation sensible des crédits attribués à la mer. La progression des sommes de l'enveloppe recherche océanique est en effet très faible, et passe très rapide, surtout si on tient

de 134,3 millions de francs (dont 89,9 au C.N.E.X.O.) en 1971, on est passé en 1975 à 240,5 millions (dont 156,1 au C.N.E.X.O.). L'Allemagne fédérale a consacré à l'océanologie 133,6 millions de francs en 1971 et 394 millions de francs en 1975.

Y. R.

**de se réformer**

**L'Académie des sciences n'a cessé de se réformer pour s'adapter à son temps, estime le professeur Kastler**

Ainsi, alors qu'un membre du province du comité national du C.N.R.S., quel que soit son grade dans la hiérarchie scientifique, bénéficie du remboursement de ses frais de voyage et de séjour lorsqu'il vient assister à Paris à une séance de la commission du C.N.R.S., le membre provincial de l'Académie des sciences doit payer de sa poche ses frais de déplacement lorsqu'il vient participer à une séance de l'Académie. Et lorsqu'il est rétribué, il n'a même pas

de fonction de ses impôts. Autre exemple : alors que les universités françaises ont subi pendant des décennies *their horrid cause*, en leur offrant le voyage et l'hôtel, l'Académie, après avoir été un « croûte à l'étranger », est devenue un « croûte à l'hôte ». Heureusement, grâce à des dons généreux qui lui proviennent pas de l'Etat, l'Académie a pu mener des travaux et des campagnes de plusieurs grands prix, de l'ordre de grandeur des prix décernés par l'Académie suédoise ou par l'Académie italienne de la langue. Elle a même eu le talent de distinguer une œuvre importante dans le domaine des sciences physiques et mathématiques, la mécanique des fluides, le domaine des sciences biologiques. A côté de ces prix, le grand prix de l'Etat est fait, maisigre figure, puisque chaque Français peut se le voir attribuer, et il n'est d'ailleurs que 0,07 centime. Il en est d'ailleurs de même des « grands prix » accordés par l'Etat aux autres académies de l'institut.

En résumé, l'heure actuelle des cinq académies ni l'institut de France lui-même ne disposent de l'autonomie financière réclamée depuis de longues années par les universités. Elles ne disposent d'enseignement supérieur jouissent de cette indépendance. Et il est assez piteux de penser que le chancelier de l'institut, autorité mondiale en matière de l'enseignement, ne dispose pas de la même indépendance que le ministre des finances en personne mineur.

L'Académie des sciences mérite certainement le reproche de ne pas se prêter à la mode actuelle qui tend à soumettre les finalités de la science à un utilitarisme primitif et à courte vue. Peut-être qu'un jour futur ce qui est aujourd'hui défiant redeviendra vertu.

défend Pierre Mendès France sont nécessaires dans toutes les Républiques, celle d'aujourd'hui comme celle d'hier. Il était bon qu'on le rappelle avec tant de rigueur et d'exemple. Mais la République d'aujourd'hui ne repose pas seulement sur la vertu. Elle repose aussi sur l'organisation. Son problème n'est pas de proposer la vertu, mais d'attirer l'une à l'autre. Jaurès disait que le fleuve est fidèle à sa source quand il descend vers la mer. On se prend à regretter que Pierre Mendès France rejette cette forme de fidélité au profit d'une autre : la fidélité à la vérité guide leurs pas » est un livre dressé à contre-courant, pour un retour à la source.

**MAURICE DUVERGER.**  
★ Pierre Mendès France, *La vérité*  
gondait leurs pas. Gallimard. Collec-  
tion « Témoins », 260 pages, 36 F.

---

**UNESCO**

## LE SERVICE D'INFORMATION EST RÉORGANISÉ

Le service d'information de l'UNESCO vient d'être réorganisé. Jusqu'à présent, il comprenait deux divisions : celle de la presse, dont le responsable était un Français, M. Jacques Guérif, et celle de la radio et de l'audiovisuel (M. Gerald Wade). Il y aura quatre secteurs : presse

et d'information audiovisuelle (M. Gerald Wada, États-Unis) diffusion du matériel d'information et promotion de l'image de l'UNESCO (M. Jean-Baptiste De Lucio, Suisse); relations publiques et événements (M. Leoni Attinelli, Italie); *Courrier des UNESCO* (M. Sandy Koffler, États-Unis).

D'autre part, les unités régionales ont été créées, sous l'égide de la Division, pour l'AFRIQUE, l'AMÉRIQUE latine, l'AMÉRIQUE du Nord, l'ASIE, les États arabes et l'Europe.

M. Jacques Gudin, qui était chef de la division de la presse depuis 1968, devient directeur adjoint de l'information aux côtés de M. Léon Davico, qui en est le directeur depuis la fin de décembre 1975.

**ÊTES-VOUS À LA PAGE ?**  
Toutes les adresses - bonnes et mauvaises - du quartier de l'Odéon... 27 vins exceptionnels, inépuisables et bon marché... Le Guide de Rennes... Alsacien, pays de campagne... Martinique tristes les cartes postales! Vous serez toujours à la page en lisant **Le Nouveau Guide Gault-Millau**.

# Air France à Roissy: chaque semaine 68 vols vers la Suisse.

**Zurich, Genève, Bâle.**

**A partir de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, Air France assure  
68 vols par semaine en direction de Zurich, Genève et Bâle\*.  
De Paris aux grandes villes suisses,  
il n'y a qu'un pas qu'Air France franchit tous les jours.**

**Province: des liaisons directes avec Genève.**

**A partir de Bordeaux, Toulouse et Nice, Air France assure  
13 vols directs par semaine vers Genève.**

## Des tarifs qui vous intéressent.

Si vous voyagez le samedi ou le dimanche, vous paierez moins cher grâce au "tarif week-end"

Ce tarif est valable pour la Suisse comme pour la majorité des destinations de l'Europe du Nord.

Et si votre conjoint vous accompagne, il, ou elle, ne paie que la moitié  
du tarif normal, pour un voyage de cinq jours maximum.  
Ceci sur l'ensemble des lignes européennes,  
même en première classe.

**Renseignez-vous auprès de votre Agent de Voyages ou d'Air France.**  
Ils vous en diront davantage.

# FLAIR FRANCE

### Un réseau très dense vers la Suisse.

\* Air Inter décroît également lors des Jeux Eulrope de Malhouse-Bé







| OFFRES D'EMPLOI                   | La ligne | La ligne T.C. |
|-----------------------------------|----------|---------------|
| Offres d'emploi Placards encadrés | 36,00    | 42,03         |
| minimum 15 lignes de hauteur      | 36,00    | 44,37         |
| DEMANDES D'EMPLOI                 | 8,00     | 9,18          |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 65,00    | 75,89         |

# ANNONCES CLASSEES

| L'IMMOBILIER                         | La ligne | La ligne T.C. |
|--------------------------------------|----------|---------------|
| Achat-Vente-Location                 | 26,00    | 30,35         |
| EXCLUSIVITES                         | 32,00    | 37,36         |
| L'AGENDA DU MONDE                    | 25,00    | 29,19         |
| (chaque mercredi et chaque vendredi) |          |               |

**offres d'emploi**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMBUSTIBLES**  
recherche  
**AUDIT INTERNE**

- E.S.C. Paris de préférence - D.E.C.S.
- Expérience Cabinet d'Audit ou Service d'Audit.

Rattaché à la Direction Générale, il est chargé des missions d'audit dans les agences et filiales françaises et étrangères (déplacements de courte durée).  
**POSTE à POURVOIR à Paris ou Châtelleraut.**  
Adresser curriculum vitae et rémunération souhaitée à M. le Directeur du Personnel MONTENAY S.A., 15, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

**offres d'emploi**

**CHEF COMPTABLE**  
**PRODUITS PHARMACEUTIQUES**  
**F 80.000.**

**FORMATION :** D.E.C.S. complet ou équivalent.  
**EXPERIENCE :** minimum 3 ans de préférence dans Société Américaine ou Cabinet d'AUDIT.  
Age minimum : 28 ans.  
Anglais courant indispensable.

Dépendant directement du Directeur des services comptables, il dirigera un service de 11 personnes. Responsabilités pour groupe de Sociétés, toutes opérations comptables, bilans, résultats, déclarations et analyses selon législation française et directives de la maison mère.

Lieu de travail : NOGENT-SUR-MARNE.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. sous n° 4104, L.T.P., 41, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, q. 2<sup>e</sup>.

**offres d'emploi**

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRODUITS CHIMIQUES POUR L'INDUSTRIE RECHERCHE**  
**INGÉNIEUR CHIMISTE**

débutant ou de préférence avec quelques années d'expérience. Doué d'initiative et du sens des responsabilités, aimant les contacts, il prendra en main le développement d'un groupe de produits, et sera chargé de l'assistance technique auprès des clients.

Connaissances en métallurgie appréciées. Anglais indispensable.

Lieu de travail : banlieue OUEST PARIS. Déplacements fréquents.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 5123 à PUBLIPANEL, 20, r. Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

**offres d'emploi**

**SVP**  
FOUR SES PROPRES SERVICES  
**jeune juriste**  
**droit social**

Licencié en Droit privé, chargé, au sein du service juridique, de résoudre les problèmes des clients et de répondre à leurs questions sur la théorie et sur la pratique du droit social.

**Information Carrière SVP 11.11** Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière, Référence 729 SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés, 65, av. de Wagram 75017 PARIS.

**offres d'emploi**

Filiale Française d'un groupe américain, spécialisée dans la fabrication de produits pour l'emballage.

Dans le cadre d'une structure élargie nouvellement mise en place recherche :

**VENDEUR**  
**HAUT NIVEAU**  
**POSITION CADRE**

- Pour cultiver 150 clients répartis sur Paris et France-Sud dans le secteur de la pharmacie et des produits beauté et cosmétiques.
- Résidence Paris ou banlieue Sud, nombreux déplacements de courte durée en province.
- Rémunération élevée pouvant motiver un homme de grande valeur.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 32101 C, à :

**ORES**  
Centre Vauxbans  
201, rue Colbert  
59000 LILLE

Groupement BOSSARD

**offres d'emploi**

**T.R.T.**  
recherche pour  
**LABORATOIRE D'OPTRONIQUE**  
**JEUNE INGÉNIEUR**  
**E.S.O. ou équivalent**

Pour étude et développement de matériels de visio nocturne faisant appel à l'optique instrumentale.

Adresser C.V., prétentions et photo, 5, av. Beaumour, 93500 LE PLESSIS-ROBINSON.

**offres d'emploi**

**Groupe Multinationale recherche pour Filiale Française**  
**CHEF COMPTABLE**

Ce poste comporte :

- tenue comptabilité de plusieurs sociétés (bilan, déclaration fiscale, etc.);
- animation et direction d'unité de personnel.

Le candidat retenu devra :

- être âgé de 35 ans minimum;
- avoir une formation supérieure comptable (D.E.C.S.);
- justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans poste à responsabilité analogue;
- avoir la capacité d'évoluer vers poste à responsabilité supérieure.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 31282 à J.R.P. PARIS (8<sup>e</sup>), qui tr.

**offres d'emploi**

**TRAINING SPECIALIST**  
**BILINGUAL ENGLISH**  
French, Dutch, German or Scandinavian

Do you have a background in training, teaching or behavioural psychology? If you do you may qualify for a position on our staff.

We shall train you to become an expert in creating and implementing training programs for industry. Our programs are designed to cover all aspects of training including management, supervision and specific employee skills.

There are automatic increases in salary. For the most dynamic candidates there is the opportunity for rapid promotion and high earnings.

There is no requirement for successful applicants to change residence.

Please send C.V. including salary history under reference n° 1.026 to SPERLAR, 12, rue Jean-Jaures, 93507 PUTEAUX, who will forward.

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**Les Forges de Strasbourg**  
**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**  
**AUX ACTIVITES DIVERSES :**

- MOBILIER DE BUREAU STRAFOR
- MACHINE OUTIL
- CHARPENTE METALLIQUE
- GROSSE CHAUDRONNERIE

recherche

**2 Jeunes Ingénieurs**  
**de HAUT NIVEAU**  
**X, Centrale, Mines, etc...**

- L'un, ayant une première expérience industrielle, âgé d'environ 30 ans, se verra confier des études de planification et de développement industriel. Réf. M.1105
- L'autre, de préférence débutant, sera chargé de missions au sein du bureau d'étude de STRAFOR, et sera appelé ensuite à prendre un poste de responsabilité en production. Réf. M.1106

Pour les deux postes, Anglais indispensable. Allemand souhaité. De larges possibilités d'évolution de carrière sont possibles dans un groupe jeune et dynamique. Résidence STRASBOURG. Les dossiers de candidatures — précisant la référence du poste souhaité sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par :

**DEVELOPPEMENT**  
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

**jeune HEC - ESSEC**  
**TECHNICO - COMMERCIAL**  
**DEUX - SEVRES**

Avec un effectif de 1.450 personnes et un C.A. de 200 millions, la Société est l'une des plus importantes entreprises françaises de carrosserie automobile. L'une de ses divisions qui transforme les véhicules de série en vue d'une utilisation particulière (ambulances, fourgons, transports agricoles, dépanneurs, etc.) recherche son responsable commercial. Fonctions essentielles : contacts techniques et commerciaux avec les grands constructeurs français et étrangers, les concessionnaires, recherche de nouveaux produits et nouveaux débouchés, action publicitaire, etc. Formation impérative (HEC, ESSEC). Expérience minimum 2 ans de la vente de produits techniques.

25, RUE MARBEUF 75008 Paris  
vous adressera note d'information et dossier de candidature sur simple demande. Réf. 631M.

**Société Provençale de Constructions Mécaniques,**  
leader dans sa branche,  
recherche

**chef**  
**service achats**

- Homme jeune - Formation industrielle indifférente.
- Expérience réussie dans la branche.
- Gestionnaire rigoureux et exigeant.
- Autorité - ascendant sur autrui.
- Résidence en Provence.

S'adresser à Pierre BOYER sous réf. 5262 B.

**ORES**  
10, La Canebière  
13001 MARSEILLE

**FACOM**  
recherche pour son Usine d'EZY-sur-EURE son Chef du Bureau de

**LANGEMENT - ORDONNANCEMENT**

Responsable de la gestion des stocks, du suivi des en-cours et des statistiques de production. Ce poste convient à un

**JEUNE INGÉNIEUR**

- ou à un Technicien ayant 2 à 3 ans d'expérience similaire dans le cadre de fabrications mécaniques de grande série.

Recrire avec C.V. explicite sous réf. G.S.U. à :

**CETAGEP**  
30, AVENUE AMINAL LEMENIER 78150 MARLY LE ROY

Recherchons pour NICE

**DIRECTEUR DES VENTES**

Formation HEC, ESSEC ou équivalent, passionné par tout ce qui concerne le cadre de vie contemporain.

- Il sera chargé d'appliquer la politique commerciale définie par la direction générale et d'assurer l'animation et le développement de la chaîne de magasins de mobilier contemporain de la Société.
- Expérience, dynamisme et grande puissance de travail indispensables.
- Rémunération début : 90.000 si capable.
- Situation d'avenir dans Société en pleine expansion.

Répondre sous n° 22822, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, PARIS-2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**GUYOMARCHÉ**  
**ALIMENTS DU BÉTAIL**  
recherche

**JEUNE INGÉNIEUR AGRO**

pour prise en charge des travaux de formulation sur ordinateur au sein de son équipe technique. Connaissances en zootechnie et nutrition animale indispensables, en économie et informatique souhaitées.

Résidence : VANNES.  
Adresser C.V. et photo sous référence : S.A. GUYOMARCHÉ, Service Technique, B.P. 234, 56006 VANNES CEDEX.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PÉTROLE**  
recherche pour ses Directions Régionales de PARIS-NORMANDIE et EST

**2 INGÉNIEURS**  
**TECHNICO-COMMERCIAUX**

dont l'activité sera essentiellement consacrée aux problèmes de lubrification dans l'industrie, les transports, les travaux publics, l'agriculture et au développement des ventes de lubrifiants par appui technique des vendeurs.

De très bonnes connaissances techniques générales et un goût réel pour les contacts avec la clientèle sont nécessaires.

Formation Ingénieur ou Baccalauréat à Sciences, Chimie ou Mécanique de préférence. Age 25 ans minimum. Une expérience de quelques années sera appréciée.

Résidence Paris banlieue et Nancy. Voiture personnelle. Déplacements nombreux. Formation assurée. Convention collective du pétrole.

Communiquer C.V., prétentions et photo, n° 40176, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

**directeur des ventes**

Dans un marché en expansion (celui des loisirs pour enfants) où notre entreprise est leader sur le marché français et fortement exportatrice.

Si possible (mais pas obligatoirement) de formation supérieure, vous serez suffisamment expérimenté dans les techniques de marketing pour promouvoir des produits à durée de vie courte.

L'expérience des grands circuits de distribution actuels est indispensable.

Vous rechercherez la rentabilité dans le chiffre d'affaires et saurez animer la force de vente et le service commercial.

Vous serez vous-même un bon négociateur auprès des clients importants.

Quatre à l'exportation? Il faut la développer (la pratique de l'Anglais est si possible de l'Anglais est souhaitée).

Poste basé à STRASBOURG.

Adresser CV détaillé + photo s/réf. 2195 à notre Conseil

**managing**  
20, Avenue de la Paix  
67000 STRASBOURG

Société spécialisée dans la construction de matériel thermique et implantée dans la CALVADOS recherche un

**contrôleur**  
**de gestion**

Chargé de superviser les Services Administratifs et Financiers et de contrôler la gestion de la production. Il participera en outre à l'élaboration de la politique sociale et au recrutement du personnel.

Ce poste conviendrait à un homme d'environ 30 ans possédant une formation de type ESCA, ESSEC ou le niveau HEC et ayant acquis une expérience d'au moins 3 ans dans la fonction.

Pour recevoir descriptif du poste, envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions sous référence 6950/M à :

**CONSEIL EN RECRUTEMENT**  
**CNPG 185, av. V-Hugo - 75118 Paris**

**DIRECTEUR**  
**ADMINISTRATIF**  
**SUD - FINISTÈRE**

La Société est spécialisée dans la conservation de légumes et de poissons. Son effectif est de 650 personnes réparti en trois usines, C.A. H.T. : 65 M. Renforçant ses structures de direction, elle crée un poste de Directeur Administratif dont la tâche principale sera la mise en place d'un outil moderne de gestion. Le cadre recherché devra avoir 5 à 10 ans d'expérience, être de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC, Scas Eco) et avoir de bonnes connaissances en comptabilité et en contrôle de gestion.

26, RUE MARBEUF 75008 Paris  
vous adressera note d'information et dossier de candidature sur simple demande. Réf. 539M.

**directeur**  
**NANTES**

Société moyenne, leader de son marché, recherche personnel de premier plan à orientation commerciale et marketing (industriel) pour assister son P.D.G.

Le candidat devra avoir une formation supérieure et une expérience de quelques années en tant que directeur.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo en indiquant prétentions sous réf. S 49290 au :

**Cabinet Alain H. FREMANT**  
29, avenue Tolma - 78000 Mantes La Jolie

**Très importante société travaillant dans le domaine de l'Armement**  
recherche

**POUR SON CENTRE D'ÉTUDES à proximité d'ORLÉANS**  
**INGÉNIEURS**  
et  
**AGENTS TECHNIQUES**  
Electroniciens confirmés en numérique et analogique.

Adresser C.V. et prétentions à n° 40120, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup> q.2.

**Sté Fiduciaire d'Expertise Comptable**  
**Midi Méditerranéen**  
recherche

dans le cadre de son développement

**1) COLLABORATEUR**  
pour assurer développement secteur conseil de gestion auprès de sa clientèle. Expérience budget et gestion trésorerie indispensables.

**2) COLLABORATEUR**  
de bon niveau pour effectuer mission de révision : niveau DEC, Expérience Audit cabinet appréciée. Envoyer cur. vitas avec photo et prétentions à : HAVAS MARSEILLE 54693.

Embauchons d'urgence :

- MONTEURS qualifiés,
- et TECHNICIENS en téléphonie pour MARSEILLE et SUD-EST.

Ecrire SITE, 42, r. Saint-Sauveur, 13001 MARSEILLE av. C.V. et prétentions

**Sté EXPERT COMPTABLE**  
recherche

**MEMBRE DE L'ORDRE**  
expérience clientèle P.M.E.  
Ecrire : S.A.E.C., 15, rue Frédéric-Mistral, 13100 AIX-EN-PROVENCE.

**COOP**  
**RHÔNE - MEDITERRANÉE**  
Société Coopérative à Succursales multiples

**CHEF DE DÉPARTEMENT**  
EXPERIMENTÉ  
PROD. FRAIS HYPERMARCHÉ (B.O.F. - fruits et légumes - poissons - surgelés - pâtisseries) pour HYPERMARCHÉ situé dans la Drôme.

Adresser photo récente et C.V. détaillé manuscrit à :

**M. CAMPAIGNOLE**  
**COOP RHÔNE MEDITERRANÉE**  
254 avenue de Chabrillat  
26100 VALENCE.

**offres d'emploi**

**ANALYSTES FONCTIONNELS**

**ANALYSTES ORGANIQUES**

**ASSISTANT CHEF PROGRAMMEUR**

**FORMATEURS**

**PROGRAMMEURS DEBUTANTS**

**ACHETEURS**

**2 ingénieurs de vente**  
**1 vendeur**

**SECTEUR PARIS ET R.P.**

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**



|                                     | La ligne | La ligne T.C. |
|-------------------------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI                     |          |               |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" | 36,00    | 42,03         |
| minimum 15 lignes de hauteur        | 38,00    | 44,37         |
| DEMANDES D'EMPLOI                   | 8,00     | 9,18          |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.   | 65,00    | 75,89         |

## ANNONCES CLASSEES

|                                      | La ligne | La ligne T.C. |
|--------------------------------------|----------|---------------|
| L'IMMOBILIER                         |          |               |
| Achat-Vente-Location                 | 26,00    | 30,35         |
| EXCLUSIVITES                         | 32,00    | 37,38         |
| L'AGENDA DU MONDE                    | 25,00    | 29,19         |
| (chaque mercredi et chaque vendredi) |          |               |



### emplois internationaux

En raison de la très rapide expansion de ses activités internationales

## Booz, Allen & Hamilton

Management Consultants  
cherche

### DES FORMATEURS EN MANAGEMENT

de tout premier plan

Immédiatement capable de concevoir, de mettre en œuvre et de valider d'importants programmes de développement au management pour des dirigeants et cadres supérieurs.

Le français sera la langue de travail initiale, mais une bonne maîtrise de l'anglais deviendra vite indispensable pour le succès d'une carrière internationale.

Le candidat idéal serait un Consultant d'environ quarante ans, bon professionnel de l'organisation et à qui l'expérience aurait peu à peu imposé des approches socio-techniques le rendant aujourd'hui incontestablement compétent en développement des organisations.

Prière d'adresser un curriculum vitae détaillé (en mentionnant la rémunération actuelle) à :

ANNE MARIE CHOMTON  
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL  
77, rue La Boétie 75008 PARIS.



### emplois régionaux

### emplois régionaux

## LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE (ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS)

- CRÉE 6 POSTES DANS LES FONCTIONS :
  - I - TECHNIQUE/PRODUIT : Sélection - Marketing - Perfor. Technique - Prix de revient - Aide à la vente...
  - II - SUIVI RÉALISATION DES AFFAIRES : Sur les plans : coordination technique, suivi chantiers, gestion et administratif...
  - III - VENTES : Négociation d'affaires, contacts clients, développement des ventes pour nouvelle gamme de produits.
  - Et recherche, pour les pourvoir, des INGÉNIEURS CONFIRMÉS, connaissant bien l'ANGLAIS, souhaitant exercer leurs capacités dans une Société en développement, et ayant au moins 5 ANS d'expérience dans les domaines suivants :
  - Postes du type I et III : COMPRESSEURS (à piston, à vis et centrifuges) - TURBINES A GAZ - MACHINES TOURNANTES (+ expérience VENTE et introduction dans les Engineering Chimie, Sidérurgie, Pétrole pour postes du type III).
  - Postes du type II : ENGINEERING SIDÉRURGIE - PÉTROCHIMIE - PÉTROLE. Connaissances en Tuyauterie, Instrumentation, Hydraulique. Esprit gestionnaire. Expérience des Problèmes de Chaudières France et Etranger.
  - BASÉS A PROXIMITÉ DE MANTES (78) (ET PARIS POUR LES POSTES VENTE), CES POSTES NÉCESSITENT DES DÉPLACEMENTS COURTS ET ASSEZ FRÉQUENTS.
- Les candidats concernés et intéressés enverront leur C.V. détaillé + photo avec indication de la rémunération actuelle à SIPEP, 3, rue de Choiseul, 75002 Paris, sous référence 5.126.
- TOTALE DISCRETION ASSURÉE.

## CADRE COMMERCIAL ET ADMINISTRATIF

MISSION : dans le cadre des activités d'aménagement touristique, assurer :

- la prospection,
- le montage financier des opérations,
- l'évaluation financière des projets,
- la mise en place des processus administratifs.

PROFIL :

- 25 ans minimum,
- HEC, ESSEC, ESC Paris, DES Sc. Eco., IEP,
- plusieurs années d'expérience dans secteur immobilier ou centres d'accueil et résidences touristiques,
- qualités de négociateur, esprit d'initiative, capacités d'adaptation.

Adresser lettre man. avec C.V., photo et rémunération souhaitée, n° 5.109, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

Société Textile région ROUEN recherche pour son usine

### UN TECHNICIEN

textile expérimenté. Qualités demandées :

- grande valeur morale,
- dynamique,
- commandement,
- courtoisie et qualité,
- formation textile.

Agé de 30 à 35 ans minimum. Position cadre.

Env. C.V., photo et prétentions, n° 5.121, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

Fabrique d'ameublement Région Est recherche

ADJOINT A LA DIRECTION COMMERCIALE, 30 ans min. niveau Sup. de Co. expérience souhaitée dans la branche.

Ecr. C.V. manuscrit, réf. et prétentions, LEBEAU 57, bd Poniatowski, 75012 PARIS.

Société industrielle américaine, une des premières sur le secteur des armes et munitions de chasse et de sport, recherche

## CHEF DE PROMOTION DE VENTE

POUR LES MARCHES FRANCE/ESPAGNE/ITALIE

Nous demandons :

- Connaissances des langues espagnole ou italienne et anglaise ;
- Dynamisme ;
- Goût des contacts et développement des relations existantes ;
- Assistance marketing ;
- Expérience confirmée dans ce secteur.

Nous offrons :

- Rémunération en fonction de la position ;
- Activité intéressante ;
- Voiture de service.

Par ailleurs :

- Nous tenons beaucoup à une bonne ambiance de travail.

Nous avons déjà une filiale en Europe Centrale. Par conséquent, vous pouvez garder votre domicile en France.

Votre candidature sera traitée confidentiellement.

Ecrire sous référence n° 228.944, REGIS-PRESS, 85 bis, rue Beaumour, Paris-2<sup>e</sup>.

## CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION DE LA MUTUALITE AGRICOLE

REGION « MIDI-PYRENEES » recherche

### directeur informatique

MISSION : ● Concevoir le système à mettre en place et en assurer l'installation au niveau des différentes unités départementales. ● Constituer et diriger les équipes de réalisation. ● Gérer le Centre.

PROFIL : ● 35 ans minimum, ● de formation supérieure, ● avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise en place d'un système d'information sur gros matériel dans un environnement télétraitement. Ce poste implique de grandes facultés de communication.

Lieu de résidence : MONTAUBAN.

Ecrire avec CV détaillé, photo et prétentions au Département Gestion du Personnel, 8-10, rue d'Astorg 75008 PARIS

## ATELIERS ET CHANTIERS DE BRETAGNE A.C.B.

recherche pour leur département

### « CHAUDIERES NUCLEAIRES » UN PROJETEUR ELECTRONICNIEN P1, P2 ou P3

AGE 30 ans minimum.

Ecrire : SERVICE DU PERSONNEL, Céder n° 2, 4040 NANTES cedex.

## Groupe Multinational

recherche pour l'une de ses filiales

### CHEF DE GROUPE Comptabilité industrielle

- 5 ans d'expérience dans la fonction.
- Connaissances approfondies du système standard.
- Notions d'anglais souhaitées.

POSTE A POUVOIR EN TOURNAI

Adr. C.V. manuscrit, photo et prétent., n° 40.642, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris (2<sup>e</sup>), qui tr.

## JEUNE INGÉNIEUR FUTUR DIRECTEUR USINE

Groupe industriel multinational recherche pour l'une de ses unités en Afrique Noire un jeune diplômé : AM - EN.SI - I.D.N. ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle de préférence dans la production de série.

Le candidat retenu sera préparé par des stages pratiques et des séminaires aux fonctions de responsable de filiale qui lui seront confiées dans les 3 ans à venir.

Ecr. avec C.V. expédite sous réf. SIA.

## CETAGER

Importante société en pleine expansion, recherche pour une de ses filiales d'Afrique Noire francophone, spécialisées dans les travaux d'électrification et de canalisation :

### directeur administratif et financier

Il sera confronté avec toutes les formalités se rattachant au droit des sociétés (comptabilité, gestion du personnel, gestion des actifs mobiliers et immobiliers, etc...)

Ce poste nécessite :

- une formation supérieure
- une expérience de 3 ans minimum dans un poste analogue
- être âgé de 30 ans minimum

Le collaborateur retenu bénéficiera :

- d'un logement de fonction
- d'une voiture de fonction

Le salaire de départ ne sera pas inférieur à 8 millions de F.C.F.A., soit 160.000 F.F.

Adresser C.V. et prétentions à P.LICHAU S.A. 10, rue de Louvois, 75003 Paris cédex 02 qui transmettra (sous référence 6502)

Pierre Lichau

Importante Société recherche pour CAMEROUN

### INGÉNIEUR MSA

au diplôme équivalent, ayant expérience de gestion petites unités de production et parc de véhicules.

— Agé de 30 ans minimum.

— Poste à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. sous réf. C/1.500, lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo, prêt et date disponibilité à C.F.D.T., 13, rue de Montcau 75008 PARIS.

Pour important chantier

### EN IRAN

nous cherchons un

### CONDUCTEUR DE TRAVAUX

expérimenté dans la construction, béton précontraint.

Ecr. HAVAS CANNES 19.211/01.

IRAN SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche

### PR. PRENDRE LA DIRECTION DE SON AGENCE À TEHERAN

### CADRE COMMERCIAL

ayant expérience de la vente dans pays étrangers.

Adresser C.V. sous réf. 68/F, C.F.P., 40, r. Olivier-de-Serres, 75013 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES recherche pour

### COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE

### UN CHEF COMPTABLE NIVEAU D.E.C.S.

ayant quelques années d'expérience dans la fonction. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V. et photo à n° 39.788 CONTESSÉ Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

POUR HOPITAL EUROPEEN AU ZAIRE

### ALTIITUDE 400 m EXCELLENT CLIMAT Recherches d'URGENCE

### MEDICIN ANESTHESISTE

- Contrat 6 mois renouvel.
- Frais de séjour pris en charge.
- Fort salaire versé en France.

App. 380-71-45, poste 240

Pour un bon Chef de publicité, faire carrière à Lyon, est-ce possible ?

### EURO ADVERTISING

n'est pas une simple succursale mais une affaire nationale ; bien des agences parisiennes pourraient lui envoyer son CA et son ambiance de travail.

Sa croissance la conduit à chercher :

### un chef de publicité senior

réf. 328 LM

Il connaît bien son métier ; capable de gérer efficacement de nouveaux budgets atteignant bientôt 10 MF, il prend en main un groupe de 7 collaborateurs.

### un chef de publicité junior

réf. 329 LM

Ni mineur ni superman, il connaît bien les techniques de publicité. Il est rigoureux dans la préparation et le suivi des campagnes. Il s'appuie sur des services de création et d'exécution importants.

De formation supérieure : ESSEC, ESCP... Il a 1 ou 2 années d'expérience en agence.

Ecrire à D. BARRE, ss réf. correspondante.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON PARIS - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

Sicopal (PLASTURGIE) Filiale du groupe CHARBONNAGES DE FRANCE crée des emplois principaux de (99) MOULINIERES (régionale possible à LILLE) le poste de

### DIRECTEUR DE PRODUCTION

ayant en charge 4 GROUPES DE PRODUCTION (Injection, moulage, extrusion, compression) et les SERVICES GENERAUX (Personnel, Expédition, Centre Entretien, Maintenance).

INDISPENSABLE :

- INGENIEUR diplome
- ELECTRONICNIEN ou mecanicien (40 ans min.)
- AA, IDN, ECAM, ICAM...
- DEJA D.P. d'une unite autonome de 500 à 1.000 personnes
- EXPERIENCE PLASTURGIE et/ou METHODES speciales.

DISCRETION ABSOLUE

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunérat., photo ss réf. 3.236, 4 sous référence 8.351

selection conseil

IMPORT. Etablissement FINANCIER DE STATUT BANCAIRE recherche pour ses agences ORLEANS et ROUEN

### ATTACHES COMMERCIAUX

Démarche d'une clientèle pré-sélectionnée allant de la profession libérale à l'entreprise avec pour objectifs la promotion de produits financiers (formules leasing et dérivées).

- Salaire X 15.
- Voiture fournie et frais payés.

Adresser C.V. et photo en précisant agence souhaitée à : HAVAS CONTACT, 136, bd Haussmann, 75001 PARIS sous référence 8.351

Service social (départ. 02) recr.

PSYCHOLOGUE pour travail en équipe Ecr. n° 8.127, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

## CHEF DE PERSONNEL

Centre 100.000 FF + Ville Universitaire

Une importante société industrielle appartenant à un groupe multinational, parmi les premiers sur son marché, recherche le Chef de Personnel de sa principale unité de production. Rattaché hiérarchiquement au Directeur des Relations Humaines du Groupe, ce cadre de haut niveau sera responsable de la mise en place de la politique sociale tant sur le plan individuel qu'à travers ses rapports avec les partenaires sociaux. Il participera à la définition de la politique et à son adaptation aux besoins locaux. Le poste implique une large autonomie et un rôle primordial de contact. Il convient à un homme de Personnel ayant une première expérience de 5 ans dans la fonction et fortement motivé par les relations sociales. Ecrire à Michel Sayer, 6, avenue Marceau, 75008 Paris sous la référence D 431. La plus grande discrétion dans l'étude des dossiers est garantie.

## COMAT S.A.

C.A. 145 MF

Négociateur de matériaux

Filiale d'un groupe français important recherche

pour son Siège Social La Rochelle

### CHEF DU SERVICE COMPTABILITÉ

Fonction complète jusqu'à bilan inclus. Gestion Informatisée (IBM 3/10).

Candidat : 30 ans min. (niveau D.E.C.S. ou équiv.). Rémunération : 65.000 F.

Envoyer curr. vitae détaillé à : DAF COMAT S.A. D.P. 158, Z.I. de Périgny, 17001 LA ROCHELLE.

## emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

## MARSEILLE DIRECTEUR TECHNIQUE

Ing. diplômé. Formation électricité et mécanique. Spécialisation industries thermiques acquises ou données par l'entreprise.

Grandes capacités indispensables pour organiser, animer et contrôler la gestion de plusieurs affaires en France (avec bureau d'études et de recherches) et assurer l'expansion de la société.

Discreté absolue. Dossier retourné au candidat. Cand. man. C.V. et prêt. à SUD MARKETING, n° 11.23, 24, av. E.-Saligny, 13015 MARSEILLE.

|                                   | La ligne | La ligne T.C. |
|-----------------------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI                   |          |               |
| Offres d'emploi Placards encadrés | 36,00    | 42,03         |
| minimum 15 lignes de hauteur      | 38,00    | 44,37         |
| DEMANDES D'EMPLOI                 |          |               |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 65,00    | 75,89         |

# ANNONCES CLASSEES

|                                      | La ligne | La ligne T.C. |
|--------------------------------------|----------|---------------|
| L'IMMOBILIER                         |          |               |
| Achat-Vente-Location                 | 25,00    | 30,35         |
| EXCLUSIVITES                         | 32,00    | 37,36         |
| L'AGENDA DU MONDE                    | 25,00    | 29,19         |
| (chaque mercredi et chaque vendredi) |          |               |

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**OFFSHORE PETROLIER**

Leader européen de son secteur d'activité à vocation internationale recherche pour son SIEGE SOCIAL A PARIS

**ASSISTANT du SECRETAIRE GENERAL**

LA FONCTION : Sous les directives du Secrétaire Général et en liaison avec les services administratifs du Siège et les Directions des filiales à l'étranger, il aura à suivre, étudier et résoudre les problèmes de gestion liés à la croissance de notre groupe (taux d'expansion : 70% en 74 et 70% en 75).

VOUS ETES :

- Jeune diplômé de Sc. Po (Eco-FI), HEC (option finances comptabilité) ou SUP de Co, complété de préférence par DECS, Business School ou licence.
- débutant ou vous avez une ou deux années d'expérience dans une entreprise à vocation internationale.

VOUS : pratiquez couramment la langue anglaise.

Ce poste d'avenir permettra ultérieurement d'être appelé à assumer une Direction Administrative à l'étranger.

Adresser C.V. détaillé + photo sous référence 75-35 à

**emgey conseil**  
12, Bd Jean Mermoz, 92200 Neuilly

**Chef de service exportation**

Une importante Société de biens d'équipement - 1er constructeur français, rech. un CADRE COMMERCIAL de formation supérieure (E.S.C. ou équivalent).

Agé d'au moins 35 ans, ce candidat aura en plus de ses qualités de négociateur, une parfaite connaissance des questions douanières et transports internationaux ainsi que la maîtrise complète de la législation en matière de change et transferts bancaires de pays à pays.

Itinérant à 50 % il parlera l'Anglais couramment - Espagnol ou Arabe apprécié. Libre rapidement.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris cedex 02 q.tr. (sous réf. 6523)

**digital**

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE  
Filiale du premier constructeur mondial de mini-ordinateurs recherche un

**INGENIEUR COMMERCIAL**

ayant :

- 1 à 2 années d'expérience de la vente,
- une réelle pratique de l'anglais écrit et parlé,
- une formation universitaire en électronique, en informatique.

Il travaillera dans un groupe jeune, en croissance très rapide, où il pourra réaliser un développement de carrière à la mesure de ses aspirations.

Envoyez votre C.V. sous référence OM1

**DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE**  
Service du Personnel  
18, rue Sarrasin Centre SILIC  
CDEX L 225 84333 RUNGIS  
Tél. 687.23.33

Les dossiers seront traités confidentiellement.

**digital**

**BANQUE D'AFFAIRES**  
recherche plusieurs

**analystes de crédit**

pour renforcer le Service d'ETUDES DE CREDITS de son Siège (PARIS)

La poste :

- Analyser la situation financière et comptable;
- Etudier le risque des opérations de crédit

d'une clientèle diversifiée mais composée pour l'essentiel de grandes Sociétés Industrielles et Commerciales de différents secteurs.

Les candidats :

- 1) Un candidat ayant :
- une parfaite connaissance des techniques d'analyse de bilans et des mécanismes de crédit;
- une expérience bancaire d'au moins 4 ans, dont 2 dans un Service d'Engagements ou de Crédit;
- 2) Un candidat de même profil que le premier, mais avec une expérience moins longue;
- 3) Un candidat ayant la pratique du poste en Agence et pour une clientèle de Commerçants moyens et de personnes physiques de bon standing.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions sous réf. n° 38864 à HAVAS CONTACT, 156 Bd Haussmann, 75008 Paris.

**IMPORTANT ORGANISME**  
2 IBM 370/158 en télétraitement  
PARIS  
recherche

**2 INGENIEURS SYSTEME**

pour assister le Responsable du Centre de traitement dans l'optimisation des systèmes et la formation pratique du personnel d'exploitation.

Il leur est demandé 5 ans d'expérience informatique, une très bonne pratique du système OS VS1 et des dispositions pédagogiques.

La connaissance de CICS et surtout de VM CMS sera appréciée.

L'importance du Centre et ses réalisations techniques d'avant-garde offrent une occasion de développement exceptionnel à des candidats de valeur.

**SLIGOS**  
Adresser CV dét. à SLIGOS  
Mlle Laurent  
91 r. Jean Jaurès  
92807 Putaux.

**SOCIÉTÉ DE COSMÉTIQUES**  
mondialement connue  
C.A. doublant tous les 2 ou 3 ans  
recherche

**DIRECTEUR INFORMATIQUE**

- Direction du Service (IBM 3-10 48 K; 10 personnes);
- Etablissement et mise au point du plan informatique (évolution rapide du matériel et des équipes);
- Travail au niveau européen pour les applications commerciales (Anglais indispensable).

Pour obtenir des informations complémentaires, écrire ou téléphoner à : SELPE, 33, rue de Lillebonne, 75008 PARIS. 522-83-10 (poste 258) sous référence 2434 X.

**SELPE**

**directeur technique**

140 000 F+

**INGENIEUR GRANDE ECOLE**  
(X - ECP - MINES - SUP AERO - ESE)

Nous faisons partie d'un groupe d'importance mondiale. Notre entreprise est spécialisée dans la réalisation de grands projets électroniques et électromécaniques. Notre Directeur Général veut confier la Direction Technique à un ingénieur de haut niveau ayant eu à diriger de grands projets faisant appel à des techniques de pointe. Sa mission sera de diriger les équipes chargées des projets d'ensemble, de coordonner les services techniques chargés de la création des composants majeurs vendus tels quels ou intégrés dans les ensembles, d'élaborer la stratégie industrielle de la Société (adaptation de produits du groupe aux besoins de la Société ou création de nouveaux produits), en liaison avec le Directeur du Marketing et les Responsables des unités de production.

Anglais et Allemand souhaités.

Ce poste est à pourvoir à PARIS.

Envoyez C.V. photo récente et rémunération actuelle sous le réf. 2412/M (à mentionner sur l'envoi) à M. PERCHÉ, Responsable du Secteur Industriel.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

**SOCIÉTÉ DE SERVICES INFORMATIQUE**  
Filiale de Groupe international  
recherche

**INGENIEURS COMMERCIAUX**

Pour cette fonction qui implique des déplacements nombreux, mais de courte durée sur la France, il convient :

- de posséder deux ans minimum de pratique de l'informatique dont une année d'expérience commerciale. Des qualités d'entregent ainsi qu'une formation de base type IUT sont nécessaires pour ce poste. La rémunération comportera un fixe + intéressement.

Des candidats ayant déjà commercialisé des produits type « logiciels d'exploitation » et ayant une bonne pratique de l'Anglais seraient particulièrement appréciés.

Les postes sont à pourvoir rapidement.

Faire acte de candidature sous référence 503 à Jean FORACCHIA.

**FORACCHIA INFORMATIQUE**  
conseil en recrutement  
14, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

**BUREAU D'ETUDES A VOCATION INTERNATIONALE**  
RÉALISATION STANDS EXPOSITION  
FRANCE - ETRANGER  
recherche

**HOMME ou FEMME DE RELATIONS PUBLIQUES**

Ayant introduction dans milieux industriels au PLUS HAUT NIVEAU pour contacts commerciaux.

Ecrire sous le numéro T. 81.986, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Béaumur, PARIS-2, qui transmettra.

**POUR VENDRE PAR TELEPHONE LES ANNONCES CLASSEES DU JOURNAL « LE MONDE »**

**REGIE-PRESSE**  
recherche

**JEUNES FEMMES**

- Expérience de la vente et de la prospection;
- Esprit vif et accrocheur;
- Sens du travail en équipe;
- Vols agréables.

**FIXE + INTERESSEMENT**

Téléphoner à Michèle CORPIS au 233-44-31 ou lui écrire REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Béaumur, Paris-2.

Filiale Française d'un important Groupe Européen, industries chimiques et

**MATIERES PLASTIQUES**

**ingénieur commercial**

ABS et P.P.

Capable de prendre rapidement en charge et de développer un portefeuille de clients transformateurs sur une grande partie du territoire national.

Expérience technique des plastiques indispensable, expériences de vente souhaitées.

Résidence Paris.

Pr recevoir inf. compl. écrire s/réf. 6142 A

**egor** 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

**SOCIÉTÉ DE SERVICES INFORMATIQUE**  
Filiale de Groupe international  
recherche un

**TECHNICIEN SYSTEME**

Ce poste comporte les aspects techniques suivants :

- assistance de l'ingénieur Commercial, en clientèle;
- implémentation, suivi et maintenance des produits (logiciels d'exploitation) dans l'Entreprise;
- très bonne maîtrise du système DOS et DOS-VS;
- bonne pratique de l'Anglais.

Un technicien système doté d'esprit de curiosité et de qualités de contact serait particulièrement apprécié.

Ce poste est à pourvoir très rapidement.

Faire acte de candidature sous la référence n° 504 à Jean FORACCHIA.

**FORACCHIA INFORMATIQUE**  
conseil en recrutement  
14, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

**ingénieur bâtiment** PARIS

Important organisme à vocation d'Hébergement Social recherche pour sa DIRECTION IMMOBILIERE son

**RESPONSABLE ETUDES ET PROGRAMMES**

Mission :

- définir et concevoir tant sur le plan technique que financier des Travaux Neufs (logements sociaux) et des grosses réparations à entreprendre sur le parc immobilier;
- définir des ordres d'urgence et de planning des réalisations;
- présenter des dossiers d'appels d'offres (grosses réparations);
- optimisation des standards;
- constitution des dossiers de subventions;
- relations avec Architectes, Préfets, D.D.E....

Profil :

- Ingénieur A.M. ou T.P. ayant exercé des responsabilités équivalentes d'études tant sur le plan technique que financier.

Pour postuler envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant rémunération actuelle sous référence 2378/M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

**IMPORTANT GROUPE FINANCIER**  
recherche le

**RESPONSABLE DE SON SERVICE DE GERANCE IMMOBILIERE**

Patrimoine immobilier en forte expansion comprenant aujourd'hui plus de 1800 logements (3000 dans 2 ans), 30 000 m2 de bureaux et 50 000 m2 d'entrepôts.

A la tête de l'équipe en place le spécialiste recherché aura la responsabilité de l'ensemble des problèmes :

**COMMERCIAUX**

- négociation et remaniement des baux commerciaux;
- location des immeubles d'habitation.

**TECHNIQUES**

- entretien général du patrimoine, remise en état et rénovation des locaux.

**ADMINISTRATIFS, COMPTABLES ET JURIDIQUES**

- comptabilité (quittances informatisées);
- préparation des baux;
- relation avec les syndicats et les locataires;
- contentieux etc....

De solides connaissances dans tous ces domaines sont nécessaires et une expérience adéquate de quelques années est indispensable.

Ecrire avec C.V. et désir de rémunération sous référence 13.621 à :

**An.p.m.** 100 av. Ch. de Gaulle, 92522 NEUILLY S. SEINE

**EAM**

Filiale française d'une très importante société internationale leader sur le marché de l'instrumentation nucléaire propose à

**INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL**  
(Physique ou Electronique, Ecole ou Université)

- Familiarité avec l'instrumentation, avant l'expérience de la vente d'instruments scientifiques;
- Posséder une bonne connaissance de la langue anglaise.

Un poste de responsabilité au sein d'un service technique-commercial.

Goût des contacts et aptitudes commerciales indispensables. Rémunération intéressante + voiture.

Ad. C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 202, à C. DULCY, E.A.M. Recrutement 14, r. G.-Péri, 92120 Montrouge. Réponse et sélection assurées.

**EAM**

**CONSULTANTS recherchant**

**SPECIALISTE FORMATION (hôtellerie - restauration)**

Age minimum 28 ans.

Ayant une expérience hôtelière, il sera chargé de la diffusion et de l'organisation de stages et de missions de formation en France et à l'Etranger.

Le poste qui offre des perspectives d'avenir nécessite le goût du contact, un esprit précis et une bonne aptitude à déceler les besoins des clients.

La possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur serait appréciée.

Quelques déplacements sont à prévoir.

Envoyez C.V., photo, prétentions à No40470 CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

**BUREAU DE COORDINATION**  
25 personnes  
souhaite coopérer pour EST/PARIS

**DEUX INGENIEURS**

- 3 ans d'expérience professionnelle de préférence dans le Bâtiment et les Travaux Publics;
- Goût des responsabilités et des contacts humains. Capacité d'initiative.
- Volonté de travailler en équipe.

Envoyer curriculum vitae manuscrit avec photo au n° 8.130, « Le Monde » PubliCité, 5, rue d'Italie - 75227 PARIS - 5, qui transmettra.

مكتبة من الأصل





| OFFRES D'EMPLOI                     | La ligne | La ligne T.C. |
|-------------------------------------|----------|---------------|
| Offres d'emploi "Placards encadrés" | 36,00    | 42,03         |
| minimum 15 lignes de hauteur        | 38,00    | 44,37         |
| DEMANDES D'EMPLOI                   | 8,00     | 9,18          |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.   | 65,00    | 75,89         |

# ANNONCES CLASSEES

| L'IMMOBILIER         | La ligne | La ligne T.C. |
|----------------------|----------|---------------|
| Achat-Vente-Location | 26,00    | 30,35         |
| EXCLUSIVITES         | 22,00    | 37,36         |
| L'AGENDA DU MONDE    | 25,00    | 29,19         |

## L'immobilier

### appartements vente

#### Paris-Rive droite

17<sup>e</sup> arr. r. Marguerite, 7<sup>e</sup> ét. App. 30 m<sup>2</sup>, 7 p. 500. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

MARAISS AUBRIOT Exceptionnel - Duplex 120 m<sup>2</sup> Finitions haut de gamme. Prix intéressant. 225-61-19.

PRES ETATS-UNIS PLACE EXCEPTIONNELLE Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. et 2 p. 1.500.000 F. Tél. 527-99-85

CHAMPS-ELYSEES 3 p. asc. 11 cont. 240-04-29.

GAMBETTA - SAINT-FARGEAU 10<sup>e</sup> étage sur jardin. 10 p. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

XV<sup>e</sup> arr. DULONG, bel immeuble. 5<sup>e</sup> ét. asc. 11 cont. 240-04-29.

16<sup>e</sup> arr. BOIS - Immeuble grand stand. Belle réception. 3 ch. 2 bns. Gar. 2 vol. Plein midi. 225-61-19.

MONCEAU - HAUSMANN Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

KLEBER Particulier - 220 m<sup>2</sup> 7-8 p. 2 bns. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

PLACEMENT EXCEPTIONNEL SAINT-PAUL-STUDIOS 45.000 F. SUR RUE A RENOV. 544-84-40

VOLTAIRE Particulier - 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> p. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

GARE DE LYON Dans Immeuble de 10 ét. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> p. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

A VENDRE PARIS-12<sup>e</sup>, près av. Daumesnil, apt. 4 p. 11 cont. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

MICHEL-BIZOT, Immeuble récent, 3 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

ARCHIVES-SAINTE-ANNE GRAND SEJOUR + 2 p. asc. HAUTS PLAFONDS. 544-84-40

PROXIMITE PARIS-12<sup>e</sup> APPARTEMENT 115 m<sup>2</sup> HAUTS PLAFONDS. 544-84-40

14<sup>e</sup> arr. BOURG-TOURCOIN Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

MOLITOR-MURAT 16<sup>e</sup> arr. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

PRES PL. DAUMESNIL Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

17<sup>e</sup> arr. MALESHERBES 3 p. asc. 11 cont. Immeuble de 10 ét. 2 ch. serv. 1.500.000 F. 5/01. 4-2-76. de 12 à 17 h. Excl. JAGGELI - Tél. 527-99-85

#### Province

LA PLAGNE AIME-2000 STUDIO 21 m<sup>2</sup> - JUMELLE AVEC 3 PIÈCES, 2 M2. Mobilier important. 115.000 F. 225-61-19.

NICE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

GRASSE, Part. vend studio 30 m<sup>2</sup> + 2 terrasses, dans immeuble. 85.000 F. 225-61-19.

### constructions neuves

UNE CLÉ POUR VOUS LOGER OU POUR INVESTIR 525 25 25

Centre Etoile Centre Nation : 346-11-74 - Centre Maine : 539-22-17

vous proposent : - 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat. - une documentation précise sur chaque programme. - un entretien personnalisé avec un spécialiste. - des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

Sans aucun engagement de votre part. Service gratuit de la Compagnie Bancaire.

INFORMATION LOGEMENT

CHATOU, de imm. neuf, habit. de suite, 3-4-5-7. Prix. 11.000 F. 225-61-19.

RUE DE SEVRES, 135 Près bd INVALIDES Un immeuble 60 STANDING. 225-61-19.

STUDIOS - 2 PIÈCES Luxueux terminés (cuisine équipée - salle de bns décorée, tentures murales, etc.) 225-61-19.

Actuel. DEBUT TRAVAUX 225-61-19.

65, BD DU CHATEAU DU STUDIO AU 6 PCEs TRES GRAND STANDING 225-61-19.

GRAND JARDIN Tous les jours de 14 h à 18 h. HABITABLE DE SUITE P. FERME ET DEFINITIF P. DOUX : 558-16-62.

locations meublées Offre

Paris 14<sup>e</sup> arr. Studio 21 m<sup>2</sup>, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

16<sup>e</sup> arr. 3 pièces, 1 ch., 1 p. 11.000 F. 225-61-19.

### locaux commerciaux

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.

Restaurateur connu 1<sup>er</sup> M. cherche bon emplacement pour son restaurant. 225-61-19.

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.

BOIS VINCENNES - Immeuble 1.200 m<sup>2</sup> + cour, idéal activité commerciale. 225-61-19.









## LES JEUX D'ÉTÉ AURONT BIEN LIEU A MONTRÉAL

**DÉCIDE LE COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE**

**M. Killanin, président du C.I.O., souhaite à l'avenir la garantie des États**

## De notre envoyé spécial

Innsbruck. — Pour le Comité international olympique (C.I.O.), c'est depuis lundi une affaire classée: Montréal organisera du 17 juillet au 1<sup>er</sup> août prochains les XXII<sup>e</sup> Jeux d'été. Cette résolution a été définitivement adoptée lundi 2 février par l'assemblée plénière du C.I.O. qui tient à Innsbruck (Autriche) sa 77<sup>e</sup> session. La décision n'a surpris personne. Elle résultait en fait d'une confirmation a priori. L'aval donné dès samedi par la commission exécutive de l'organisme international olympique.

lundi apparaît-elle comme la  
non possible. Si du moins on  
tient absolument à conserver le  
décorum de cette manifestation  
dans sa forme actuelle : c'est  
éminemment discutable et cela  
mériterait d'être plus sérieuse-  
ment discuté.

Pour ce qui concerne les  
compétitions de Montréal, une  
chose est d'ores et déjà certaine :  
il manquera des boutons de  
guêtre, en juillet prochain, dans  
la cité du Québec. Les deux rap-  
ports canadiens soumis au C.I.O.  
ne le cachent pas. Bien sûr,

locaux primitivement prévus sous gradins pour recevoir les ablatés, les officiels, les services de sécurité et la presse écrite et radiodiffusée, ne sera utilisable. Ces différents groupes seront disséminés dans deux autres endroits de la ville. Enfin, une partie des gradins seront de type temporaire.

En fait, la mésaventure mont-réalaise n'est pas seulement due, comme l'esime pudiquement la légende québécoise, à un ralentissement de travail en octobre et en novembre derniers et à la suite

« Les comités nationaux olympiques qui souhaitent accueillir les Jeux doivent remplir un questionnaire de candidature et y joindre des photographies, des plans et maquettes ainsi que des promesses officielles de soutien de la part des autorités municipales et gouvernementales. La Fédération internationale de l'États est d'une importance capitale. Si un comité d'organisation venait à faillir à son contrat, il nuirait, certes, au mouvement olympique, mais surtout à l'États. C'est pourquoi la Fédération internationale de l'États a l'intention d'imprimer des médailles commémoratives, un timbre de marque de ses compétitions qu'il porterait un lourd et durable préjudice. »

Cette phrase palaise quatre-vingts ans d'« olympisme classique ». Du restaurateur des Jeux modernes à Avery Brundage, les précédents leaders du C.I.O. avaient tous rejeté de façon catégorique la moindre intervention d'un Etat dans la « grande famille olympique ». Ils y avaient réussi avec un bonheur inégal, accusés par les uns de pratiquer la politique de l'autruche et loués par

## A l'avenir.

## un programme plus rigoureux

Avery Brundage, président de la Fédération internationale de la gymnastique, se scandalise en des-  
cendant de la tribune pour adresser un  
successeur à la tête du C.I.O.  
M. Michael Killian, déplorant  
encore, « les gaspillages et les  
préjugés » engendrés par la  
séparation des Jeux olympiques et  
des Jeux de la Fédération inter-  
limités nationaux olympiques « à  
ne pas négier l'importance d'un  
recueillement rigoureux et d'une  
évaluation objective des faits », se  
tient avant de présenter leur can-  
didature ». Mais, surtout, et pour  
la première fois depuis Pierre de  
Coubertin, les deux fédérations ne  
reconnaissent, contrairement à ce  
qu'exige la charte olympique, que  
des Jeux ne peuvent plus être mis  
en compétition dans une ville, grande  
ou petite, au moment où se dé-  
roulent les Jeux olympiques. Cette  
séparation, M. Killian a même enco-  
uragé sans précédent.

les autres de s'en tenir fermement à dans un univers de plus en plus idéalistes. Il semble bien que M. Michaël Killian ait résolu ment choisi la voie du « réalisme ». Il est en effet le seul à avoir vu tous les concurrents présentés aux Jeux d'hiver d'Innsbruck ont repus l'investiture du C.I.O. Aucun d'eux n'a donc entrepris quelconque règle.

Une Brundage avait-il tort de ne vouloir appliquer, malgré des critiques, la charta de 1864 de l'esprit de la charta de 1864 ? M. Michaël Killian a-t-il raison de vouloir adapter, malgré des critiques aspiratrices à la pureté, le code de 1924 à l'esprit de 1864 ? L'époque ? Comme toujours, la vérité doit se trouver dans un juste milieu. Sans qu'on y prenne garde, le code de 1924, composé de cinq anneaux est en train de prendre un drôle de tourment. Virage dangereux ? Après la dis-fallu un grand millénaire pour remonter du fond du gouffre.

**MICHEL CASTAING.**

## PRESSE

**« L'Humanité dimanche » nouvelle formule**

Profitant du vingt-deuxième congrès du parti communiste, *l'Humanité* dimanche remet en question une formule vieille de cinq ans seulement. S'agit-il de renforcer ou au contraire de restreindre le caractère de « journal de masse » de l'hebdomadaire du parti ? M. André Carrel, qui en dirigeait le rédacteur en chef ex-

pique : « Il s'agit de réussir plutôt qu'au noble souci de servir les collectivités. Depuis les dernières années, notre public s'est considérablement modifié. Les jeunes, et, particulièrement, s'y tiennent une place importante. C'est pourquoi il convient d'aborder les sujets d'une manière différente, d'appréhender les problèmes sous un angle beaucoup plus de société. Il importe aussi de débattre des questions d'actualité avec un avocat du pour et un du contre. »

« Nous souhaitons défrayer pour cela nos lecteurs, et nous n'y sommes, le miroir de la vie quotidienne de nos lecteurs, celle qu'à travers des cas précis, Marcel Bihoual, par exemple, essaiera de

**LE NOUVEAU QUOTIDIEN ITALIEN  
« LA REPUBBLICA »  
ATTEINT SURTOUT UN PUBLIC  
DE JEUNES**

(De notre correspondant.)

sortie de son premier numéro, « la Repubblica » nouveaux quotidiens italiens (le Monde du 27 novembre 1944) : « L'organe avait subi, pendant la guerre, de graves transformations, qui le rendaient tout à fait différent de ce qu'il était vingt-cinq ans auparavant. Le directeur, M. Eugenio Scalfari, avait été nommé récemment par le gouvernement fasciste, et avait oscillé entre 150 000 et 170 000 abonnés. Il ne semble avoir pris que quelques centaines de milliers de lecteurs au « Corriere », qui, lui-même, avait perdu de la sorte la Patrie Sera ». Cela peut s'expliquer par deux raisons : la « Repubblica » touche un public nouveau, les « fascistes » ont disparu, et les « communistes » ont moins de trente ans, ou un public d'adhésion de « tristes » avant-gardes, qui l'a adopté comme dernière ou dernière ligne.

Éditée conjointement par l'hebdomadaire « l'Espresso » et le groupe de la « gauche », la « Repubblica » est le fruit de la gauche italienne. Il est intéressant d'être ainsi le quotidien des intellectuels dirigeants, au sens le plus large du terme, et de constater que, dans une mesure, quelle a rencontré chez les dirigeants de la Repubblica semble avoir subi un changement de cap en cours de route, et que, dans la Patrie Sera, qui reste le journal de référence pour beaucoup de dirigeants italiens, comme

Sur le plan technique, l'*Humamite-Dimanche* nouvelle formule est une désolante nouveauté : elle est installée à Bagnolet, qui lui est personnelle. Cette machine lui permet d'utiliser la couleur, à partir d'une maquette sensiblement modifiée. Le prix de revient est donc plus élevé. L'opération concernera le réseau de diffusion : la prise en charge de l'*Humamite-Dimanche* non seulement par les quinze mille C.D.H. mais aussi par les autres journaux des cellules d'entreprise.

Rapportons que l'*Humamite-Dimanche* tire 405 000 exemplaires, dont un peu plus de la moitié sont vendus dans la région parisienne. André Carrel est désormais assisté de deux collaborateurs : Claude Cabannes et M.M. Claude Cabannes et Claude Lecomte — C. D.

● **Plusieurs centaines d'ouvriers** du *Liaison (C.G.T.)* ont utilisé, dimanche après-midi 2 février, une rampe de métro sur la ligne Châteaufort-Charleval station comme lieu de manifestation. Ils ont exposé aux voyageurs le sens de la lutte des grévistes du *Parisien Libéré*, qui dure depuis le 3 mars 1975. Distribution des tracts et des lettres d'information. Les manifestants ont insisté sur la nécessité d'arrêter l'attitude de la direction du quotidien en question, les manifestations ont été encouragées à la *Confédération Générale* par une délégation du Comité intersyndical du *Parisien Libéré*.

Peu avant 18 heures, les attendaient leur point d'arrivée, au terminus de la Nation, sans qu'il y ait eu intervention de la police.

## FAITS DIVERS

● Un attentat à l'explosif a été commis, lundi 2 février, vers 21 heures, à Draguignan, contre un cabinet d'assurances appartenant au groupe Drouot. La charge explosive, déposée contre la porte du cabinet — géré par M. Xavier Guérin, — a détruit la devanture de l'établissement et endommagé le mobilier. Les vitrines des magasins voisins ont été brisées.

## LES XII<sup>es</sup> JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

## La petite guerre du matériel

## De notre envoyé spécial

**Innsbruck.** — Ce sont les plus secrets des agents olympiques. Ils opèrent dans l'ombre des champions et pour le compte des grandes puissances du ski-business. Leur identité est ignorée, et il est tout à fait impossible de leur adresser une communication. L'espionnage industriel est leur hantise. Ces mystérieux personnages sont, on l'a deviné, les techniciens et les chercheurs qui, en ce moment, travaillent à Innsbruck. Les couleuses sportives d'Innsbruck. Leur rôle est ingrat : en cas de défaite, le skieur les rend responsables ; en cas de victoire, il les oublie. Mais, large compensation, ils sont payés, et payés bien. Ils sont, en somme, les agents secrets du ski olympique.

allant de 70 à 130 kilomètres-heure, par Franz Klammer et les meilleurs descendeurs liés sous contrat, avaient été conduits. Coup de maître, jeudi 5 février, dans l'épreuve olympique ? Réponse sur le coup de 12 h 30.

## La course aux armements

Cette trouvaille, folklorique ou géniale, est à Innsbruck l'épisode le plus intéressant de la guerre des équipements à laquelle les nations se livrent les diverses industries des sports d'hiver. Du gadget technique et au matériel le plus sophistiqué, les nations essaient d'impressionner et vaincre l'adversaire. Quelques exemples : les Autrichiens à ski autrichiens disposent de skis à ski américain, les ministériels, qui leur permettent de recevoir, au cours de leur vol plané (environ 100 m), de se faire à l'atterrissage, qui peut ainsi corriger leur position. Les patineurs de vitesse américains utilisent de nouvelles techniques de glissement, les allemands arborent une tenue verte, les italiens, les skieuses de la R.F.A. ont adopté le casque intégral, etc.

S'agit-il vraiment d'amélioration ou d'exploitation au compte d'un profit ? La réponse est évidente : la progrès technique utile, la maîtrise matérielle d'être possédé. Est qu'en est-il de l'équité sportive, si elle existe encore, quand de deux athlètes, l'un est riche et l'autre pauvre, l'un bénéficie d'un matériel ultra-moderne et de tout un personnel à sa dévotion et l'autre, pauvre, est obligé de se débrouiller par de vagues conseils, d'acheter des « planches » achetées dans un supermarché ?

Seussa oublier que cette course de vitesse sportive ne se borne pas à être dangereuse pour les athlètes. En particulier, la guerre des combinaisons n'est pas, si l'on ose dire, une guerre en dentelles : il y a eu, en 1980, au sein de la Fédération internationale, une véritable lutte d'usage des nouvelles tenues, très stimulantes et entièrement plastifiées : en cas de chute le coureur se métamorphosait tout simplement en savon de Marseille.

**ALPINISME.** — M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sera le chef adjoint d'une équipe franco-allemande qui tentera à l'automne 1978 l'ascension de l'Eberest. L'expédition comptera vingt alpinistes — douze Allemands de l'Ouest et huit Français, — et elle sera dirigée par le docteur Herrlig Koffer.

## La « table ronde » avocats-magistrats a créé trois groupes de travail

nées ou mouvement, de mécontentement des avocats contre  
détrits sur le divorce et la procédure civile, une « table ronde  
avocats-magistrats, groupant une quarantaine de personnes, s'  
réunie au ministère de la justice, lundi 2 février, toute la journée  
M. Jean Lecanuet, qui, initialement, devait présider la réunion, avait  
délégué pour le remplacer son directeur de cabinet, M. Alain Simon

Au terme de la journée de lundi 24, la commission a été acquiescente à la création de trois sous-commissions : « *Liaison, concertation et prospective* », « *Accès à la justice* » et « *Pratiques judiciaires* ». Les premières deux sous-commissions sont divisées en sous-groupes qui traiteraient respectivement de : « *la mise en œuvre du droit* », « *le fonctionnement de la justice* » et « *le fonctionnement de la chancellerie* » ; les membres des sous-commissions des *avocats* (p et n) et du *groupe* : « *aide judiciaire*, « *indemnité* ».

**La représentation nationale**

Il apparaîtrait enfin que

groupes.

La commission permanente : chargée de coordonner l'activité de ces groupes et sous-groupes et recueillir leurs conclusions. Composée, d'une part, des présidents d'associations d'avocats et des deux co-présidents des ordres professionnels ; de l'autre, du directeur de cabinet du ministre, du directeur des affaires civiles et du sceau et de magistrats de cette juridiction, la « commission permanente » a été désignée pour travailler des sous-groupes qui se réunissent le 9 février au 28 avril (16 février : formation ; 1<sup>er</sup> mars : aide judiciaire, commission d'office ; 8 mars : liaison, concertation ; 13 mars : représentation professionnelle ; 28 avril : rémunération).

Le ministre lui a invité les avocats à faire leurs études sur une éventuelle représentation nationale des avocats et à lui adresser le gouvernement dépose prochainement un projet de loi sur ce sujet. Or les différents mouvements d'avocats semblent en effet assez divisés sur ce point.

Il existe en outre au sein d'une alliance Association nationale des avocats de France — conférence des bâtonniers qui tentent de concilier la représentation des associations et celle des ordres professionnels. D'autre part, un sous-groupe a proposé de faire de M. Claude Gerbet, député d' Eure-et-Loire (rép. ind.), se trouve un congrès qui réunit la Fédération nationale des unions des jeunes avocats et le Rassemblement d'

Tundi après-midi, la tonalité des entretiens a paru à certains participants plus ferme que dans la matinée, lorsque M. Alain Simonet est déclaré « Le concert de la gauche », en refusant ainsi une limite aux propositions du garde des sceaux sur la concertation lors de l'assemblée générale de la conférence des bâtonniers (Le Monde du 3 fé-

**Désavouant un jugement antérieur  
déclarant authentique « Olympos et Marsyas »**

## La cour d'appel de Paris laisse au Louvre un Poussin contesté

La première chambre de la tour d'appel de Paris (1) n'a pas voulu départager les experts qui avaient émis des avis différents et parfois opposés sur la paternité d'œuvres d'art attribuées à Apollon et Marsyas — ou Olympos et Marsyas, — que le Louvre a exposé en le présentant comme un authentique Nicolas Poussin (voir folio de Michel Rosenberg, son conservateur).

Selon une vieille tradition familiale, les époux Saint-Arroman, propriétaires de cette toile, repêché, il est vrai, pour 60 % de sa valeur, pendant la guerre, dans un puits bien à leur main de Fougasse. Mais lorsqu'ils demandèrent, il y

a un peu plus de sept ans, M<sup>re</sup> Rheims, commissaire-priseur, de faire vendre cette œuvre aux enchères, celui-ci leur assura, sur consultation de M. Robert Lèbe, directeur de l'École des Beaux-Arts, de l'écrit de Carache, qu'elle ne valait guère plus de 1 500 francs.

Le 21 février 1968, le tableau parvint à l'enchère de 3 200 francs, mais le commissaire-priseur, au nom des musées nationaux aux enchères, se prévalant de son droit de préemption, de telle sorte qu'Apollon et Marsyas eurent les honneurs des cimaises du Louvre, mais sans avoir affirmé que son attribution Poussin était indiscutable... ce qu'

Dans une pétition adressée à M. Giscard d'Estaing

CINQ MILLE QUATRE CENTS  
SUÉDOIS  
DEMANDENT LA GRACE  
DE BRUNO

Le comité suédois Bruno A. Adressé, lundi 2 février, au président de la République française une pétition signée par cinq mille Suédois, dans laquelle ils demandent la grâce du jeune Bruno T. condamné à mort par le jury de la cour d'assises de l'Oise.

Les signataires de la pétition déclarent ainsi :

« Le crime de Bruno, monsieur le président, est d'une gravité mille fois moindre comparé à ceux des traîtres et des mécontents de la patrie. Notre malheur d'avoir à nous opposer à la mort d'un « squelette » et à leur tour jeunesse.

Bruno avait un grand besoin d'amour et de contacts familiaux. Il n'est pas déraisonnable de penser qu'il se sera engagé en 21 juin, en naissant lui, un meurtrier. Le comité Bruno estime que la société française doit accepter ses responsabilités et admettre que la jeunesse ne peut résister à la tentation de vivre dans les bras de ses parents et de ses amis, et non dans les bras tristes... »

(...)

Napoleon) dont elle fit partie. Les opinions divergentes des experts...

— M. Rosenberg lui-même ayant...

... ces moments, quelle que soit cette toile de « poussines »...

... a décidé en définitive lundi 2 février qu'il ne convenait pas de...

propos, et les magistrats ont soulig... d'ailleurs, reprenant les propres termes d'un critique d'art, (« l'... de l'écrit, l'écrit, l'écrit, l'écrit... de jeunesse romaine de Poussin, la frontière est proche »).

Toutefois, comme l'action des époux Saint-Arroman (« l'... »)...

affiche par les représentants de la Réunion des musées nationaux quant à l'attribution du tableau... Poussin », c'est l'état que co... les frais de justice.

(...)

(1) Composée de MM. André Fautou (Pierre Cornoyer, président), Raul... Pierre Ménard et Pierre Dan... les conseillers.

» Le comité Bruno se permet de vous rappeler, monsieur le président, que la France a été l'un des fondateurs de la conférence d'Amsterdam sur la sécurité en Europe et la coopération internationale. Le paragraphe sur les droits de l'homme rappelle les devoirs de l'homme envers ses citoyens. Le traitement des réfugiés est une préoccupation constante. Il n'y a pas naissance ainsi que la procédure suivie après son accord avec l'ensemble de cet accord. »

[illegible]







Horlogers du Haut-Doubs  
de favoritisme pour Lip

Les horlogers du Haut-Doubs ont manifesté leur mécontentement à l'égard de la politique de l'État. Ils ont accusé le gouvernement de favoritisme à l'égard de la firme Lip, qui bénéficie d'une aide excessive. Les horlogers demandent une réévaluation de la politique industrielle.

CONJONCTURE

LE CLIMAT S'AMÉLIORE  
DANS LE COMMERCE

Les affaires commencent à se réchauffer. Les ventes de Noël ont été satisfaisantes. Les entreprises commencent à envisager une amélioration de la situation économique.

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## Libres opinions

### L'information du consommateur

par HUBERT DEHOLLAIN (\*)

L'information du consommateur est à la base de toute économie qui se veut libre et dont les mécanismes reposent sur la concurrence et la liberté d'entreprendre. Le VI<sup>e</sup> Plan avait évoqué cette question fondamentale, en précisant que : « Si l'on admet la nécessité, dans l'intérêt de l'économie générale, de faire du consommateur un agent économique à part entière, on ne peut pas concevoir de parvenir à ce but sans fournir au consommateur les moyens lui permettant d'être en position d'assumer ses responsabilités. Le premier de ces moyens est tout naturellement l'information, qui, rigoureuse, objective et permanente, apparaît comme un élément d'efficacité et de souplesse de l'économie (1) ».

Un tel objectif soulève des problèmes techniques, sociologiques et politiques. Dans les nombreux débats qui ont lieu actuellement sur l'information du consommateur, ces problèmes ne sont jamais évoqués que de façon partielle. Il n'est pas dans notre propos d'analyser les complexes et subtiles contraintes techniques relatives à toute communication ou d'aborder ce que les sociologues appellent « l'accélération de la diversification sociale et l'apparition des polycultures ».

En revanche, c'est l'aspect déontologique de l'information du consommateur que nous voudrions approfondir. La déontologie doit, en effet, non seulement porter sur le contenu de l'information mais aussi sur son expression, c'est-à-dire sur les attitudes et les formulations. La façon de donner ne vaut-elle pas autant que ce que l'on donne ?

Mais aussi, comment réclamer dans ce domaine la liberté d'action et d'expression la plus complète, sans en assumer la plus entière responsabilité ? Ces deux critères doivent être complémentaires et indissociables pour tous.

En fait, dans l'état actuel des forces en présence, l'information du consommateur provient particulièrement de deux sources : D'une part, les annonceurs ont à lui vendre des produits ou des services. Pour cela, ils utilisent, en particulier, la publicité de façon à susciter, chez lui, le désir et la volonté d'achat. Suivant les produits et les services, et en tenant compte des réactions du consommateur, cette publicité comprend une part plus ou moins grande d'information au même titre, par ailleurs, que l'emballage et l'étiquetage. L'information sous ces diverses formes a fait l'objet depuis toujours, mais d'une façon actuellement très renforcée, d'efforts pour assurer qu'elle soit loyale, véridique et saine. Le législateur, les associations de producteurs, d'agences et de médias se sont efforcés de mettre en place une déontologie efficace.

La mise à jour des codes de pratiques loyales en matière de publicité de la Chambre de commerce internationale, le renforcement du Bureau de vérification de la publicité, la création d'une commission d'autodiscipline au sein de l'Union des annonceurs, les règles que s'imposent les agences, le développement de l'étiquetage informatif, sont autant de manifestations récentes chez les professionnels du souci de s'imposer les limites indispensables à une communication qui respecte les destinataires de leurs messages. L'utilisation du grand média que représente la télévision implique notamment un examen préalable des films publicitaires par une commission spécialisée, appliquant un code strict qui pourrait servir de référence à certaines autres manifestations télévisées pour épargner aux téléspectateurs la violence, le dénigrement ou la vulgarité.

Faut-il, enfin, rappeler la récente mise à jour de la loi sur la publicité mensongère, qui a précisé et étendu la définition des délits tout en fixant les responsabilités et les sanctions.

Toutes ces règles du jeu constituent une déontologie que les annonceurs ont acceptée et dont ils s'efforcent de développer l'application. Mais, d'autre part, interviennent maintenant dans l'information du consommateur, les journalistes, les associations de consommateurs, l'Institut national de la consommation, lesquels ont de plus en plus l'occasion et les moyens d'exercer auprès des consommateurs ce qui peut être considéré comme un contre-pouvoir de la publicité. Ce contre-pouvoir doit comporter une responsabilité, et la question se pose de savoir si la déontologie acceptée par les annonceurs ne doit pas être analysée, reprise et respectée par ceux qui sont les porte-parole du consommateur ou qui se considèrent comme tels.

Ne devraient-ils pas aussi, par exemple :  
— Éliminer les déclarations mensongères ou de nature à induire en erreur ;  
— Éviter les affirmations non fondées, c'est-à-dire sans que des preuves puissent être fournies par l'informateur ;  
— Imposer que tout jugement de valeur soit signé par son auteur ;  
— Ménager un droit de réponse à toute personne directement ou indirectement mise en cause ;  
— Prévoir des mesures spécifiques dans l'utilisation de la télévision, en particulier un contrôle préalable, comme pour la publicité télévisée.

S'adresser au consommateur avec l'intention de l'informer correspond à une démarche suffisamment noble et grave pour qu'elle suive un ensemble de règles basées sur le respect de la personne à laquelle on s'adresse.

Dans cette optique, on ne peut que s'étonner du caractère « sauvage » que revêtent encore certaines communications émanant d'organisations ou d'instituts représentant les consommateurs, où le désir de retenir l'attention à tout prix, pousse à convaincre, l'emporte souvent en définitive sur le souci de la vérité et la véritable défense des intérêts des consommateurs. L'élimination de ces excès ne peut être obtenue que par l'adoption de règles procédurales réglementaires ou juridictionnelles habituelles ; comme le propose tout système d'autodiscipline, il ne faut pas hésiter à aller parfois plus loin que la législation ne le demande.

A un moment où le président de la République vient d'émettre le vœu que notre pays soit le premier à engager une réflexion sur l'éthique de la fonction de journaliste, souhaitons que, dans le domaine très spécifique et beaucoup plus limité de l'information du consommateur, s'instaurent sans plus tarder des obligations réciproques tendant au respect PAR TOUS d'une déontologie claire et efficace.

(\*) Président de l'Union des annonceurs, président d'Unilever-France.

(1) Rapport du groupe Consommation.

M. GUY VERDEIL sera prochainement nommé président de la Commission pour la formation et la protection du consommateur par les moyens audiovisuels. Cette commission est chargée d'arbitrer les conflits résultant de l'usage, par les sociétés de programme,

de leur droit de veto suspensif sur une émission.

(Né en 1929, M. Verdeil, ancien élève de l'ENA, fut de 1970 à 1974 directeur général du commerce extérieur et des prix. Il est actuellement président du Groupe des assurances nationales (GAM) et du comité consultatif de la commission du développement du VII<sup>e</sup> Plan.)

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

|           | Dollars | Deutsche marks | Francs suisses |
|-----------|---------|----------------|----------------|
| 30 heures | 4 3/8   | 5 3/8          | 2 1/8          |
| 1 mois    | 5 1/8   | 6 1/8          | 3 1/8          |
| 3 mois    | 5 1/8   | 6 1/8          | 3 1/8          |
| 6 mois    | 5 5/8   | 6 1/8          | 3 5/8          |

## EMPLOI

### L'indemnité minimale de chômage partiel est portée à 7,70 F de l'heure

L'accord sur l'amélioration de l'indemnisation du chômage partiel, qui devait être signé, ce 3 février, par l'ensemble des centrales syndicales — C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C. — et le C.N.P.F., montre que le dialogue entre partenaires sociaux a pu aboutir de façon positive, en dépit de la détérioration des rapports engendrée par la crise économique.

M. Bergeron (F.O.) au début de l'année, avait fait une démarche auprès de M. Ceyrac pour lui demander de réanimer la politique contractuelle, tandis que MM. Maire et Ségué ne cessent d'accuser le gouvernement et le patronat de prendre une attitude de plus en plus autoritaire.

La négociation menée à bonne fin, même si sa portée n'est que de modeste dimension, est susceptible d'encourager d'autres discussions. D'ailleurs, des entretiens sur la formation continue (le congé individuel et le rôle du comité d'entreprise) se sont engagés le 2 février, entre le patronat et les syndicats, quelques heures après la mise au point de l'accord sur le chômage partiel. Ces négociations peuvent être suivies par d'autres ayant trait à l'amélioration des conditions de travail.

Du côté syndical, les dirigeants estiment que les satisfactions obtenues sont le fruit de l'action menée par les salariés pour le maintien de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Le projet reconduit, en augmentant de 10 % les taux, les principales dispositions de l'accord précédent, signé le 23 juin 1975.

● Indemnisation à 50 % du salaire pour toutes les heures perdues en dessous de quarante heures par semaine.

● Indemnité minimale de 7,70 F (au lieu de 7 F) à compter de l'agrement de l'accord par les pouvoirs publics, c'est-à-dire à partir de la fin février ou du début mars. A partir du 1<sup>er</sup> juin, cette indemnité sera portée à 7,90 F.

● Paiement des congés payés, en tenant compte des indemnités perçues par les salariés en activité.

L'accord est conclu jusqu'au 30 juin, mais restera en vigueur jusqu'au 15 septembre si les négociations qui doivent reprendre entre les partenaires sociaux début juin n'aboutissent pas à un accord avant le 10 juillet.

Le C.N.P.F. a repris ces engagements, en les améliorant, sans avoir encore reçu la réponse du ministre du travail concernant le relèvement de la fraction des indemnités prise en charge par l'Etat. Ce dernier rembourse actuellement aux employeurs 2,50 F de l'heure entre zéro et quatre-vingt heures de chômage partiel, 3,50 F entre quatre-vingt et cent soixante heures et 4,50 F entre cent soixante et quatre cent soixante-dix heures. Les employeurs demandent que le décompte des heures indemnisées parte de juin 1975, pour une année, alors que les pouvoirs publics estiment qu'il faudrait repartir de zéro au 1<sup>er</sup> janvier.

● LES ÉLECTIONS AUX CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE auront lieu entre le 15 et le 30 octobre, annonce l'Assemblée permanente des chambres de commerce. Les membres élus et les délégués consulaires des chambres sont renouvelés par moitié tous les trois ans. Les listes électorales sont ouvertes jusqu'au 29 février dans les tribunaux de commerce, les mairies et les chambres de commerce et d'industrie.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FABRICATION ET DE MONTAGE DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

S. O. N. E. L. E. C.

4-6, boulevard Mohamed V - ALGER

### Appel d'offres international n° 2/76, fils émaillés

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de Fils Émaillés.

Les offres devront être adressées sous pli recommandé en trois exemplaires en langue française ou anglaise à SONELEC, Direction Commerciale, B.P. n° 44 Kouba, ALGER, sous double enveloppe cachetée.

L'enveloppe extérieure portera en plus de l'adresse SONELEC, Direction Commerciale, l'indication suivante :

« Appel d'offres n° 2/76 Fils Émaillés, à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir dans les 30 jours qui suivent la parution.

Après ce délai aucune offre ne sera prise en considération.

Les renseignements complémentaires seront fournis aux soumissionnaires par SONELEC, Direction Commerciale, B.P. 44 Kouba, ALGER, tél. 76.45.74/75, télex 52.219 Dircom.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale des Industries Chimiques

### AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI D'APPEL D'OFFRES

La SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES informe toutes les sociétés intéressées par son appel d'offres international n° 1/75 pour l'étude et la réalisation d'un complexe de produits cosmétiques que le délai pour la remise des offres est reporté au 15 mars 1976.

## Alvan vous propose de passer 3 jours avec son ordinateur



Rien de plus époustoufflant qu'un ordinateur en démonstration : tout est toujours impeccable. Et s'il y a des aspects délicats on peut faire confiance au vendeur pour les transformer en zones d'ombre. C'est bien humain et on ne voit pas pourquoi il répondrait aux questions embarrassantes qu'on ne lui pose pas. Seulement voilà : quand

l'ordinateur arrive, il y a des travaux courants que la machine absorbe sans difficulté et des cas particuliers qui, à coups de petits suppléments, vont entraîner un sérieux dépassement de budget. Sans compter quelques épreuves pour les nerfs. Le tout d'une manière pénible, progressive, quasi naturelle.

Chez Alvan, nous fabriquons un petit ordinateur. Ce n'est pas une machine miracle : il n'est pas question de l'utiliser pour guider un engin dans l'espace ou gérer quelques millions de comptes. L'ordinateur Alvan est une machine conçue pour des organisations de dimension humaine, souhaitant résoudre au fur et à mesure leurs problèmes de tous les jours : la facturation, les stocks, la paie, mais aussi de la gestion industrielle, du courrier personnalisé, des tracés de courbe en 2 couleurs, de la tenue de fichiers...etc. Le tout en temps réel et sans environnement informatique spécialisé.

C'est pourquoi nous proposons de mettre à votre disposition, chez vous, pendant quelques jours, un ordinateur Alvan. Vous interrogerez vous-même la machine sur vos cas particuliers. Avec ou sans notre assistance. Vous pourrez ainsi vous faire une opinion à l'écart de toute pression ; et demander l'avis de votre banquier, de votre comptable, de votre secrétaire et, si vous le voulez, de nos concurrents. Tout ce qu'il vous faut, c'est une simple prise de 220V.

**ALVAN**  
94, RUE LAURISTON 75016 PARIS  
TEL. 553.19.75-727.24.92-727.74.22-TELEX : 620693.

### Alvan : un petit ordinateur pour ne plus avoir peur des ordinateurs.

**Alvan**

Fonctions : .....

Firme ou organisation : .....

Adresse : .....

Tél. : .....

☐ est d'accord pour effectuer un essai gratuit de l'ordinateur Alvan

☐ est intéressé à assister à une démonstration de l'ordinateur Alvan

☐ désire recevoir une documentation avec références sur l'ordinateur Alvan

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE LÉONID PLOUGHITCH

#### 3. EUROPE

— ESPAGNE : les démocrates chrétiens réclament la législation du P.C.

— PORTUGAL : le P.C. propose un programme commun au P.S.

#### 4. AMÉRIQUES

— ÉTATS-UNIS : représentant de Washington aux Nations unies, M. Moynihan donne sa démission.

#### 4-5. ASIE

— L'Afghanistan, république soviétique, par Jean de La Guérinière.

— CHINE : Radio-Pékin dénonce des infiltrations de troupes soviétiques dans le Sinkiang.

#### 6. L'ÉVÉNEMENT

— Les pays membres des Nations unies.

#### 7. AFRIQUE

— LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL : l'O.U.A. et la Ligue arabe proposent leur médiation conjointe à Alger, Rabat et Nouakchott.

— ANGOLA : le président Neto propose au Zaire des « relations normales » après l'arrêt de son « ingérence ».

#### 8-9. POLITIQUE

— Avant le XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F.

#### 10. RELIGION

— Le débat sur christianisme et marxisme.

#### 10-11. ÉDUCATION

— Le lycée expérimental d'Oslo.

#### 12. LES RÉGIONS

— Les asiles peuvent-elles vivre à la campagne ?

— Rénovation ou restauration au cœur du Vieux-Grenoble ?

#### 13-14. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— A PROPOS DE... : les contrats de pays.

— PARIS : l'affaire de la place des Vosges.

#### LE MONDE DE LA MÉDECINE

PAGES 15 ET 16

— Déjouer la supercherie immunologique.

— La stérilité féminine, par le professeur Netter.

#### 17. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

— La réforme de la recherche : création de deux conseils.

— Une lettre du professeur Kastler sur l'évolution de l'Académie des sciences.

#### 17. CULTURE

— La réforme de la recherche : création de deux conseils.

— Une lettre du professeur Kastler sur l'évolution de l'Académie des sciences.

#### 17. CULTURE

— La réforme de la recherche : création de deux conseils.

— Une lettre du professeur Kastler sur l'évolution de l'Académie des sciences.

#### 17. CULTURE

— La réforme de la recherche : création de deux conseils.

— Une lettre du professeur Kastler sur l'évolution de l'Académie des sciences.

#### 17. CULTURE

— La réforme de la recherche : création de deux conseils.

— Une lettre du professeur Kastler sur l'évolution de l'Académie des sciences.

#### 17. CULTURE

— La réforme de la recherche : création de deux conseils.

— Une lettre du professeur Kastler sur l'évolution de l'Académie des sciences.

#### 17. CULTURE

— La réforme de la recherche : création de deux conseils.

— Une lettre du professeur Kastler sur l'évolution de l'Académie des sciences.

#### 17. CULTURE

— La réforme de la recherche : création de deux conseils.

## L'enlèvement de Philippe Bertrand

### Un auto-stoppeur affirme être monté à bord de l'automobile des ravisseurs

#### Il a reconnu formellement l'enfant qui s'y trouvait

La famille de Philippe Bertrand était toujours en attente de nouvelles de l'enfant enlevé le vendredi 30 janvier à Troyes et de ses ravisseurs, qui ne se sont plus manifestés depuis un appel téléphonique passé quelques heures après le rapt : l'inquiétude des policiers n'est pas moindre que l'angoisse des parents.

Les enquêteurs ont toutefois découvert un élément nouveau dans leurs recherches au cours de la journée du 2 février. Un ouvrier tunisien, M. Ali Romdhani, demeurant à Neuilly-Saint-Front, dans l'Aisne, a en effet déclaré aux policiers que, revenant dans la soirée de la veille de Romilly-sur-Seine (Aube), il avait été pris en auto-stop par deux hommes, dans la Marne, par deux hommes, accompagnés d'un enfant, qui l'avaient conduit, sous la menace d'un pistolet, à s'installer au volant pour les conduire jusqu'au-delà de Château-Thierry (Aisne) avant de le laisser descendre.

M. Romdhani a pu donner aux policiers le signalement des deux hommes et l'un d'eux, qui semble correspondre à celui de l'incriminé, a téléphoné à la famille Bertrand dans la soirée du 30 janvier depuis un cabinet public de la banlieue de Troyes. Sur les photos qui lui ont été présentées, M. Romdhani a reconnu formellement Philippe Bertrand comme le jeune garçon accompagnant les deux hommes. Cependant, les quatrains opérés dans la région de Château-Thierry et de Soissons n'ont pas permis de retrouver les inconnus ni leur voiture.

Le comportement des ravisseurs — s'il s'agit bien d'eux — apparaît de moins en moins explicite. Pourqu'un plus de quarante-huit heures après l'enlèvement, circulaient-ils avec leur otage sur des routes par ailleurs rendues dangereuses par la neige et le verglas ? Et comment ont-ils pu se procurer de la nourriture et de l'essence ?

### Avec la participation de la France

#### LE « GROUPE INDÉPENDANT EUROPÉEN » POUR L'ARMEMENT EST CONSTITUÉ

La réunion constitutive du Groupe indépendant européen pour la coopération en matière d'armement s'est achevée lundi soir 3 février, à Rome, plus tôt que prévu.

Le communiqué qui marque officiellement la création du Groupe indépendant déclare : « La réunion du Groupe indépendant européen pour la coopération en matière d'armement a examiné les besoins de la défense en relation avec les aspects de caractère industriel et technologique. Elle a notamment étudié la façon de dispenser plus efficacement les ressources destinées à la défense. »

Plus particulièrement, le Groupe européen, dans l'esprit de l'alliance atlantique, et sans enlever les responsabilités nationales, s'efforcera d'harmoniser les plans nationaux d'équipement et de remplacement de matériels, de parvenir à des accords sur des projets conjoints et d'éliminer les projets qui pourraient faire double emploi.

Pendant l'année 1976, l'Italie présidera le groupe, qui tiendra sa prochaine réunion à Rome, au printemps.

Une centaine de hauts fonctionnaires et d'experts ont participé à la réunion, qui rassemblait les représentants de onze gouvernements : la France, qui a quitté il y a dix ans les structures intégrées de l'OTAN, et dix membres du groupe européen de l'OTAN, à savoir : Belgique, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Turquie.

La formation d'une « instance européenne indépendante » pour l'armement est due à une initiative de l'Eurogroupe. La France a accepté d'y participer à condition que ce nouveau groupe n'ait pas de lien avec l'OTAN et n'ait pas de caractère contraignant (le Monde du 29 novembre et des 3 et 4 décembre 1975).

#### Avec la garantie d'un maître tailleur

#### COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme BOUTIQUE FEMME

#### LEGEND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (10<sup>e</sup>)

#### APPRENEZ la dactylographie

à l'heure qui vous convient

#### LOGOS

CENTRE PRIVÉ DE FORMATION

4, Villa Ornano 75018 PARIS.

Tél. : 255.09.05

TOURS - NANTES - ORLÉANS

27, rue du 4-Septembre, PARIS (10<sup>e</sup>)

27, rue du 4-Septembre, PARIS (10<sup>e</sup>)

## Le paiement du premier acompte provisionnel

### Pas de cadeau pour l'instant

Il n'y aura pas de bonne surprise fiscale : les contribuables devront payer le 15 février au plus tard le premier acompte de leur impôt sur le revenu (salaires, B.I.C., etc.). Déception donc, mais que beaucoup espéraient que M. Fourcade userait du droit que lui a donné le Parlement l'année dernière pour retarder la date du paiement de l'impôt sur le revenu.

Ce droit, le ministre l'avait demandé pour pouvoir agir rapidement sur la situation économique : si les affaires allaient mal, des délais supplémentaires pour payer les impôts auraient facilité la fin de mois, beaucoup de ménages, les incitant à ne pas restreindre leur consommation. Mais M. Fourcade juge que la consommation est suffisamment forte pour n'avoir pas à la stimuler. Les statistiques semblent lui donner raison : les achats des ménages augmentent rapidement depuis l'automne, et déjà les commerçants ont tendance à majorer leurs prix. Le risque d'une accélération de l'inflation n'est pas mince.

La question est examinée le mercredi 4 février en conseil des ministres. Aucune décision n'est

donc officiellement prise : la réponse n'est pas douteuse : le risque d'inflation retient plus l'attention de certains ministres que la relance.

On aimerait pourtant que les pouvoirs publics n'oublient pas la situation difficile de certains contribuables : les chômeurs, par exemple. La Rue de Rivoli répond à leur sujet qu'il leur suffit de demander des délais de paiement. On voudrait bien le croire. Ce que l'on constate, c'est que bien des contribuables croisant la longueur des démarches ou tout simplement des amendes pour retard, préfèrent se saigner aux quatre veines pour payer à temps.

Les sociétés qui ont épuisé leur exercice le 31 décembre auront-elles plus de chance que les particuliers ? Leur premier acompte d'impôt sur les bénéfices doit être versé le 15 mars. Or l'investissement reste faible en France. On peut donc se demander si un petit quelque chose ne sera pas fait pour encourager les entreprises à augmenter leurs dépenses d'équipement. Nouveau report du paiement d'impôt sur les bénéfices, déjà différé le 3 mars ? Aucune décision n'est prise sur ce point, même officieusement.

## Le référendum à Mayotte

### PARIS EST PRÊT À INVITER DES OBSERVATEURS ÉTRANGERS

Nations unies (New-York). — Le Conseil de sécurité, sous la présidence de M. Patrick Moynihan (Etats-Unis) démissionnaire mais qui restera en fonctions jusqu'à ce que son successeur soit nommé, a décidé le mardi 3 février ses « consultations » à huis clos, sur la plainte des Comores contre la France (le Monde daté 1<sup>er</sup>-2 février).

La délégation française a fait connaître lors de consultations de lundi, que Paris était disposé à inviter comme observateurs au scrutin qui aura lieu à Mayotte le 8 février, les représentants des pays membres du Conseil de sécurité qui désiraient assister à cette consultation.

## Inculpé de violences à agents

### LE MAIRE COMMUNISTE DE FONTENAY-SOUS-BOIS DÉCLARE « UNE VÉRITABLE MACHINATION POLICIERE »

M. Louis Bayeure, maire communiste de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) s'élève, dans une déclaration à la presse, contre la « véritable machination policière » dont il estime être l'objet après la double inculpation qui lui a été notifiée, jeudi 29 janvier, par le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, M. Bayeure a été inculpé de rébellion et violence à l'égard d'agents de la police municipale de Fontenay-sous-Bois après avoir appelé la population à manifester contre l'augmentation des impôts : un rassemblement avait eu lieu pendant un quart d'heure dans un carrefour.

M. Bayeure quitte provisoirement la présidence de son entreprise. Une maladie contractée au cours de ses déplacements a contraint M. Francis Bayeures à quitter provisoirement la présidence de la Société de travaux publics Francis Bayeures, qu'il a fondée. Il sera remplacé pour quelques mois par M. Augereau, actuellement vice-président-directeur général.

Les agriculteurs manifestent. Une cinquantaine de viticulteurs ont été interceptés, dans la soirée du 9 février, à l'entrée de la commune de Foully (Gard), par six camions-citerne transportant du vin. Ils en ont répandu le contenu sur la chaussée, soit environ 1.500 hectolitres de vin. A Châteauneuf (Gard), cent cinquante jeunes agriculteurs ont investi le domicile d'un médecin, qu'ils accusent de « cumul ».

## PETIT ÉCRAN ET FAITS DIVERS

Le Yoyou, de Claude Lelouch, n'est pas passé, lundi soir, sur FR 3. Cette annulation a été motivée par le sujet du film : faisant allusion à l'enlèvement qui vient d'avoir lieu à Troyes, M. Contamine, président-directeur général de FR 3, a déclaré que c'était « un récit fait sur un mode un peu comique » et qu'il n'était peut-être pas décent de présenter un film qui raconte le rapt d'un enfant « alors qu'un événement réel se déroule et qu'une famille est dans l'angoisse ».

D'autre part, l'émission d'Armand Jammot, les Dossiers de l'écran, consacrée ce mardi aux « fous criminels », a été mise en cause par M. Lemaire, maire de Nogent-sur-Oise, qui a refusé de participer au débat par égard pour les familles récemment endeuillées par la tueur qui agit actuellement sur le territoire de sa commune : « Je demande l'annulation de cette émission, a-t-il déclaré, car elle sera simplement l'étalage d'un sadisme calculé, mis en œuvre par un fou à l'intelligence diabolique. » L'émission était cependant maintenue.

### M. Poniatowski regrette le maintien du débat sur « l'étrangleur de Boston »

Toutefois, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Industrie, a déclaré qu'il déplorait la décision d'Antenne 2. Il a souligné non seulement les risques de contagion de telles émissions, mais surtout le peu de considération donnée à la douleur des familles et à l'inquiétude de la population directement menacée et pour laquelle cette projection peut constituer un danger supplémentaire.

« J'espère, a dit le ministre, que les dirigeants d'Antenne 2 mesureront bien leurs responsabilités. Je me félicite, au contraire, de l'attitude de FR 3 qui a retiré de son programme d'hier soir un film consacré à un rapt d'enfant. »

## A la suite de grèves tournantes

### LA DIRECTION DE L'USINE I.C.I. A FOS DÉCIDE D'ARRÊTER LA PRODUCTION

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — A la suite d'un mouvement de grèves tournantes déclenché par le syndicat C.F.D.T. en vue d'obtenir une augmentation de salaires uniforme de 350 F par mois et la réduction du temps de travail, la direction de l'usine de fabrication de polyéthylène I.C.I. (Imperial Chemical Industries), à Fos-sur-Mer, a annoncé le lundi 2 février au comité d'entreprise sa décision d'arrêter la production pour des raisons de sécurité. La moitié environ des deux cents salariés de l'établissement sont touchés par cette mesure.

« Le polyéthylène, a expliqué la direction de l'usine, est fabriqué à partir d'un hydrocarbure dangereux par nature dans une usine conçue pour fonctionner en feu continu. Les arrêts fréquents et les perturbations nuisent à la sécurité. » Le directeur d'I.C.I. M. Kania, d'autre part, indiqué au cours d'une conférence de presse donnée à Fos, que les revendications présentées par le C.F.D.T. ne peuvent être satisfaites en raison de la situation économique extrêmement difficile dans laquelle se trouve l'établissement.

### HAUSSE DU DEUTSCHEMARK FAIBLESSE DE LA LIRE

Le deutschemark se signale, mardi matin 3 février, par sa fermeté sur les marchés des changes, notamment à Paris où il s'est élevé de 1 franc en deux jours (1,737 F contre 1,727 F). La lire demeure très faible : son cours en France est tombé à 8,52 F contre 8,53 F il y a quinze jours, soit une dépréciation de près de 12 %. Cette chute a entraîné la conversion d'urgence d'un « conseil de guerre financier » à Rome, où les autorités auraient mis au point des mesures d'urgence, notamment d'ordre fiscal.

A B C D F G H

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

COLIS FAMILIAUX HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA « OLIVOLI »

Produit naturel de l'olive fraîche Garantie extra vierge PREMIERE PRESION A FROID et clarifiée par simple décantation et filtration FRANCO DE PORT A PARTIR DE 5 LITRES

Demandez Documentation gratuite N° 914 à STE PROVENCE OLEICOLE 13 - SALON-DE-PROVENCE

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.

Le numéro du Monde, daté 3 février 1976 a été tiré à 575 902 exemplaires.







# PROCHE-ORIENT

## L'IRAK AU PRÉSENT

I. — Une société masculine

par TAHAR BEN JELLOUN

Bagdad. — A l'entrée de la grande mosquée Al Qadhimia, mausolée de l'imam chite Mousa Al Qadhim, sont reproduites en calligraphie noire sur tableau blanc, les paroles de l'imam Ali concernant les « femmes de la fin du monde » : « Lorsque arrivera le temps, le plus terrible des temps, où approchera l'heure (dernière), les femmes seront vêtues, les femmes seront nues ; fardées, elles seront saisies par le chaos, hors de la religion, éternisées dans l'enfer. » En commentaire sous cette évocation, un conseil : « O femmes qui entrez dans ce lieu ! couvrez-vous, voilez vos cheveux. »

A l'entrée du temple, une cour immense encadrée par la grande enceinte de la mosquée. Par terre, des dizaines de femmes, enveloppées d'une robe noire (l'abâ) sont là par petits groupes, en famille. Elles conversent, allaitent leurs enfants, mangent, rient, passent le temps. Cette cour est un lieu de rencontre. Les femmes s'y retrouvent un peu comme dans un salon de thé populaire ou un jardin pu-

ble, entre le spirituel et le temporel, entre la prière et l'attente. Autour d'elle, les gosses jouent ; les jeunes filles observent discrètement les jeunes gens qui ne font que passer, le temps de baisser le tombeau de l'imam et de faire la prière. Presque toutes ces femmes sont d'un âge avancé. Drapées de noir, dans cette rue, dans cette cour, à quelques pas du mausolée, elles fument cigarette sur cigarette. Etonnées, surprises, nous interrogeons un ami irakien : « Toutes ces femmes, nous dit-il, viennent des campagnes. Elles sont plutôt vieilles, elles peuvent donc se permettre ce geste !... » Leur désinvolture ne scandalise pas. Fumer ne signifie rien socialement, puisqu'elles ont cessé d'exister dans le champ du désir.

C'est l'heure de la prière. Elles éteignent leur cigarette, entrent à l'intérieur de la mosquée, prient et retournent à la cour, où des enfants regardent le ciel, indifférents aux hordes de mouches.

qu'elle a eu le premier jour où elle s'est trouvée mêlée aux garçons. « J'avais peur. Je m'attendais à autre chose. Mon espoir était d'entamer, grâce aux études à l'université, un changement, une libération. Mais autour de moi, personne ne semble préparé à cela. Tout se passe dans les regards. Je suis partout suivie par les regards dévorants, jutes, reprocheurs, moralisateurs. Tous nos gestes sont surveillés, protégés. » (1) Soud approché Dalia et dit : « J'ai beaucoup appris dans ce cadre. Les choses ont l'air de changer. Le nombre d'étudiants et d'étudiantes ne cesse d'augmenter (2). Nous revendiquons des droits, mais la société s'y oppose. »

C'est vrai. La société est muette. Son regard est lourd. Les traditions sont plus fortes, plus enracinées qu'on ne le croit ; et ce n'est pas la vie moderne, le développement et la voie socialiste qui peuvent rapidement les effacer. Mais les choses évoluent. Peu importe le rythme. Le pouvoir lutte contre les résistances. « Dans les années 20, nous dit M. Ali Al Ouadi, sociologue et professeur à la faculté des lettres de Bagdad, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire sociale de l'Irak, on aurait des écoles mais personne n'y allait. Pour prendre mon exemple personnel, je suis allé en classe contre le désir de mon père. Pour les filles, le droit à l'éducation a été accordé vers les années 30. Aujourd'hui, nous avons une école et demi de nos garçons et filles dans les écoles. »

Ce saut formidable de l'Irak dans le domaine de l'éducation laisse espérer une amélioration de la condition de la femme. Cependant, le problème à ses racines dans les structures sociales elles-mêmes : « L'Irak, poursuit M. Al Ouadi, est un pays à 70 % rural.

Dans les campagnes, la vie sociale repose sur des valeurs comme la spécificité tribale, l'idée jacobine de l'honneur, un rapport fort avec le lien du sang, et tout cela se conjugue pour entourer la femme d'une attention particulièrement violente. Elle est le lieu, l'objet et le symbole de l'honneur. Y toucher, c'est bouleverser toutes ces valeurs. La femme irakienne qui a émigré de la campagne à la ville est passée trop brutalement d'un cadre rigide et fermé à un cadre qui sous-tend un autre mode de vie. Elle a abandonné la voile (physique et moral) qui l'enveloppait pour adopter le vêtement européen qui symboliserait la libération, mais au fond d'elle-même l'héritage du passé est encore présent. Elle est encore habitée par les mêmes entraves qui ont pesé sur la vie de sa mère. »

L'homme irakien d'aujourd'hui, celui qui habite en ville, voyage, se cultive et s'ouvre sur le monde extérieur, reste lui aussi prisonnier de cet héritage de la société bedouine. La virginité de la fille est encore exigée pour le mariage. On attribue généralement les crimes passionnels (qu'on appelle ici « crimes d'honneur ») aux hommes des campagnes mal adaptés à la vie moderne.

M. Al Ouadi explique la survie de ce phénomène, qui est aussi répandu dans les pays méditerranéens, par cette « mémoire collective transmise de père en fils dans une société conservatrice, centrée sur la pureté du lien sanguin. » « L'homme irakien, nous dit-il, ne se libère pas par la seule éducation. Il est un étudiant, est considéré comme le devoir de tout homme. La justice doit être éliminée et comprise. » Interrogé, un juge nous apprend que si ce genre de crime est assez fréquent, la justice, elle, évolue : « En tout cas, elle est plus sévère dans ce domaine qu'il y a trente ans. »

### Une évolution lente

statut personnel : « Nous l'avons élaboré, nous dit Mme Nagib, en nous basant sur notre réalité, notre loi musulmane et notre culture. »

Tout irakien qui quitte le pays pour une longue durée — études ou stages — signe une déclaration où il s'engage à ne pas ramener avec lui une épouse étrangère (est étrangère toute personne non arabe). Pour ce qui est des irakiens mariés depuis longtemps à des étrangères, l'Irak les a retirés des postes gouvernementaux, notamment du ministère des affaires étrangères et du ministère de la défense. Quant au mariage d'une irakienne avec un étranger, il est impossible, pour des raisons sociales et religieuses.

Société masculine, prise dans les racines de la tradition qu'on hérite et qu'on n'ose pas interroger, l'Irak n'est attaché à la cellule familiale et à l'autorité patriarcale. Société donc fermée, repliée sur elle-même, difficile d'accès pour l'étranger, et qui préfère s'ouvrir à l'extérieur et à l'étranger, dans l'échange politique, économique et culturel.

### Prochain article : L'EMANCIPATION PAR LA CULTURE

(1) Tariq Al Chabab du 3 novembre 1975, organe du parti communiste irakien.

(2) L'Irak compte environ quatre millions d'habitants ; pour l'année scolaire 1975-1976, vingt mille six cent quatre-vingt-cinq étudiants nouveaux sont entrés à l'université (statistique officielle).

(3) Annuaire des statistiques officielles, année 1972.

## Liban

### Les Syriens sont résolus à rétablir la sécurité « au besoin par la force »

De notre envoyé spécial

Le retour au calme se confirme au Liban. Cependant, quelques incidents ont eu lieu mardi 3 février. Cinq personnes ont été tuées à Jounieh (à 15 kilomètres au nord de Beyrouth) au cours d'un accrochage qui a opposé des phalangistes et d'autres éléments armés chrétiens. A Jbeil (à 20 kilomètres au nord de Beyrouth), des militaires chrétiens ont affronté des forces progressistes. Le maire de la ville a été enlevé.

La situation n'est pas moins calme. Les dirigeants libanais, en effet, précisent qu'ils ne s'opposent qu'à une intervention « directe » des Syriens au Liban. Ce qui n'a pas été le cas. De même que les Etats-Unis avaient donné leur aval à la démarche de Damas — devenue indispensable si l'on voulait vraiment arrêter le massacre dans le pays voisin —, les Soviétiques accompagnent de leurs vœux les unités palestiniennes équipées par des Syriens qui pénétrèrent au Liban. Pour plus de précautions, le président Assad avait téléphoné à son homologue égyptien pour lui demander de se tenir à ses côtés dans le cas où, à la faveur de la situation au Liban, Israël aurait déclenché une attaque contre la Syrie.

Aujourd'hui, les dirigeants syriens s'estiment tenus d'« assumer » le Liban : « Nous savons que les chrétiens partisans de la partition n'auraient jamais envisagé cette mesure suicidaire s'ils n'avaient pas été accablés, dit-on dans l'entourage du président Assad. Notre tâche, ajoute-t-on, était de les guérir de ce complexe de la peur ou de leur ôter au moins ce prétexte pour les amener à soutenir à nouveau un Liban unitaire. » Pour y parvenir, les Syriens veulent aider l'Etat libanais à s'imposer à tous les « pouvoirs parallèles » qui se sont substitués à lui. Mais s'ils ont fini par gagner la confiance des chrétiens, il leur reste à convaincre de la pureté de leurs intentions les organisations palestiniennes et les partis progressistes opposés à une solution politique négociée du conflit arabo-libanais. Les formations affiliées au front arabe de refus s'accrochent à la présence des Syriens hostiles à priori à toute activité des fedayin susceptible de rallumer la guerre civile ou de provoquer des représailles israéliennes. Cette dernière éventualité inquiète par-dessus tout les dirigeants à Damas. Une fois leur mission accomplie à l'intérieur du Liban, les unités de l'A.L.P. seraient chargées de verrouiller la frontière libano-palestinoise pour empêcher des infiltrations de commandos.

EDOUARD SAAB.

### Pour avoir occupé les locaux de la radio-télévision à Paris Vingt étudiants iraniens sont expulsés de France

Les vingt étudiants iraniens qui occupèrent, le 27 janvier, pendant trois heures, l'Agence parisienne de la radio-télévision iranienne, 30, rue La Boétie (8<sup>e</sup>), en y tenant quinze membres du personnel, ont reçu un ordre d'expulsion. Aucun d'entre eux n'étant résident en France, ils devaient être renvoyés, mercredi 4 février, vers la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et l'Autriche.

Leur procès s'était déroulé mardi devant la vingt-troisième chambre correctionnelle.

Dans une salle d'audience étroite, surveillée par la police, les débats se sont déroulés avec l'aide de plusieurs interprètes. La manifestation des vingt iraniens avait pour objet d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les exécutions capitales qui venaient d'avoir lieu en Iran après les simulacres de procès (le Monde des 28 janvier et 3 février).

Les défenseurs, M<sup>rs</sup> Thierry Lévy et Yves Baudouin, avaient fait citer des témoins qui vinrent attester des

tortures et des pratiques judiciaires contraires aux droits de l'homme en vigueur depuis quelques années en Iran : il s'agissait du professeur Vincent Monteil, ancien attaché militaire à l'ambassade de France en Iran, et de M<sup>rs</sup> Alaba et Braunschweig, deux jeunes avocats parisiens envoyés naguère en mission pour tenter d'enquêter sur les procédés de la Cavak (police politique) et de la justice iranienne. De plus, une lettre de Jean-Paul Sartre a été lue à l'audience. Jean-Paul Sartre y rappelle qu'aucune opposition légale n'existant en Iran les révolutionnaires de ce pays se battent comme ils peuvent.

Après un réquisitoire modéré de M. Sylvain Amarger, substitut, le tribunal a condamné tous les prévenus à trois mois d'emprisonnement avec sursis pour violation de domicile et séquestration de personnes, en accordant à la directrice de l'agence, partie civile, le franc de dommages et intérêts qu'elle avait demandé en son nom M<sup>rs</sup> Michot.

### Lumières étouffées de la solitude

Le long de la rive gauche du Tigre, s'étire l'avenue Abou-Nawass. Le soleil a mis du rouge sur les dômes de la ville. La poussière occre est suspendue entre les palmiers fatigués et les sabines, volée qui monte et sépare le ciel de l'horizon. C'est le soir à Bagdad. La ville s'illumine de solitude rouge. L'astre à l'ouest se regarde vers d'autres continents. Les pierres et les arbres sont couverts du blanc de la terre. Dans les rues, c'est le vertige des phares contrastant avec les lumières tamisées des bars et cafés.

Le lieu ressemble à un aquarium. C'est un café. Des hommes, rien que des hommes, boivent de la limonade ou du thé. La main timide pousse la porte d'un bar, le Plateau d'argent. Une lumière filtrée et une chanson populaire. Une poignée d'hommes sont éparpillés dans les coins de la solitude face à de grands verres de bière.

De l'autre côté, sur la grande avenue de la ville, des restaurants luxueux. Dîner aux chandelles. Des hommes d'affaires. Des hommes sans femmes. D'autres bars, aussi « chics ». Lumières étouffées dans des couloirs qui murmurent le désir. Pas le moindre parfum de femme. Les yeux des femmes qui échangeront l'illusion contre quelques dinars. Les maisons closes sont interdites. Pas de femmes sur les trottoirs non plus. La prostitution est quasi inexistante. Ses causes réelles (le chômage et la misère) ont été enrayées depuis la révolution de 1968. Quelques très rares « maisons » proposent cependant à ceux qui en ont les moyens des filles, pour la plupart des étrangères.

Dehors, la nuit enveloppe la rue qui appartient aux hommes.

Des adolescents sont attroupés dans le hall d'un cinéma. On y joue un film d'amour. Certains se tiennent par la main. Ils sont entre eux. Quelle jeune fille, quelle femme oserait se mêler à cette foule ?

Se tenir par la main, dans les pays arabes, est une manifestation naturelle d'amitié. En conclusion, qu'il s'agit de liens homosexuels, c'est un peu rapide. En Irak, l'homosexualité est un sujet tabou. Cependant on sent, dans cette société masculine, à l'outrecuidance, que l'homosexualité est pratiquée, comme nous a confié un groupe d'étudiants, comme sexualité de substitution, au Sud du pays notamment.

Il est des lieux réservés de la foule où les familles irakiennes se retrouvent. Les clubs privés — sur le mode anglais — sont des endroits de loisir et de détente. Les couples s'y rencontrent, généralement le week-end (le jeudi soir et le vendredi). Restaurants, bars, salle de jeu de société, cinéma, salle d'exposition, piste de danse, etc. Les gens sont là par affinité professionnelle. Pour les jeunes, les clubs représentent une souape.

Le matin, la rue est redistribuée aux uns et aux autres. Dans l'autobus, il y a autant de femmes que d'hommes. Serrés les uns contre les autres, supportant le calvaire des transports en commun, ils se rendent au travail. « Un des acquis de la révolution du 7 juillet 1968, nous dit Mme Batoun Nagib, une des dirigeantes de l'Union des femmes irakiennes, est que la femme travaille au même titre que l'homme et participe ainsi au développement du pays. »

### Collaborer avec l'homme...

En effet, si la rue le soir, des cafés, cinémas et restaurants de la ville, elle est présente et s'impose dans les secteurs les plus importants de la vie du pays. « Nous luttons pour l'indépendance économique de la femme, pour la fin de toute ségrégation et pour que la femme, tout en étant fonctionnaire, reste une mère de famille. Cette lutte n'exclut pas l'homme, au contraire nous faisons tout avec le sens de la collaboration avec lui. Nos efforts tendent à susciter une prise de conscience de plus en plus grande du rôle essentiel que doit jouer la femme dans notre société. » Cependant, on peut se demander si cette collaboration avec l'homme est pré-

parée par ailleurs. En Irak, seules les écoles primaires et les facultés sont mixtes. La mixité dans le secondaire est interdite (sauf à titre expérimental dans un lycée du quartier résidentiel Al Mansour). « Vous comprenez, nous dit Mme Nagib, la période du lycée est celle de l'adolescence, un âge difficile. Alors il vaut mieux ne pas le perturber par la mixité. »

Mais que donne le mélange brutal des garçons et des filles à l'université ? Réellement, il y a peu de mélange. Les filles se retrouvent généralement entre elles et les garçons entre eux, mais cela n'exclut pas l'échange et le dialogue avec des mots et des regards. Dalia, une étudiante en économie, évoque le choc

parté par ailleurs. En Irak, seules les écoles primaires et les facultés sont mixtes. La mixité dans le secondaire est interdite (sauf à titre expérimental dans un lycée du quartier résidentiel Al Mansour). « Vous comprenez, nous dit Mme Nagib, la période du lycée est celle de l'adolescence, un âge difficile. Alors il vaut mieux ne pas le perturber par la mixité. »

Mais que donne le mélange brutal des garçons et des filles à l'université ? Réellement, il y a peu de mélange. Les filles se retrouvent généralement entre elles et les garçons entre eux, mais cela n'exclut pas l'échange et le dialogue avec des mots et des regards. Dalia, une étudiante en économie, évoque le choc

**NOUVEAUTE**

**LITTERATURE**

Angus Wilson  
Comme par magie

Kate Millett  
En vol

José Mauro  
de Vasconcelos  
Allons réveiller le soleil

Agustín Gómez-Arcos  
L'agneau carnivore

Hélène Parmelin  
La femme écarlate

Sylvie Raff  
La nef des vivants

**HAN SUYIN**  
Le premier jour du monde

**NOUVEAUTE**

**DOCUMENTS**

Jacques Ghaban-Delmas  
L'ardeur

Ghislain Lafont  
Des moines et des hommes

Georges Montaron  
Quoi qu'il en coûte

James Marangé  
De Jules Ferry à Ivan Illich

Ramon Chao  
Après Franco, l'Espagne

**STOCK**

هكذا من الأصل